

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ESSAI D'UNE THÉORIE GÉNÉRALE
SUR L'ASSURANCE-RESPONSABILITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 8 Juin 1914, à 1 heure et demie

PAR

ISIDOR MICHEL

DIPLOMÉ DE L'ACADÉMIE DE COMMERCE DE VIENNE

AVOCAT DU BARREAU DE BUCAREST

Président : M. THALLER, *professeur.*

Suffragants { M. LYON-CAEN, *professeur.*
 { M. PERCEROU, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DALLOZ

RUE SOUFFLOT, 11

—
1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552203_0050

**ESSAI D'UNE THÉORIE GÉNÉRALE
SUR L'ASSURANCE-RESPONSABILITÉ**

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ESSAI D'UNE THÉORIE GÉNÉRALE
SUR L'ASSURANCE-RESPONSABILITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 8 Juin 1914, à 4 heure et demie

PAR

ISIDOR MICHEL

DIPLOMÉ DE L'ACADÉMIE DE COMMERCE DE VIENNE
AVOCAT DU BARREAU DE BUCAREST



Président : M. THALLER, professeur.

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. LYON-CAEN, professeur.} \\ \text{M. PERCEROU, professeur.} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE DALLOZ

RUE SOUFFLOT, 11

1914

PRÉFACE

L'assurance de responsabilité est une branche d'assurances relativement neuve.

Le mécanisme économique, la technique de cette assurance, ne sont pas bien fixés. Les assureurs procèdent encore d'une façon empirique, surtout dans les applications les plus récentes de cette branche d'assurances.

Au point de vue théorique, l'assurance de responsabilité, jusqu'à l'heure actuelle, a été peu étudiée.

En France, les études juridiques qui l'envisagent se rattachent aux deux difficultés principales que cette branche d'assurances a suscitées devant les tribunaux.

A. La première difficulté a trait aux droits du tiers lésé sur l'indemnité d'assurance. Faut-il lui accorder une action directe contre l'assureur? Faut-il lui attribuer le montant de la somme assurée par préférence aux autres créanciers de l'assuré?

B. La seconde difficulté se rapporte au droit pour

l'assuré, poursuivi par le tiers, d'appeler son assureur en garantie et aux conséquences de cet appel en garantie.

De ces deux questions, la première nous paraît aujourd'hui définitivement tranchée; il est constant que tous les efforts tentés pour faire accorder au tiers un droit de préférence, en dehors de tout texte légal le lui octroyant, ont échoué en jurisprudence.

En outre, une loi récente, la loi du 28 mai 1913, ôte à ce débat une grande partie de son importance pratique. Elle accorde, en effet, à la *victime d'un accident* un privilège sur l'indemnité d'assurance (1).

Quant à la seconde question, elle a aussi perdu de son intérêt pratique depuis la loi du 2 janvier 1902.

Cette loi oblige l'assureur, dans tous les cas, qu'il soit demandeur ou défendeur, d'aller plaider devant le tribunal du domicile de l'assuré et déclare nulle toute clause contraire qui tendrait à faire porter le débat devant les juges du domicile de l'assureur.

D'ailleurs, en passant, nous avons, au cours de notre travail, consacré quelques mots à cette question qui a tant préoccupé la jurisprudence.

Mais si ces deux questions, surtout la première, on

(1) Cette loi suscitera certainement des difficultés d'interprétation. Qu'est-ce que le législateur a voulu entendre par « accident » ? Peut-être a-t-il voulu faire une loi d'une portée générale; mais le mot « accident » s'y oppose, à notre avis, et ne traduit pas exactement, dans ce cas, sa pensée.

fait l'objet de recherches juridiques nombreuses, une question, qui domine toutes les autres et par laquelle on doit naturellement commencer l'étude de toute branche d'assurances, est restée jusqu'à l'heure actuelle presque inaperçue.

Quel est, au juste, l'objet de l'assurance de responsabilité? Quelles garanties offre-t-elle à l'assuré? En d'autres termes, quel est le risque contre lequel l'assuré cherche à se couvrir? Quand peut-on dire, dans une assurance de responsabilité, que le risque s'est réalisé, que le sinistre est arrivé?

Sur ces questions, il n'y a eu qu'une opinion, formulée partout en quelques mots et acceptée sans contradiction par tout le monde.

Cependant elle n'est rien moins qu'exacte, et c'est ce que nous nous sommes proposé de prouver dans cette étude.

*
* *

Les règles propres à l'assurance de responsabilité n'ont été traduites en textes de loi jusqu'à ce jour que dans un seul pays, qui est l'Allemagne. La loi allemande sur le contrat d'assurance, du 30 avril 1908, lui consacre un titre spécial.

Nous ne pouvions pas négliger l'étude de ce monument législatif, étude qui s'impose, ne fût-ce que par son caractère de texte législatif nouveau, et parce qu'il est le seul à avoir réglementé spécialement

l'assurance de responsabilité. Mais nous avons été amené, en outre, à étudier l'histoire de l'assurance de responsabilité en Allemagne, dont les règles légales édictées en 1908 sont le produit.

*
* *

Dans toute étude ayant pour objet les relations juridiques qui dérivent d'un contrat d'assurance, les polices, ces *contrats-lois*, en forment la base.

Vouloir étudier les rapports juridiques qui existent entre l'assureur et l'assuré sans connaître les *conditions générales* des polices, c'est vouloir interpréter un contrat ou une loi sans en connaître exactement le texte.

Ce n'est pas tout. L'histoire et l'évolution d'une branche d'assurances quelconque sont souvent révélées par les textes des différentes *conditions générales* qui se sont succédé dans le cours du temps. Chaque changement dans le texte des polices correspond à une idée, à un besoin nouveau que l'expérience des assureurs leur a enseigné. C'est, ou bien la technique de l'assurance qui a dicté ce changement, ou bien une jurisprudence intervenue sur le sens et la portée d'une clause des polices (1).

(1) Voir, par exemple, les changements successifs apportés à la clause déclarant la prime portable, pour parer aux décisions de la jurisprudence, qui la déclaraient dans certaines circonstances qu'é-

Voilà plus qu'il n'en faut pour démontrer l'utilité du texte des polices pour l'étude des assurances. Cependant on a quelque peine à se procurer ces documents. On est obligé de s'adresser à chaque compagnie pour solliciter une formule de ces *conditions générales*, qui varient d'une compagnie à l'autre. Les différences entre les polices des diverses compagnies ne sont pas importantes quant au fond; mais les variétés stylistiques des diverses polices en facilitent souvent l'interprétation exacte.

Un recueil de formules serait d'une utilité incontestable, à notre avis. On ne peut guère citer, jusqu'à l'heure actuelle en France, que le second volume du livre de M. Chaufton (*les Assurances : leur passé, leur présent, leur avenir*, 2 vol., 1884-1886), qui malheureusement a déjà vieilli et n'est pas assez développé à cet égard.

*
* *

Cela dit, notre travail se divise en cinq chapitres.

Dans un premier chapitre, après avoir dégagé la définition de l'assurance de responsabilité, telle que nous l'entendons, nous avons insisté sur les différences

nable. Voir, sur cette question, les observations présentées par M. Thaller à la Société d'études législatives, dans le bulletin de cette société, 1906, p. 36-38.

qui séparent notre branche d'assurances de celle contre l'incendie et contre les accidents.

Le second chapitre comporte deux sections, dont la première a été consacrée à l'exposé de l'évolution de la notion juridique de la responsabilité.

Dans la seconde section de ce chapitre, nous avons essayé de montrer le rôle que peut jouer l'assurance de responsabilité dans la solution du problème de la responsabilité.

Après avoir, — dans le chapitre III, — étudié l'histoire de l'assurance de responsabilité, en France et en Allemagne, et, dans le chapitre IV, les sources législatives de notre matière, nous avons consacré le dernier chapitre de notre travail à l'étude de la nature juridique et économique de l'assurance de responsabilité (1) : il constitue la partie essentielle de notre thèse (2).

(1) Dans les premières pages, en nous conformant à l'usage, nous appelons notre institution « assurance de responsabilité ». Mais après en avoir, — dans le premier chapitre, — ébauché la définition, avec les éléments qui s'en dégagent, nous avons pu démontrer que le nom qu'on lui donne ordinairement n'est pas exact. A partir de ce moment, nous l'avons désignée du nom qui, à notre avis, lui convient le mieux, d'« assurances contre les recours en responsabilité » ou, en termes plus brefs, de celui d'« assurance-responsabilité ».

(2) Un appendice contiendra : 1^o la partie réservée à l'assurance-responsabilité du projet de loi sur le contrat d'assurance élaboré par l'Association française des assurances sociales; 2^o la loi allemande et sa traduction du 30 mai 1908, sur la même matière; 3^o le texte des conditions générales de quelques polices d'assurances y relatives.

CHAPITRE I

DE LA NOTION JURIDIQUE DE L'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ

SECTION I. — Étude analytique de la définition de l'Assurance de responsabilité.

« Les définitions, écrit M. Beudant, n'apprennent pas grand'chose, et surtout elles ne prouvent rien ; elles ont cependant cet incontestable avantage : elles sont un précieux instrument de précision pour simplifier les idées, et, par suite, elles servent aux hommes à s'entendre. Or, qu'on écrive ou qu'on parle, il est plus utile qu'on ne croit de s'assurer au préalable qu'on s'entend. Que de méprises, de désaccords et de conflits n'ont pas d'autre cause que l'ambiguïté des termes dont on use (1)! »

Cette idée, magistralement traduite par le savant jurisconsulte, nous incite à commencer par quelques

(1) *Le Droit individuel et l'État. Introduction au droit civil*, p. 3.

définitions et spécialement par celle de l'institution qui fera l'objet de notre étude.

Avant de nous demander en quoi consiste l'*assurance de responsabilité*, il faut commencer par élucider le point de savoir ce qu'est l'*assurance en général*, dont l'assurance de responsabilité n'est qu'une branche.

On a très bien défini l'assurance en disant qu'elle est la compensation des effets du hasard par une mutualité organisée suivant les lois de la statistique.

Mais cette définition, qui envisage surtout le but pratique auquel répond l'assurance, a besoin de quelques explications. Le mieux, à notre avis, est de l'incarner dans un exemple puisé dans la vie pratique.

Parmi les multiples dangers auxquels nous sommes exposés, l'un des premiers qui a fourni à l'assurance l'occasion de jouer est l'incendie. Or, supposons un village composé de 1000 maisons, valant chacune 10000 francs. Les 1000 propriétaires dont les maisons courent le risque de l'incendie conviennent que, à la fin de chaque année, on répartira sur tous la valeur de l'immeuble ou des immeubles sinistrés pendant l'année. Si, par hypothèse, au cours de la première année de la date de cette convention, un immeuble a été incendié, les assurés devront tous contribuer à réparer le dommage causé par le sinistre dans une égale proportion puisque toutes les maisons

ont une valeur égale), pour parfaire la somme de 10000 francs, nécessaire à la réparation du préjudice causé à celui dont la maison a brûlé; ce qui fait, dans notre exemple, 10000 francs à répartir sur 1000 têtes, soit 10 francs par tête.

Telle est l'idée fondamentale sur laquelle repose toute assurance.

Les choses n'en sont pas restées à ce point, car souvent les intéressés manquent d'initiative ou n'arrivent pas à s'entendre pour fonder la mutualité dont nous parlions. C'est alors que les compagnies d'assurances se sont chargées, en échange d'un bénéfice, d'organiser et de gérer cette mutualité, dont l'existence échappe la plupart du temps aux assurés. C'est à cet intermédiaire, la compagnie d'assurances, que nos propriétaires payeront maintenant la *cotisation* de 10 francs, cotisation dont le nom change et se traduit par celui de *prime*, — prime qui sera augmentée d'un bénéfice pour l'assureur.

Quand l'assurance est gérée par les mutualistes eux-mêmes, chacun d'entre eux est en même temps assureur et assuré, au point de vue économique du moins.

Voilà la notion sommaire de l'assurance, à laquelle nous sommes contraint de nous borner pour envisager de plus près, et sans tarder davantage, la question de l'assurance de responsabilité qui fait l'unique objet de cette étude.

*
* *

L'assurance de responsabilité est une assurance qui sert à couvrir le risque de la responsabilité, c'est-à-dire le risque d'être poursuivi comme civilement responsable d'un dommage causé à un tiers et d'être, de par la loi, obligé de réparer ce dommage.

De même, en effet, que notre patrimoine peut être atteint par l'effet d'un incendie, de même peut-il être attaqué par les conséquences d'un acte qui engage notre responsabilité dans les termes des articles 1382 et suivants du Code civil, ou de tout autre texte de loi.

Il y a, dans l'assurance destinée à couvrir ce risque, l'assurance de responsabilité, une complication qui ne se rencontre pas dans l'assurance-incendie, et qui provient de l'intervention du tiers lésé à côté du preneur de l'assurance et de son assureur; mais le principe qui sert de base à l'opération est toujours la répartition, sous forme de *cotisations* ou *primes*, sur plusieurs têtes, du dommage à réparer.

En effet, si l'on veut bien supposer que 1000 propriétaires possèdent chacun une voiture automobile, chacun d'eux court le risque d'écraser ou de blesser une personne ou un animal. Or, un tel accident pourrait entraîner la ruine de l'un des propriétaires, s'il était prouvé que sa responsabilité fût engagée.

Allons plus loin : l'accident peut se produire dans

des circonstances telles, que le propriétaire de l'automobile ne saurait encourir la moindre responsabilité. Ce serait le cas d'un accident imputable à la victime elle-même. Or, même dans des cas de cette nature, le propriétaire court le risque d'être obligé de plaider contre la victime de l'accident, qui se fait illusion sur le droit qu'elle peut avoir de réclamer des dommages-intérêts. En admettant que le défendeur parvienne à faire débouter son adversaire de ses prétentions, il aura été contraint de faire face aux frais du procès, frais que bien souvent il ne pourra pas récupérer à raison de l'insolvabilité du demandeur.

En outre du préjudice matériel, il est nécessaire de faire entrer en ligne de compte les ennuis d'ordre moral qui accompagnent fatalement tout procès.

Pour se prémunir contre ces dangers, les intéressés ont le choix, ou bien de s'organiser en société mutuelle dont tous les membres s'obligeront : 1° à contribuer à la réparation du dommage dont l'un d'entre eux est déclaré responsable ; 2° à supporter en commun les frais de recours, justifiés ou non, qui seraient exercés contre eux ; 3° à se substituer dans la procédure au mutualiste poursuivi ; ou bien à s'adresser à une compagnie d'assurances, laquelle, se fondant sur les données plus ou moins exactes de la statistique, calculera *à priori* la somme nécessaire pour couvrir les risques dont elle se charge, sommes qu'elle répartira entre tous ses clients, sous forme de primes, qui

seront majorées de $x \text{ ‰}$ pour frais de gestion et bénéfices.

Tout ce qui vient d'être exposé nous donne à peu près les éléments nécessaires pour définir l'assurance de responsabilité. Voici la définition courante :

« L'assurance de responsabilité est le contrat par lequel l'assureur s'oblige à garantir l'assuré contre les réclamations pécuniaires des tiers au regard desquels la responsabilité de cet assuré se trouve engagée à raison d'un fait dommageable prévu par ledit contrat (1). »

*
* * *

Cette définition, qui n'a pas soulevé de critiques et qui passe presque pour un dogme, a cependant un double défaut : elle est inexacte et incomplète.

Elle est inexacte quand elle dit que l'assurance de responsabilité « garantit l'assuré contre les réclamations pécuniaires des tiers *au regard desquels la responsabilité de cet assuré se trouve engagée* ». Elle limite l'action réparatrice de l'assurance de responsabilité au dommage que l'assuré subira par le fait qu'il se trouve légalement obligé de réparer un dom-

(1) Art. 81 du projet de loi sur le contrat d'assurance terrestre, proposé par l'Association française des assurances sociales (section des assurances diverses), Communication n° 10 (déc. 1907). Paris, Arthur Rousseau, édit.

mage causé à un tiers. Ce qui implique que, si la responsabilité de l'assuré ne se trouve pas légalement engagée, il n'aura aucun recours contre l'assureur : 1° ni pour l'obliger de prendre son fait et cause et de se substituer à lui *en cas de réclamation mal fondée* dirigée contre lui par un tiers ; et 2° ni pour rentrer dans les frais que lui a occasionnés l'action injustifiée qu'un tiers a exercée contre lui, frais qu'il ne peut récupérer sur son adversaire insolvable. Or, nous allons voir que l'assurance de responsabilité couvre l'assuré, même dans le cas où une demande est à tort dirigée contre lui (1).

La définition courante, avons-nous dit, est non seulement inexacte, mais aussi incomplète. L'assurance de responsabilité, en effet, ne se borne pas à réparer le dommage matériel causé à l'assuré par une action en responsabilité, bien ou mal fondée, exercée contre lui par un tiers. Elle a aussi une autre fonction à remplir. Dans cette assurance, l'assureur s'oblige, en effet, à prendre le fait et cause de son assuré quand il est poursuivi.

Voici comment s'expriment les polices à cet égard.

La police de la compagnie d'assurances *la Seine* contenait jadis cette clause : « En cas de poursuite de la part du ministère public, ou de contestations entre

(1) Nous nous réservons de démontrer la véracité de nos affirmations dans le chapitre V.

le tiers lésé et l'assuré, la compagnie plaide au nom de celui-ci, et elle a exclusivement la direction du procès. La présente lui vaudra pouvoir à cet effet.

« En conséquence, les citations ou assignations, et généralement tous actes quelconques..., signifiés à l'assuré à l'occasion d'un accident, seront, sous peine de déchéance, par lui remis immédiatement à la compagnie..., afin qu'elle puisse y répondre en temps utile (1). »

Aujourd'hui cette même compagnie, appelée *l'Urbaine et la Seine*, adopte une formule plus expressive :

« Dans toutes les contestations avec les tiers, l'assuré devra, sous peine de déchéance, prévenir immédiatement la compagnie. La compagnie prendra le fait et cause de l'assuré, et dirigera les instances au nom de ce dernier s'il y a lieu (2). »

Voici en quels termes s'exprime la police de la *Prévoyance* :

Art. 5. :

« La compagnie a, sous le nom de l'assuré, la direction exclusive des procès... »

(1) Art. 4 de la police de *la Seine*, assurances des propriétaires de voitures contre la responsabilité civile des accidents causés au préjudice d'autrui, reproduite à la fin d'une consultation de Pardessus sur l'assurance contre les accidents de voitures.

(2) Formule reproduite dans un arrêt de la chambre civile (Cass. 10 mai 1909, D. P. 1909. 1. 317).

Il n'y est plus dit, comme dans la police de *la Seine*, que la compagnie plaide au nom de l'assuré ou prend son fait et cause. On pourrait donc croire qu'il y a là une simple faculté pour la compagnie. Cependant il n'en est rien. En effet, voici ce que dit plus loin le même article 5 de la police de la même compagnie :

« En cas d'action *correctionnelle* dirigée contre l'assuré, la compagnie se réserve la faculté d'intervenir et de diriger la défense, *mais sans pouvoir y être contrainte.* »

De la combinaison de cet alinéa avec celui précédemment cité, il résulte avec évidence qu'en cas d'*action civile*, l'intervention de la compagnie est *obligatoire* et non pas facultative.

Voici ce qu'a décidé la cour d'appel de Lyon, en confirmant purement et simplement un jugement du tribunal civil du même siège en date du 29 janvier 1886, dont la teneur suit (1) :

« Attendu que le contrat intervenu entre la compagnie et R. a eu pour effet principal et direct d'obliger la compagnie à garantir son assuré de la responsabilité civile à laquelle celui-ci pouvait être tenu par suite d'accidents causés à des tiers par sa voiture...; que les articles 17 et 18 de la police sont ainsi conçus : « Art. 17 : — Il est interdit à l'assuré de
« faire aucune transaction ou de plaider, soit en deman-

(1) Lyon, 16 février 1887, D. P. 88. 2. 139.

« dant, soit en défendant, à l'occasion d'un sinistre et
« sous aucun prétexte de mettre la compagnie en
« cause... » — « Art. 18 : La compagnie seule, diligences
« de son directeur, se réserve la *faculté* de suivre et de
« diriger les procès au nom de l'assuré...; » — Attendu
qu'il résulte de la combinaison de ces articles que la
compagnie se réserve seule la faculté de suivre et de
diriger les procès sous le nom de l'assuré et lui inter-
dit formellement de transiger et de plaider; que la con-
séquence immédiate de cette réserve et de la défense
impérative qui la complète est d'obliger la compagnie,
dès qu'elle a été avertie, à se substituer à l'instant
même à son assuré et à régler directement avec la
victime l'indemnité qui peut lui être due, *ou à soutenir devant le tribunal... le procès qui lui est
intenté* (1). »

On voit donc que l'on a quelque peine à découvrir
dans les polices l'obligation de l'assureur de prendre
le fait et cause de l'assuré, quand il est poursuivi par
un fait prévu par la police. Mais cette obligation n'est
pas douteuse.

En tout cas, il est regrettable que les compagnies
ne forment pas plus clairement, voire même plus
franchement, leurs obligations.

Mais cela n'a pas empêché les tribunaux d'inter-

(1) V. aussi Douai, 2 mars 1888, D. P. 89. 2. 295; Lyon, 8 avril 1895,
D. P. 96. 2. 137.

prêter ces clauses dans le sens que les compagnies sont *obligées* de prendre la défense de l'assuré, et de les condamner non seulement à rembourser les frais que l'assuré abandonné par son assureur a été obligé d'exposer pour se défendre, mais encore à lui payer des dommages-intérêts.

C'est ainsi que la Cour de Chambéry, par un arrêt du 29 février 1896 (1), condamne la compagnie à des dommages-intérêts pour ne pas avoir pris le fait et cause de l'assuré (2).

En résumé, et d'après les données que nous possédons déjà, on peut dire que l'assurance de responsabilité, — c'est du moins l'opinion à laquelle nous nous arrêtons, — a un double objet.

Elle tend : 1° à réparer le dommage causé à l'assuré par le fait d'un recours en responsabilité, recours bien fondé ou non, peu importe, dirigé contre lui par un tiers ; 2° à éviter à l'assuré toutes les charges et tous les ennuis d'un pareil recours, par suite de l'obligation assumée par l'assureur de se substituer à lui dans la procédure.

Nous nous réservons d'en donner plus loin la démonstration complète, lorsque nous examinerons la

(1) D. P. 1901. 1. 457.

(2) V. dans le même sens : Paris, 22 juillet 1897, D. P. 98. 2. 94 ; Cass. req. 28 février 1910, D. P. 1911. 1. 484.

nature juridique et économique de l'assurance de responsabilité.

*
* *

Avant d'aller plus avant, voyons si le nom dont on a doté l'assurance qui nous préoccupe est exact. Jusqu'ici, conformément à l'usage courant, décorée du nom d'*assurance de responsabilité*, on l'appelle aussi *assurance de la responsabilité*. Ce sont, à notre avis, deux expressions critiquables.

En effet, l'expression d'*assurance de la responsabilité* est inexacte, parce que, comme nous l'avons remarqué, ce n'est pas la responsabilité qui est assurée : la responsabilité, c'est le risque contre lequel on s'assure. On ne dit pas *assurance de l'incendie*, mais *assurance contre l'incendie*. On devrait donc dire, en tout cas : *assurance contre la responsabilité*. Mais nous allons voir que cette expression, en admettant qu'elle fût plus exacte, serait encore incomplète.

Mieux vaut dire : *assurance de responsabilité*, parce qu'il y a moins d'équivoque. Mais, quand même, les termes ne sont pas clairs, et en tout cas, comme les mots *assurance de la responsabilité*, ils traduisent incomplètement l'idée de cette branche d'assurances.

Nous avons vu, en effet, que l'assurance qui nous préoccupe n'a pas seulement pour objet de garantir l'assuré contre une condamnation à des dommages-

intérêts et contre les frais occasionnés par sa défense, mais encore de lui éviter les ennuis d'un recours en responsabilité, en obligeant l'assureur de prendre son fait et cause. Il nous paraît donc plus exact de l'appeler « assurance contre les recours en responsabilité » ou, si l'on préfère être plus bref, « assurance-responsabilité, » de même que l'on dit : assurance-incendie, assurance-vie, assurance-accidents, etc.

SECTION II. — Comparaison entre l'Assurance-responsabilité et les Assurances contre l'incendie et les accidents.

Comme on le voit, la notion de l'assurance-responsabilité n'est pas des plus compliquées. Cependant elle n'a été dégagée que dans les dernières années du dernier siècle, après cent ans environ d'existence.

Et en disant ceci nous ne pensons pas à ce que nous disions plus haut de la définition courante, qui, à notre avis, est inexacte.

Nous devons, dès maintenant, entamer un problème beaucoup plus grave.

L'assurance-responsabilité n'était pas traitée comme branche d'assurances *distincte* jusqu'à la fin du siècle dernier.

C'est à peine à cette époque que l'on a commencé

à s'apercevoir que l'assurance-responsabilité a des règles qui lui sont propres et qu'il convient de lui faire une place distincte dans la science générale des assurances.

Dès 1893, le savant professeur allemand, M. Ehrenberg, dans son *Versicherungs-recht* (p. 71), revendiquait pour l'assurance-responsabilité une place à part, en la considérant comme branche d'assurances distincte. Il s'exprimait en ces termes :

« Il est d'un intérêt théorique considérable de soumettre l'assurance-responsabilité à un examen spécial, car il y a des questions juridiques nombreuses, plus importantes que nombreuses, qui ne se posent que chez elle, mais qui, en même temps, se posent dans toutes les assurances-responsabilité (1). »

Cependant, l'assurance-responsabilité se trouve encore mêlée et confondue avec d'autres branches d'assurances.

C'est ainsi que ce qu'on appelle assurance contre le risque locatif et assurance contre le recours des voisins et qui consistent, la première, à assurer le locataire contre le risque de responsabilité que lui imposent en termes exprès les articles 1733 et 1734

(1) « Es ist theoretisch von grossem Interesse, die Haftpflichtversicherung überhaupt einer gesonderten Betrachtung zu unterziehen, da gewisse, wenn auch nicht zahlreiche, so doch wichtige Rechtsfragen lediglich bei ihr und zwar bei jeder Art der Haftpflichtversicherung auftauchen. »

du Code civil, et la seconde à garantir l'assuré contre les recours en responsabilité qui pourraient être exercés contre lui, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil, en cas de communication d'incendie de sa maison à la maison voisine ; c'est ainsi que, disons-nous, ces deux sortes d'assurances, qui en réalité ne sont que des assurances-responsabilité, sont confondues avec l'assurance contre l'incendie.

Il y a toutefois une grande différence entre l'assurance contre l'incendie et l'assurance-responsabilité.

En effet, l'incendie peut nous causer un dommage de deux façons bien différentes : ou bien c'est une chose nous appartenant qui est incendiée, et, dans ce cas, l'assurance a pour but de réparer ce dommage : c'est l'assurance contre l'incendie ; ou bien c'est une chose appartenant à autrui qui est incendiée par nous, et nous sommes poursuivis en réparation du dommage causé au tiers, propriétaire de cette chose : c'est l'assurance-responsabilité.

Dans la première, le risque, le sinistre, c'est la destruction totale ou partielle de la chose assurée par l'action du feu ; dans la seconde, c'est le fait d'être poursuivi comme civilement responsable de l'incendie par un tiers, propriétaire de la chose incendiée.

Dans l'assurance contre l'incendie proprement dite, nous sommes nous-mêmes la victime du sinistre ; dans l'assurance du risque locatif ou contre le recours

du voisin, nous sommes l'instrument de l'incendie, et c'est un tiers qui en est la victime, au moins directe.

La conséquence pratique la plus importante de cette différence consiste en ce que, dans une assurance contre l'incendie proprement dite, il suffit que le dommage, l'incendie, se soit produit, pour que l'assureur soit obligé de le réparer, tandis que, dans les assurances des risques locatifs ou contre le recours du voisin, il ne suffit pas que l'immeuble appartenant au bailleur ou au voisin soit incendié pour que le droit de l'assuré s'ouvre : il faut, en outre, que ce dernier soit mis en demeure de réparer le dommage, que l'assuré soit poursuivi comme responsable de l'incendie (1). La confusion a été en quelque sorte favorisée par le fait qu'en pratique les compagnies qui exploitent l'assurance contre l'incendie proprement dite sont, pour des raisons pratiques et techniques faciles à comprendre, les mêmes qui exploitent les assurances contre les recours en responsabilité résultant de l'incendie d'un bien appartenant à un tiers.

Ce que nous venons de dire de l'assurance du risque locatif et de celle contre le recours du voisin, assurances que nous avons indiquées seulement comme les exemples les plus pratiques, s'applique à toutes les assurances où l'incendie n'est que l'occasion pouvant engager la responsabilité de l'assuré : l'assurance

(1) V. *infra*, ch. v.

contre l'incendie des choses mises en dépôt faite par le dépositaire, au cas où il serait l'objet d'une action en responsabilité, etc.

*
* *

L'assurance-responsabilité est aussi communément confondue avec l'assurance contre les accidents. Cette confusion n'est pas moins regrettable que la précédente.

Entre l'assurance contre les accidents proprement dite et l'assurance-responsabilité, se manifestent les mêmes différences que celles développées plus haut entre cette dernière sorte d'assurance et l'assurance directe contre l'incendie. En effet, nous pouvons, d'une part, nous garantir contre des accidents dont nous pourrions être les propres victimes : c'est l'assurance contre les accidents proprement dite ; nous pouvons, d'autre part, nous assurer contre les conséquences pécuniaires qui résultent d'un accident causé à un tiers, accident dont nous sommes l'instrument, la cause, et dont la victime est le tiers : c'est l'assurance-responsabilité.

Dans ce dernier cas, le seul qui constitue une assurance-responsabilité, nous ne sommes victimes de l'accident qu'indirectement, en tant qu'obligés de réparer le préjudice causé, ou au moins en tant que poursuivis comme responsables.

Cette confusion, comme la précédente, a été favo-

risée par la circonstance de fait que les assurances contre les accidents, *stricto sensu*, et l'assurance contre les recours en responsabilité à raison d'accidents causés au tiers, font ordinairement l'objet de l'industrie des mêmes compagnies, désignées sous le nom de *Compagnies d'assurances contre les accidents de toute nature*, sans cependant limiter leur champ d'exploitation à l'assurance-accident, tel que nous l'avons délimité, c'est-à-dire aux accidents qui arrivent à l'assuré lui-même.

A cette circonstance de fait est venue s'en ajouter une autre, qui a favorisé la confusion entre les deux espèces d'assurances. Elle dérive de la pratique adoptée dans l'exercice de l'assurance contre les recours en responsabilité à l'occasion des accidents du travail. De tout temps, et surtout avant la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, cette assurance-responsabilité a été rattachée, dans une seule et même police, à l'assurance contre les accidents dont les ouvriers peuvent être victimes à l'occasion de leur travail.

Le patron contractait en même temps deux assurances : 1° une *assurance-responsabilité*, pour se couvrir lui-même des accidents du travail dont il pourrait être responsable vis-à-vis de ses ouvriers ou, en tous cas, poursuivi comme tel, et 2° une *assurance contre les accidents* au profit des ouvriers, assurance garantissant aux ouvriers une somme déterminée d'avance,

dans les cas où ils seraient victimes d'un accident à l'occasion du travail.

Notons au passage que cette combinaison d'une assurance-responsabilité avec une assurance-accident se pratique encore, à l'heure actuelle, dans les industries et professions non assujetties à la loi de 1898.

M. Dupuich, dans le rapport qu'il a fait au nom de l'Association française des assurances sociales, a fait ressortir en des termes excellents la distinction entre l'assurance-responsabilité et l'assurance-accident.

« L'assurance de responsabilité et l'assurance contre les accidents n'ont ni le même domaine, ni le même objet, et elles ne sont pas régies par les mêmes principes.

« L'assurance de responsabilité n'a pas le même domaine que l'assurance contre les accidents. C'est quelquefois, souvent même, à l'occasion d'un accident, que l'assurance de responsabilité est appelée à produire effet, mais non pas toujours.

« Sans doute, si je veux me couvrir des dommages-intérêts qui peuvent m'incomber à raison d'un accident causé par mon fait (art. 1382 du C. civ.), ou par mon imprudence (art. 1383), ou par le fait d'une personne dont je dois répondre (art. 1384), d'une chose que j'ai sous ma garde (même article), d'un animal qui est à mon usage, d'un bâtiment qui m'appartient (art. 1386), l'assurance que je contracte en vue de ces accidents est bien une assurance de responsabilité; mais l'utilité d'une telle assurance peut

se rencontrer en bien d'autres cas, même régis par les articles 1382 et suivants; et qui ne sont pas des cas d'accident. L'occupant d'une maison qui veut se couvrir des dommages-intérêts qu'il pourra devoir, à raison des mêmes articles, si un incendie né chez lui se communique à la maison voisine, contracte une assurance dite « de recours de voisinage », qui est une assurance de responsabilité. Le locataire qui veut se garantir de la responsabilité que l'article 1733 du Code civil lui impose envers son propriétaire en cas d'incendie contracte une assurance dite « du risque locatif », qui est une assurance de responsabilité. Le dépositaire ou le façonnier qui veut se prémunir contre la réparation qu'il pourra devoir en cas de perte, par incendie ou par vol de la chose qui lui a été confiée (art. 1929 et 1789 C. civ.), contracte une assurance de responsabilité.

« Le notaire, l'avoué, l'huissier, qui veulent se garantir contre les responsabilités pécuniaires que peut entraîner à leur charge une faute professionnelle, contractent une assurance de responsabilité, etc. etc. L'assurance contre la responsabilité des accidents proprement dits n'est donc qu'un cas particulier des assurances en général.

« La distinction entre l'assurance contre les accidents et l'assurance de responsabilité se manifeste encore à un autre point de vue. Dans l'assurance contre les accidents, le but du contrat est de procurer une

indemnité à la personne lésée par l'accident. Ce peut être... le souscripteur de la police ; mais ce peut être un tiers. Ainsi, je puis m'assurer contre les accidents qui pourraient m'advenir (par exemple, au cours d'un voyage) par l'effet d'un cas fortuit ; je puis assurer mon domestique contre les accidents dont il pourra être victime à mon service, sans qu'aucun fait ou négligence de ma part engage envers lui ma responsabilité. Dans le premier cas, je serai le bénéficiaire de l'assurance ; dans le second, ce sera mon domestique, qui profitera ainsi du contrat passé par moi dans son intérêt. Mais, dans un cas comme dans l'autre, la double qualité de victime de l'accident et de bénéficiaire de l'assurance coïncidera en un même individu.

« Il en est autrement dans l'assurance de responsabilité. Si je m'assure contre la responsabilité des accidents que je pourrai causer à un tiers par mon fait, par ma faute, par le fait d'une personne, d'une chose, d'un animal, dont je dois répondre, la victime de l'accident, ce sera le tiers ; le bénéficiaire de l'assurance, ce sera moi. L'assurance de responsabilité n'aura pas pour objet de procurer à la personne lésée une indemnité, mais de me rendre moi-même indemne des dommages-intérêts que le fait dommageable aura pu entraîner, à ma charge, au profit de cette personne. Mon but, en contractant une assurance de responsabilité, n'est pas que le tiers obtienne répara-

tion du dommage qu'il souffre; mon but est que, si je suis obligé de désintéresser la victime (1), je reçoive de l'assureur une compensation de la dépense qui m'incombera ainsi. »

Il y a exactement sept années écoulées depuis le dépôt du rapport de M. Dupuich, et ses observations n'ont pas encore eu le don de faire disparaître la confusion entre l'assurance-accident et l'assurance-responsabilité. Loin de là, cette confusion persiste à l'heure actuelle avec la même intensité (2).

Comme nous l'avons déjà montré, cette distinction est nécessaire, parce que chacune de ces branches

(1) L'excellent auteur, comme l'association au nom de laquelle il a rédigé le rapport, en est encore à la conception commune de l'assurance-responsabilité, et il la traduit dans l'obligation pour l'assureur de réparer un dommage dont l'assuré a été déclaré légalement responsable. Nous avons déjà remarqué que cette conception de l'assurance-responsabilité est inexacte. Comme nous allons le démontrer plus loin, l'assurance-responsabilité garantit l'assuré même contre une réclamation mal fondée; ce qui revient pratiquement à dire que l'assureur est obligé de garantir l'assuré contre les frais qu'il a été obligé d'exposer pour se défendre contre une demande mal fondée et de prendre son fait et cause même contre une demande de cette nature.

(2) Dans les recueils périodiques de jurisprudence comme dans les répertoires alphabétiques de ces recueils, l'assurance-responsabilité figure encore, ou sous la rubrique de l'assurance contre l'incendie, ou sous celle de l'assurance contre les accidents. On ne lui a pas consacré une rubrique spéciale.

La dernière table du *Dalloz périodique* (1907-1911) possède bien une rubrique spéciale; mais, — ce qui prouve encore davantage la confusion, — on y a réuni quelques décisions judiciaires se référant à l'assurance-responsabilité et qui parlent expressément d'assu-

d'assurances a des règles qui lui sont propres et qui précisément la distinguent des autres et lui donnent un caractère propre.

rance-responsabilité ; mais la plupart des décisions s'y rapportant se trouvent encore, dans cette table, comme dans les précédentes, sous d'autres rubriques.

La même confusion règne dans la plupart des ouvrages, même dans les plus récents.

CHAPITRE II

DES RAPPORTS ENTRE LES PRINCIPES DE LA RESPONSABILITÉ ET L'ASSURANCE-RESPONSABILITÉ

SECTION I. — Évolution de la notion juridique de la responsabilité et tendances de cette évolution.

Après avoir donné une idée sommaire de l'assurance-responsabilité, nous allons essayer de mettre en lumière l'évolution qu'a subie au dernier siècle la notion juridique de la responsabilité, ainsi que l'étroite relation qui existe entre cette évolution et celle de l'assurance-responsabilité, ce qui démontrera l'importance de cette branche d'assurances et permettra peut-être d'entrevoir son évolution dans l'avenir.

*
* *

Pour qu'il y ait lieu à une assurance-responsabilité, il faut qu'il y ait un risque contre lequel cette assurance va protéger l'assuré. Or, dans l'assurance qui

nous préoccupe maintenant, le risque qu'elle est appelée à couvrir est le risque de responsabilité ou risque de se voir poursuivi pour réparer un dommage causé à un tiers.

Alors se pose la question suivante : Quand un pareil risque existe-t-il ?

Il n'est pas facile de répondre à cette question, qui touche à un chapitre du droit civil ayant par certains côtés des affinités avec le droit public et qui est en pleine évolution : c'est la théorie de ce qu'on appelle traditionnellement la *culpa*, ou la faute, et qu'on appelle plus exactement aujourd'hui, vu l'évolution dont nous allons nous occuper, la responsabilité.

La théorie de la responsabilité pourrait faire l'objet d'un chapitre très important de notre étude. Les cas où notre responsabilité se trouve engagée sont, sauf quelques restrictions, des cas d'application de l'assurance-responsabilité. Plus ces cas sont nombreux, plus le champ d'application de notre assurance s'élargit, car la responsabilité en est en quelque sorte la matière première. Nous la négligerons cependant, car elle nous entraînerait trop loin. Nous nous bornerons à décrire l'évolution et les tendances qui s'y manifestent, en négligeant, à bon escient, le nombre infini des cas où ces tendances se rencontrent, et en ne nous arrêtant que sur ceux qui sont les plus expressifs, les plus éloquents.

*
* *

MM. Aubry et Rau, dans leur *Cours de droit civil français*, dont on a dit avec raison « qu'il restera le chef-d'œuvre de la science française au siècle dernier (1) », disent (2) :

« Un fait dommageable ne constitue un délit que sous les conditions suivantes :

« 1° Il faut qu'il soit illicite...,

« 2° Il faut que le fait soit imputable à son auteur, c'est-à-dire qu'il puisse être considéré comme le résultat d'une libre détermination de sa part. »

Et, plus loin, ils ajoutent (3) :

« Du reste, un fait même nuisible à autrui et imputable à son auteur ne constitue un quasi-délit (4) qu'autant qu'il y a eu, de la part de ce dernier, soit

(1) J. Charmont et A. Chausse, *les Interprètes du Code civil*, dans le *Livre du centenaire*, t. I, p. 158.

(2) Aubry et Rau, 4^e édit., t. IV, p. 746 et suiv.

(3) Aubry et Rau, *ibid.*, p. 755.

(4) On sait qu'au point de vue du droit civil, qu'il s'agisse d'un délit (acte intentionnel) ou d'un quasi-délit (acte non intentionnel), l'auteur responsable est toujours tenu de réparer le dommage causé, dans la même mesure. On ne peut cependant pas nier que cela ne soit tout à fait exact qu'en théorie. En fait, la circonstance que le dommage a été causé intentionnellement ne peut laisser indifférent le juge, et si ce n'est pas quant au principe même de la responsabilité, de son existence, au moins quant au montant du chiffre des dommages-intérêts à accorder à la victime, l'intention malveillante de l'auteur se tourne contre lui. Il y a là un reste de la confusion du civil et du pénal.

une faute positive, soit tout au moins une négligence ou une imprudence (art. 1382 et 1383).

« Il s'en suit que les faits articulés par le demandeur doivent être de nature à faire ressortir à la charge du défendeur une faute, une imprudence ou une négligence. »

C'est la doctrine traditionnelle telle qu'elle nous a été transmise par le droit classique romain.

Cette doctrine fait de l'imputabilité morale une condition essentielle de toute responsabilité, et on l'appelle aujourd'hui la théorie de la responsabilité subjective, par opposition à celle de la responsabilité objective. Dans cette dernière conception, on fait abstraction de tout élément subjectif d'imputabilité morale en se contentant d'une relation de cause à effet entre le fait dommageable et le dommage causé.

Cette nouvelle conception se fait jour dans la seconde moitié du siècle dernier à propos surtout de la responsabilité patronale (1).

On connaît la résistance que la jurisprudence a opposée à ces doctrines; on connaît le moyen proposé comme moyen terme entre ces deux théories extrêmes : la distinction entre la faute délictuelle et

(1) Voir spécialement Saleilles, *les Accidents du travail et la responsabilité civile*, 1894; Josserand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, 1897.

la faute contractuelle, ce qui aboutissait à une présomption de faute contre le patron, et la conséquence pratique en était de mettre à la charge du patron les accidents dont les causes restent inconnues.

Mais ce moyen terme n'a pas eu, dans la question qui nous intéresse, de succès devant la Cour de cassation française.

Cependant l'industrie moderne ne pouvait pas rester, à cet égard, sous le même régime qu'autrefois.

Poussé par des considérations sociales et par l'opinion publique, le législateur a dû intervenir dans ce débat ; et c'est de là qu'est sortie la loi du 9 avril 1898 concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Le principe de cette loi est bien connu. C'est ce qu'on appelle : le risque professionnel. L'ouvrier a droit, pour tout accident lui survenant par le fait du travail ou à l'occasion du travail, à une indemnité forfaitaire. Le patron ne pourrait s'exonérer de cette responsabilité, même en prouvant la faute ou l'imprudence de la victime. Il ne le peut qu'au cas d'accident causé intentionnellement par l'ouvrier.

Ce qui est par-dessus tout intéressant à relever dans l'évolution que nous envisageons, c'est que le patron est responsable même quand il est constant qu'aucune faute ne peut lui être imputée.

*
* *

Dans le même ordre d'idées, on peut considérer comme révélant les mêmes tendances, comme étant aussi un moyen terme ou une transition entre les deux théories extrêmes sur la responsabilité, la jurisprudence en matière de responsabilité du propriétaire pour tout dommage causé, ou mieux occasionné par sa chose.

Les partisans de la responsabilité objective veulent rendre le propriétaire responsable du dommage occasionné par sa chose, en cette seule qualité, et sans aucune idée de faute.

Il est incontestable, à notre avis, qu'il n'y a pas là une interprétation exacte du Code civil, dont les auteurs n'ont jamais pensé qu'il peut y avoir responsabilité sans faute prouvée (art. 1382 et 1383) ou au moins présumée (art. 1384 et suiv.). C'est donc à bon droit que la jurisprudence s'est constamment (1) refusée à admettre purement et simplement qu'il puisse y avoir responsabilité sans faute. Mais la doctrine de la responsabilité objective n'est pas restée sans écho dans la jurisprudence.

(1) Nous négligeons les quelques décisions jurisprudentielles qu'on aurait pu, avec plus ou moins de raison, rattacher à la théorie de la responsabilité objective et n'envisageons que l'état actuel de la jurisprudence française.

Jusqu'en 1896, le propriétaire d'une chose n'était déclaré responsable par les tribunaux français que si la victime prouvait que le propriétaire était en faute. La Cour de cassation, dans un arrêt de rejet, du 19 juillet 1870, s'exprimait comme suit (1) :

« Attendu que si, aux termes de l'article 1383 C. Nap., chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence, il résulte en même temps des dispositions de l'art. 1382 du même Code que son fait ne l'oblige à réparation que si le dommage est arrivé par sa faute; qu'ainsi l'existence d'une faute légalement imputable constitue l'une des conditions essentielles de l'action en responsabilité; que celui qui se prétend lésé par un délit ou quasi-délit est, en conséquence, et en sa qualité de demandeur, tenu d'en justifier; que, faute par lui d'en rapporter la preuve, sa demande n'est pas établie et doit être rejetée, sans que le défendeur ait à prouver le fait sur lequel il fonde une exception de libération; — Attendu que, dans le cas où, comme dans l'espèce, il s'agit de l'explosion d'une machine à vapeur, et bien que cette explosion se rattache au fait actuel du propriétaire ou de ses agents, celui qui poursuit la réparation du dommage par lui souffert doit établir,

(1) D. P. 1870, 1. 361.

outre l'accident, la faute qu'il leur impute comme engageant leur responsabilité; qu'un pareil événement, qui peut être le résultat d'un cas fortuit et de force majeure, n'implique point nécessairement par lui-même la faute ou l'incurie du défendeur; — D'où il suit qu'en déboutant les époux Painvin de leur demande par le motif qu'ils n'établissaient pas, quant à présent, que l'explosion de la chaudière eût été causée par la faute ou la négligence de Deschamps, qui alléguait qu'elle était le résultat de la force majeure, l'arrêt attaqué n'a contrevenu à aucune loi; — Par ces motifs, rejette. »

Mais, vingt-cinq ans environ plus tard, les choses ont bien changé; car, à partir de 1897, *l'idée d'une présomption de faute* contre le propriétaire apparaît avec plus ou moins de netteté (1) jusqu'à l'arrêt de la chambre des requêtes du 25 mars 1908 (2), qui pose le principe assez nettement.

Suivant la méthode traditionnelle de la jurisprudence française, il fallait bien rattacher cette solution à un texte du Code; ce texte, c'est l'article 1384, alinéa 1^{er}, *in fine* :

« On est responsable non seulement du dommage

(1) Comp. : Cass. 29 mars 1897, S. 1898. 1. 70, avec la note de M. Esmein; Cass. 21 janvier 1908, D. P. 1908. 1. 217, avec la note de M. Josserand.

(2) D. P. 1909. 1. 73, note de M. Planiol, et S. 1910. 1. 17, note de M. Esmein.

que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, *ou des choses que l'on a sous sa garde.* »

Il est presque certain pour nous que, dans les derniers mots de l'article 1384 que nous avons soulignés, ses auteurs n'ont pas pensé édicter une présomption de faute; mais cela importe peu pour la marche des idées que nous voulons mettre en vedette, bien au contraire.

Revenons maintenant à l'arrêt du 25 mars 1908, cité plus haut.

« Attendu, dit la chambre des requêtes, qu'aux termes de l'arrêt attaqué, confirmatif d'un jugement du tribunal civil de la Châtre, dont la Cour d'appel s'est approprié les motifs, les demandeurs aux procès ont été admis à prouver en la forme ordinaire des enquêtes : 1° que, le 17 août, vers 9 heures du matin, alors que la batteuse que l'on était allé chercher le matin à l'atelier de réparation et que l'on avait installée près de deux meules, fonctionnait depuis environ une heure, l'ouvrier qui, placé sur la batteuse, déliait les gerbes, vit de la fumée sortir de cette batteuse et s'écria : « Le feu est dans la batteuse, sauvons-nous ! » ; 2° qu'au moment même, ou quelques minutes après, les ouvriers qui travaillaient autour de la batteuse virent du feu tomber de cette batteuse à terre ; 3° qu'aussitôt le feu provenant de cette batteuse se communiqua aux meules de grains,

qui furent immédiatement détruites; — Attendu, en outre, que, d'après ledit arrêt, l'enquête ordonnée aura pour effet de démontrer dans quelles conditions la batteuse a été actionnée et dirigée; — Attendu que, dans ces circonstances, le demandeur au pourvoi n'a pas été, comme l'énonce la formule du moyen, déclaré d'ores et déjà responsable de l'incendie; que la décision attaquée se borne à décider que, si la batteuse reste présumée la cause du dommage par le fait seul que le feu l'avait attaquée, la présomption de l'article 1384, alinéa 1^{er}, s'élève contre le propriétaire de la machine; que celui-ci ne peut, dès lors, s'affranchir des responsabilités entraînées par l'incendie qu'à la condition d'établir, d'une part, que la machine n'était pas sous sa garde ou sous celle de ses préposés quand le sinistre a éclaté, ou que, d'autre part, il provient du cas fortuit, de la force majeure ou de toute autre cause étrangère; — Attendu qu'en déclarant, dans ces conditions et d'après ces principes, la preuve ci-dessus rapportée admissible et concluante et en confirmant le jugement qui l'a ordonnée, l'arrêt attaqué, loin de violer le texte visé au moyen, n'a fait, au contraire, de cet article, qu'une exacte application; Par ces motifs, rejette. »

L'arrêt ne consacre certes pas la théorie de la responsabilité du propriétaire en cette seule qualité; mais, en présumant la faute du propriétaire, il alourdit de beaucoup sa responsabilité, par rapport à sa

situation dans la théorie de la responsabilité subjective pure. Il y a nombre d'accidents dont la cause reste inconnue ou au moins incertaine ; tous ces cas vont peser sur le propriétaire, qui, par hypothèse, ne peut pas renverser la présomption de faute. Ceci nous paraît une conséquence nécessaire du principe de présomption de faute de l'arrêt de la chambre des requêtes, bien que M. Planiol manifeste quelques doutes à cet égard dans la note qu'il a consacrée à l'arrêt, au Dalloz.

Voilà donc encore un demi-succès de la doctrine nouvelle, au moins au point de vue des conséquences pratiques auxquelles aboutit le système de la chambre des requêtes.

*
* *

Une autre manifestation des mêmes tendances nous est présentée par la doctrine et par la jurisprudence conforme, en matière de transport de personnes, à propos de la responsabilité du transporteur, du « voiturier », comme dit le Code civil (1).

(1) Par sa nature juridique, ce cas se rattache à celui que nous avons cité en premier lieu : aux accidents du travail. Mais, eu égard au but que nous nous proposons dans cet exposé, nous avons préféré suivre l'ordre chronologique des idées. Or, le revirement de jurisprudence que nous allons signaler, en matière de transport, ne date que d'hier.

Sur ce terrain particulier de la responsabilité, il existait une dissidence entre un parti important de la doctrine et la jurisprudence, dissidence qui dure depuis 1885 et qui vient de cesser par la victoire de la doctrine. Voici dans quelles circonstances de fait. A la suite d'un déraillement d'un convoi de chemin de fer, un voyageur est blessé. Il se retourne contre la compagnie transporteur et lui réclame la réparation du dommage causé. La doctrine de la responsabilité objective rend *de plano* le voiturier responsable. Mais ici encore une doctrine plus tempérée posait la question de la façon suivante : La victime de l'accident devra-t-elle prouver que l'accident est arrivé par la faute de la compagnie conformément aux articles 1382 et suivants du Code civil ou, au contraire, invoquant le contrat de transport, aura-t-elle le droit de se prévaloir d'une présomption de faute conformément à l'article 1784 du Code civil, qui oblige le voiturier, au moins quand il s'agit de transport de choses, de prouver que l'accident ne lui est pas imputable ? Cette question de preuve a des conséquences pratiques très importantes : la victime de l'accident n'est pas en mesure ordinairement de connaître et encore moins de prouver la véritable cause de l'accident, et alors, avec le système de la faute délictuelle des articles 1382 et suivants, elle devait être déboutée de sa demande. Avec le système de la faute contractuelle de l'article 1784 du Code civil, au contraire, on arrive

presque au même résultat pratique qu'avec la nouvelle doctrine du risque.

Et maintenant indiquons, en passant, les plus importantes décisions jurisprudentielles où cette évolution se manifeste le plus clairement.

Nous avons dit que c'est surtout depuis 1883 que cette dissidence entre la jurisprudence et la doctrine s'est produite. C'est l'arrêt de la chambre civile du 10 novembre 1884 (1) qui a fait éclater le conflit.

Dans cet arrêt, la chambre civile admet que l'obligation pour le transporteur de réparer le dommage causé au voyageur, victime d'un accident, est de nature délictuelle ou quasi délictuelle (1382 et suivants du Code civil) ; que, par conséquent, c'est au demandeur en dommages-intérêts de prouver la faute du voiturier ou des personnes dont il est civilement responsable ; et que s'il ne fait pas cette preuve, il doit être débouté de sa demande.

La chambre des requêtes consacre la même solution dans son arrêt du 14 décembre 1902 (2).

La théorie de la faute contractuelle avait déjà gagné l'adhésion de quelques tribunaux et Cours d'appel (3), quand, en 1911, la chambre civile, par un

(1) D. P. 1883. 1. 433, et la note contraire de M. Sarrut ; S. 1883. 1. 129, et la note en sens contraire de M. Lyon-Caen.

(2) D. P. 1903. 1. 314 ; S. 1904. 1. 261.

(3) V. Paris, 27 juillet 1892, S. 1892. 2. 93 ; Aix, 24 juin 1896, *Revue internationale de droit maritime*, 1896-1897, p. 24 ; Tribunal de com-

arrêt du 21 novembre 1911 (1), décidait : « Que l'exécution du contrat de transport comporte, en effet, pour le transporteur, l'obligation de conduire le voyageur sain et sauf à destination ;

« Que, par conséquent, le tribunal de commerce auquel compétence a été attribuée par une clause insérée au billet de passage délivré à un voyageur, pour connaître des difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution du contrat de transport, est compétent pour statuer sur l'action en dommages-intérêts formée contre l'armateur par un passager, qui a été, au cours du transport, victime d'un accident occasionné par l'arrimage défectueux des marchandises ;

« Qu'on objecte vainement qu'en réclamant une indemnité, le passager agit, non en vertu du contrat, mais à raison d'un quasi-délit ; dès lors qu'il est constant que c'est au cours de cette exécution que l'accident s'est produit. »

Dans un nouvel arrêt du 27 janvier de l'année suivante, la chambre civile confirme ce revirement de jurisprudence, toujours à l'occasion d'une question de compétence, mais cette fois en matière de transport terrestre (2).

merce de la Seine, 25 nov. 1911, journal *le Droit*, du 5 janv. 1912, et autres cités dans la note de M. Lyon-Caen (S. 1912. 1. 71, *in fine*).

(1) S. 1912. 1. 73, avec la note de M. Lyon-Caen.

(2) D. P. 1913. 1. 249 ; S. 1913. 1. 177, et les notes de MM. le pro-

Enfin, le 21 avril 1913, la chambre civile de la Cour de cassation a tiré, du principe formulé dans les deux arrêts précédents, la conséquence qui intéresse directement notre sujet, notamment : l'obligation de réparer le dommage causé à un voyageur par un accident, dérivant du contrat de transport, c'est à la compagnie qu'incombe la preuve qu'aucune faute ne lui est pas imputable (1).

Il suffit à la victime de l'accident ou à ses ayants cause de prouver que le dommage dont ils se plaignent est arrivé pendant le voyage et à la suite de l'accident de chemin de fer.

Certes, on est loin de la théorie de la responsabilité objective. Ces arrêts supposent encore l'élément subjectif de la faute, qu'ils font présumer ; mais, au point de vue pratique, la différence est moins grande qu'elle ne paraît.

Voilà donc cette théorie qui se fondait sur la distinction entre la faute délictuelle et la faute contractuelle qui n'avait pas eu de succès devant la Cour de cassation française, il y a plus de vingt-cinq ans, en matière d'accidents du travail ; voilà cette même théorie couronnée de succès aujourd'hui, devant la même Cour, en matière de transport.

cureur général Sarrut, sur les conclusions duquel l'arrêt a été rendu, et Lyon-Caen.

(1) D. P. 1913. 1. 249 ; S. 1914. 1. 5.

Ce qui paraît avoir déterminé la résistance de la jurisprudence dans cette dernière question, c'est une circonstance de fait assez sérieuse, que notre savant maître, M. Thaller, formule dans ces termes :

« Sur les colis, matière passive et sans résistance, le transporteur exerce une maîtrise; s'il périt, c'est pour avoir été l'objet d'une absence de garde ou d'une manutention défectueuse, sauf preuve du contraire. Le voyageur, au contraire, est un être responsable; il a pu contrarier la vigilance du voiturier par sa propre imprudence ou par sa volonté (1). »

Mais peu important pour la marche des idées que nous poursuivons les arguments plus ou moins fondés qu'on a fait valoir; peu important ici les vicissitudes que traverse la vieille distinction entre la faute délictuelle et la faute contractuelle, distinction contre laquelle se dressent des adversaires qui jouissent d'une grande autorité dans la science du droit. Le résultat pratique de cette nouvelle jurisprudence est certain; la responsabilité du transporteur se trouve de beaucoup aggravée.

*
* *

Après avoir passé en revue les principaux symptômes d'une évolution qui tend à rompre avec la théorie traditionnelle de la faute, en évoluant vers un

(1) *Traité élémentaire de droit commercial*, n° 1185.

système de responsabilité objective, nous croyons devoir signaler au passage les nouvelles théories qui se font jour en doctrine sur le cas fortuit, qu'on distingue de la force majeure, en n'attribuant un effet libérateur qu'à cette dernière.

Nous n'entrerons pas dans les détails de cette distinction, et nous nous bornerons à la signaler en ajoutant qu'elle ne manquera pas d'être agréée par les tribunaux (1).

*
* *

Il est opportun de signaler aussi une manifestation législative dans le sens de la même évolution.

Dans la séance du 19 février 1902, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi tendant à ajouter à l'article 1382 du Code civil un alinéa ainsi conçu : « Le dément sera responsable civilement du préjudice par lui causé. »

On sait, en effet, que la jurisprudence française n'oblige pas une personne qui, comme le fou ou l'enfant en bas âge, ne se rend pas compte de ses actes, à réparer le dommage causé à un tiers. Il n'est guère

(1) Voir sur ce sujet surtout : Thaller, *Traité de droit commercial*, 4^e édit., n° 1128, et les notes de M. Josserand, dans D. P. 1900. 2. 289, et de M. Ambroise Colin, dans D. P. 1904. 2. 73.

possible de relever qu'un seul arrêt, déjà ancien, en sens contraire (1).

Cela dit, si nous dépassons les frontières de la France, le même mouvement d'idées se manifeste dans tous les pays civilisés.

« Cette disparition des conceptions juridiques consacrées par le Code Napoléon, cette élaboration de conceptions nouvelles, ne sont point spéciales à la France. Peut-être y sont-elles plus avancées qu'ailleurs ; peut-être les éléments du système juridique nouveau y apparaissent-ils plus formés que dans d'autres pays ; mais la transformation est générale. Elle se manifeste chez tous les peuples parvenus à un même degré de culture. Elle est plus ou moins avancée, elle est plus ou moins complète : ici elle apparaît sur un point, là elle se manifeste sur un autre. Mais elle est générale (2). »

Et comment en serait-il autrement ? Les conceptions juridiques et les règles du droit sont moins le produit du cerveau du jurisconsulte ou du législateur que celui de la vie pratique, de la vie réelle. Chaque institution juridique est le produit des besoins qu'elle est appelée à satisfaire. Or, l'étude de l'économie politique

(1) Montpellier, 31 mai 1866, D. P. 67. 2. 3 ; S. 66. 2. 259. Voir pour plus de détails et dans le sens de la proposition de loi : Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, n° 878.

(2) Léon Duguit, *les Transformations générales du droit privé depuis le Code Napoléon*, 1912, p. 7.

nous offre le spectacle des mêmes lacunes et des mêmes besoins qui apparaissent et se font sentir presque en même temps dans tous les pays civilisés. D'un autre côté, le droit comparé pose les mêmes règles juridiques qui sont destinées à leur donner satisfaction.

Cela se manifeste surtout dans la réglementation juridique et économique des institutions récentes, parmi lesquelles il faut citer précisément les assurances. Dans ces institutions qui sont le produit de la vie moderne, la règle traditionnelle n'existe pour ainsi dire pas.

Et quelle meilleure explication en fournir que la fréquence des relations internationales, facilitées par les nouveaux moyens de locomotion !

**SECTION II. — Rôle de l'Assurance-responsabilité
dans la solution du problème juridique
de la responsabilité.**

Après avoir montré comment une conception plus sévère de la responsabilité se fait jour, après avoir remarqué que cette évolution est très favorable à l'extension de l'assurance-responsabilité, nous croyons pouvoir affirmer que cette branche d'assurances aura, à son tour, un rôle à remplir dans l'évolution de l'idée de responsabilité.

Personne ne doute que la réglementation législative de la responsabilité ne soit un des plus difficiles problèmes que le législateur moderne ait à résoudre.

Dans aucun pays civilisé ne demeure exclusif et intangible le principe strict de la responsabilité subjective, qui peut se traduire par cette formule : « Pas de responsabilité sans faute. »

On n'ose pas le remplacer d'emblée par le principe diamétralement opposé de la responsabilité objective, principe qui se contente d'une simple relation de cause à effet entre le dommage causé et le fait dommageable.

Cela tient à ce que, si ce dernier système satisfait mieux au sentiment de la solidarité sociale, il a, par contre, un inconvénient pratique considérable : l'aggravation trop grande de la responsabilité s'oppose au développement et au progrès de l'industrie.

Aussi le législateur moderne est-il obligé, pour le moment, de se contenter de pourvoir aux besoins les plus pressants par des lois spéciales.

Néanmoins, on peut se demander si la répartition sur tous les membres du groupe social du dommage dont l'un d'eux a été frappé, ne répond pas mieux encore que le système de la responsabilité objective à la solidarité sociale, en éliminant les inconvénients pratiques de ce système.

L'utilité générale n'est pas favorisée par l'obligation

d'un des membres du groupe social de réparer intégralement le dommage causé. Au fond, il n'y a là qu'un déplacement du dommage, qui passe de la tête de la victime directe du dommage sur celle de son auteur.

Il en est autrement dans le système qui solidarise tous les membres du groupe, en les obligeant tous, sans distinction, de contribuer à réparer le dommage arrivé à l'un d'eux : c'est là que gît le principe de l'assurance-responsabilité.

Il existe encore un autre avantage pratique de ce système sur celui de la responsabilité objective : la victime d'un dommage risque souvent de ne pouvoir obtenir réparation à cause de l'insolvabilité du coupable, ou, d'une façon plus générale, de l'auteur du dommage.

Cette idée n'a-t-elle pas été un des plus forts arguments que l'on ait fait valoir, en France, à l'occasion de l'élaboration de la loi du 9 avril 1898, pour faire adopter le principe de l'assurance obligatoire? Et, s'il n'a pas admis le principe de l'assurance obligatoire, le législateur français n'a-t-il pas été obligé de pourvoir au danger signalé par des mesures qu'il a longuement réglementées dans un titre entier de cette loi?

*
* *

Sans même aller aussi loin, dans l'état actuel du droit commun de la responsabilité, on peut déjà remar-

quer une pénétration réciproque entre l'assurance-responsabilité et la notion juridique de la responsabilité.

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'en matière de responsabilité, la question de fait est tellement mêlée à la question de droit, qu'il reste, quoi qu'on fasse, une large place pour l'arbitraire du juge. Or, quel magistrat pourrait garantir qu'il restera indifférent à la circonstance que le prétendu responsable, poursuivi devant lui, s'est fait assurer contre les actions en responsabilité de la nature de celle qui est pendante devant lui?

Nous ne parlons pas, certes, du principe même de la responsabilité; mais nous faisons allusion au montant des dommages à allouer à la victime, une fois admis le principe même de la responsabilité (1).

Les compagnies d'assurances l'ont bien compris, et c'est surtout pour cela, croyons-nous, qu'elles ne manquent jamais d'insérer dans leurs polices une

(1) V. Georgii, *Die Haftpflichtversicherung im Entwurf eines Gesetzes über den Versicherungsvertrag* (Stuttgart, 1904), p. 124, note 2. L'auteur est membre du comité de direction de la *Mutuelle* de Stuttgart, dont nous aurons l'occasion de parler plus loin, quand nous étudierons l'histoire de l'assurance-responsabilité en Allemagne. En cette qualité, il dit qu'il est souvent arrivé à sa connaissance que les jugements ont varié aussitôt que les juges ont appris que le défendeur avait derrière lui un assureur, qui était le véritable intéressé; et cela, non seulement quant au montant des dommages-intérêts à accorder au tiers lésé, mais quant au principe même de la responsabilité.

clause défendant à l'assuré de les mettre en cause ou de les appeler en garantie (1).

(1) Les assureurs n'ont jamais avoué cet intérêt qui leur a inspiré la clause défendant à l'assuré de les appeler en garantie. Ils savaient qu'il n'aurait pas trouvé bon accueil devant les tribunaux.

La raison avouée par les compagnies, c'est que, obligées de plaider devant le tribunal où se débat le procès de la victime contre l'agent responsable, elles perdraient le bénéfice de la juridiction qu'elles ont choisie et désignée par la police, qui est généralement le tribunal de leur siège principal (V. Civ., req. 5 décembre 1899, et Civ. cass. 5 déc. 1899 et la note de M. Thaller sous ces arrêts dans sa deuxième partie au D. P. 1901. 1. 457). Mais alors, si cette raison est la vraie, pourquoi donc les compagnies ont-elles maintenu dans les polices la clause défendant à l'assuré de les appeler en garantie, après la promulgation de la loi du 2 janvier 1902, qui déclare nulle l'élection de domicile faite par les compagnies, et qui permet même à l'assuré de les citer devant son propre domicile, contrairement à la règle traditionnelle *actor sequitur forum rei*?

« Attendu, dit le tribunal de Paimbœuf, dans un jugement du 3 juin 1904 (D. P. 1911. 1. 397), que la compagnie *la Prévoyance* soutient que les frères Brousseau ont encouru la déchéance prononcée par l'article 3 de la police d'assurance de responsabilité civile en la mettant en cause et en l'appelant en garantie... ;

« Attendu..., qu'on ne voit pas bien l'intérêt que peut avoir la compagnie à être mise en cause par voie d'action principale plutôt que par un appel en garantie, puisque, dans les deux cas, c'est le tribunal de Paimbœuf qui doit être saisi; que l'appel en garantie n'a donc point pour effet de distraire la compagnie de ses juges naturels. »

Et la Cour de Rennes, par arrêt du 29 mai 1905 (D. P. 1911. 1. 376), adoptant les motifs du tribunal de Paimbœuf, ajoute :

« Que la clause invoquée n'avait d'autre raison d'être, au moment du contrat (la police avait été signée avant la loi du 2 janvier 1902), que d'empêcher l'assuré de pouvoir distraire l'assureur de ses juges naturels; que, sous l'empire de la législation actuelle, elle n'a plus d'intérêt et, par suite, ne doit plus avoir de sanction. »

Cet arrêt a été avec raison cassé; mais il démontre que la compagnie n'invoquait aucune autre raison pour légitimer la clause en

Les demandeurs en dommages-intérêts, de leur côté, n'oublient pas non plus d'attirer l'attention des juges sur l'existence d'une assurance-responsabilité au profit du défendeur. Ils leur rappellent qu'en réalité, ce n'est pas la cause du défendeur apparent (l'assuré) qu'ils ont à juger, mais bien celle de son assureur qui se dissimule sous le nom du défendeur.

Les compagnies essayent quelquefois de parer à ce danger, en obligeant l'assuré, par une clause de la police, à garder le secret sur l'existence de l'assurance (1).

En gardant la juste mesure, cette influence sera salubre ; car, bien souvent, le juge, pour des raisons d'humanité, ne peut pas accorder une réparation complète ; s'il le faisait, le montant de la condamnation absorberait, et au delà, toute la fortune du responsable.

N'hésitons donc pas à affirmer que l'assurance-responsabilité contribuera, dans une certaine mesure, à faire régner dans les sociétés modernes une plus grande solidarité sociale.

question. Cependant il faut bien que les compagnies aient un intérêt quelconque pour maintenir, dans les polices signées après 1902, la clause défendant de les appeler en garantie.

Elles ont bien supprimé, dans ces polices, la clause portant élection de domicile attributive de juridiction ; pourquoi ont-elles maintenu dans ces mêmes polices la clause qui défend à l'assuré de les appeler en garantie ? (V. encore Grenoble, 12 août 1902, D. P. 1904. 2. 77, et trib. civ. de Vouziers, 17 juillet 1902, D. P. 1903. 1. 436.)

(1) Voir un exemple dans l'arrêt de la Cour de Paris, 28 juin 1887, D. P. 1889. 2. 38. L'assuré a été déclaré déchu pour ne pas avoir respecté cette obligation, en appelant en garantie l'assureur.

CHAPITRE III

HISTOIRE DE L'ASSURANCE-RESPONSABILITÉ

SECTION I. — Histoire de l'Assurance-responsabilité en France.

Personne n'ignore que l'assurance maritime est beaucoup plus ancienne que l'assurance terrestre. On la rattache au *nauticum fœnus* ou prêt à la grosse, qui était déjà connu des Romains. On trouve la véritable assurance maritime pratiquée à partir du xiv^e siècle (1).

A cette époque, les assureurs du navire ne se bornaient pas à assurer l'armateur contre le dommage arrivé au navire et éventuellement à la cargaison, en cas d'assurance sur corps et sur facultés; ils garantis-
saient aussi l'armateur contre les recours que pou-

(1) V. Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 4^e édit., t. VI, nos 102 et suiv.

vaient exercer les tiers à raison du dommage qui leur était causé par le navire assuré (1).

Le cas le plus fréquent d'un recours en responsabilité dirigé contre l'armateur, et qui s'est le plus souvent présenté devant les tribunaux, est celui d'abordage ou collision entre le navire assuré et un autre navire.

Or, quand l'assureur garantit l'armateur contre les recours de ce genre, il contracte une assurance-responsabilité.

Ceci n'a pas été reconnu, et c'est pour ce motif qu'il existe encore, à l'heure actuelle, une grave controverse sur la question de savoir si, faute de clause expresse mettant à la charge de l'assureur les recours du tiers, celui-ci doit garantir l'assuré contre ces recours.

Il ne rentre pas dans nos vues de pénétrer dans les détails de cette controverse intéressante, qui ne cadre-rait guère avec l'esprit du présent chapitre (2). Notre intention était d'indiquer purement et simplement que l'assurance-responsabilité était pratiquée déjà dans l'assurance maritime. Toutefois, nous ne pouvons nous empêcher de critiquer la solution qui a

(1) La police française actuelle contient d'ordinaire cette extension des obligations de l'assureur (art. 3, 4, 6, 7, de la police française). — V. de Courcy, *Commentaire des polices françaises d'assurances maritimes*.

(2) V. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, *ibid*, n° 1246 bis.

prévalu et met à la charge de l'assureur les recours des tiers (1).

Cette solution est encore un résultat de la confusion entre l'assurance directe contre les risques de mer du navire et de la cargaison, d'une part, et, d'autre part, l'assurance contre les recours en responsabilité résultant d'un dommage causé à un autre navire.

Contentons-nous de constater que l'assurance-responsabilité existe en matière d'assurance maritime, où elle joue un rôle secondaire, étant, pour ainsi dire, l'accessoire de l'assurance du navire et de la cargaison. Elle n'a pas d'individualité propre; elle ne forme pas, à elle seule, l'objet d'une police d'assurance spéciale.

Il faut chercher ailleurs son application ainsi déterminée et essayer de la trouver dans le domaine des assurances terrestres.

*
* *

Le Code Napoléon avait consacré une doctrine très sévère de la responsabilité, eu égard au temps où il fut promulgué.

(1) Cass. 23 déc. 1857, S. 58. 1. 153, et D. P. 1858. 1. 539; 4 mars 1861, S. 1861. 1. 426 et P. 861. 647; 12 févr. 1861, S. 1861. 1. 239; Rouen, 17 janv. 1881, D. P. 82. 2. 73; S. 83. 2. 1 et J. Pal., 1883, 78. — Voir en sens contraire : Marseille, 14 janv. 1834, *Journal de Marseille*, 1831. 1. 26; Paris, 23 janv. 1885, S. 85. 2. 476.

Lorsque, un peu plus loin, nous nous livrerons à l'étude de l'histoire de l'assurance-responsabilité en Allemagne, nous aurons l'occasion de développer cette idée avec plus de détails, en comparant les principes de la responsabilité en droit français et en droit allemand.

Comme nous l'avons déjà remarqué, il existe une étroite relation entre la notion juridique de la responsabilité et l'extension de l'assurance-responsabilité. Il n'est donc pas étonnant que l'assurance-responsabilité soit apparue en France plus tôt qu'en Allemagne.

En France, elle a été pratiquée de très bonne heure, en comparaison des autres branches d'assurances terrestres. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'assurance terrestre, en général, est une création des temps modernes et qu'elle n'est devenue d'une pratique courante, en France, qu'au commencement du XIX^e siècle.

Mais si l'assurance-responsabilité, dans une de ses nombreuses applications, apparaît presque en même temps que les autres branches d'assurances terrestres, et notamment l'assurance contre l'incendie, elle n'est guère arrivée à prendre de l'importance que dans la seconde moitié du siècle dernier.

Une des premières applications de l'assurance-responsabilité en France, abstraction faite de son application aux assurances maritimes, est l'assurance

contre le risque locatif, que l'on confondait avec l'assurance directe contre l'incendie; nous avons dit déjà que la confusion persiste de nos jours.

Par suite de cette confusion, les rares auteurs modernes qui se sont occupés de la question lui assignent une origine plus récente et la font remonter aux assurances contre les recours en responsabilité résultant d'accidents causés aux tiers, notamment par les chevaux et voitures.

Il faut reconnaître cependant qu'il est bien certain que l'assurance contre le risque locatif est plus ancienne que cette dernière et qu'elle marque, en France, le point de départ de l'assurance-responsabilité. En effet, le 11 août 1841, dans une affaire où le tribunal de commerce de la Seine était appelé à juger une question d'assurance-responsabilité à l'occasion d'un accident de voiture, l'assuré prétendait que le contrat d'assurance était nul comme ayant une cause illicite. Le tribunal lui répondit que « cette assurance n'est pas moins licite que l'assurance du risque locatif ».

Voici, au surplus, les termes du jugement cité par Pardessus dans une consultation qu'il a rédigée pour prouver la validité des assurances contre les accidents de chevaux et de voitures :

« Attendu que la *Compagnie Parisienne* garantit ses assurés contre les accidents de voiture causés aux tiers, qu'elle soit conduite par les assurés ou par

leurs préposés, mais qu'elle ne garantit que les réparations civiles et aucunement les événements volontaires ni les peines correctionnelles prononcées contre les auteurs de ces événements; que la compagnie reste subrogée à tous les droits et actions de l'assuré contre ses préposés.

« Qu'ainsi cela ne la dispense pas d'agir avec prudence et qu'il en résulte pour les personnes victimes d'un sinistre la certitude d'en obtenir, autant que possible, la réparation.

« Qu'ainsi ce contrat n'est pas plus dangereux que celui qui intervient entre un assureur contre l'incendie et le locataire à l'occasion du risque locatif, et l'on ne saurait dire que le contrat passé entre la *Compagnie Parisienne* et les demandeurs ait une cause illicite (1). »

Les considérants de l'arrêt impliquent que l'assurance du risque locatif existait déjà et que sa validité était reconnue.

Le même argument apparaît plus tard, renforcé, dans la consultation donnée par Pardessus et d'autres

(1) Le tribunal entrevoyait la similitude entre l'assurance du risque locatif et l'assurance contre les recours en responsabilité à raison d'accidents causés aux tiers par les chevaux et voitures de l'assuré. Mais il ne se doutait pas que ces deux assurances sont toutes deux des assurances contre les recours en responsabilité, qui, par conséquent, doivent suivre les mêmes règles. Il appréciait cette similitude seulement quant à la licéité, à la moralité de ces deux sortes de conventions.

jurisconsultes à propos de la validité de l'assurance contre les recours en responsabilité dérivant des accidents de voiture causés aux tiers (1).

Voici, en effet, ce que nous lisons à la page 29 de la consultation visée : « La jurisprudence a reconnu qu'un locataire pouvait licitement se faire assurer contre la responsabilité à laquelle les articles 1733 et 1734 du Code civil l'astreignent envers le propriétaire (2), et cependant cette responsabilité est fondée sur la volonté de la loi qui le considère comme cause de l'incendie tant qu'il ne prouve pas le contraire ; et cependant l'assurance se trouve, en définitive, faite contre les conséquences d'une faute légalement réputée personnelle à cet assuré.

« Quelle différence pourrait-on trouver entre ce cas et celui du propriétaire de voiture qui involontairement blesse quelqu'un ? »

Nous voyons donc que l'assurance contre le risque locatif avait déjà acquis une place marquante dans la ju-

(1) Cette consultation célèbre date du 23 septembre 1844 et a été rédigée à propos d'un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 21 août 1844, qui, revenant sur la décision de 1841, avait déclaré nulle comme contraire à l'ordre public l'assurance contre les recours en responsabilité résultant d'accidents causés aux tiers par des chevaux et voitures.

(2) M. Pardessus a omis d'indiquer les décisions de principe auxquelles il se réfère. Son affirmation ne saurait cependant être mise en doute. En tous cas, les recueils de jurisprudence témoignent que, dès avant 1840, on ne discute plus la question de validité de l'assurance du risque locatif.

risprudence au jour où l'assurance contre les recours en responsabilité, à raison des accidents de voitures, assurance sœur, est venu lui demander son appui.

Il faudrait se garder de croire que l'assurance contre le risque locatif ait été elle-même à l'abri de tout assaut : elle a passé par les mêmes crises ; elle a subi les mêmes épreuves qui ont guetté plus tard les assurances contre les recours en responsabilité, à l'occasion des accidents causés aux tiers par les chevaux et voitures de l'assuré et par lesquelles ont passé tour à tour toutes les autres branches d'assurances (1).

Voici, en effet, ce que rapporte à cet égard la consultation de M. Pardessus.

« Les locataires, comme on le sait, sont déclarés, par les articles 1733 et 1734 du Code civil, responsables de l'incendie envers le propriétaire de la maison qu'ils occupent, à moins qu'ils ne prouvent qu'ils n'ont pu causer cet événement. C'est une responsabilité personnelle et directe, établie pour des motifs qu'il est inutile de discuter. On a prétendu qu'un locataire ne pouvait se faire assurer contre une telle chance, parce que la loi le suppose auteur direct de l'incendie tant qu'il ne prouve pas le contraire ; parce qu'enfin, tranquilisé par l'assurance, il serait moins

(1) V. pour l'assurance sur la vie : L. Baleyrière et H. Capitant, *l'Assurance sur la vie au profit d'un tiers*, dans le *Livre du Centenaire*, p. 519 et suiv., et le réquisitoire du procureur général Dupin, dans la célèbre affaire La Pommerais, dans D. P. 1864. 1. 497.

vigilant. Ces objections, qui sont précisément celles du jugement du 21 août (1), n'ont été accueillies ni par la Cour royale de Paris qui, la première, a fondé la jurisprudence sur cette importante matière, ni par la Cour de cassation, qui a confirmé cette jurisprudence (2). »

L'assurance contre le risque locatif est donc la première manifestation sous laquelle apparaît, en France, l'assurance-responsabilité, abstraction faite de l'application de cette assurance comme accessoire d'une police d'assurance contre les risques de mer.

Elle est pratiquée par les mêmes compagnies qui pratiquent l'assurance directe contre l'incendie. Ceci, d'ailleurs, arrive encore à l'heure actuelle.

*
* *

Une autre application de l'assurance-responsabilité,

(1) Le jurisconsulte se réfère au jugement précité du tribunal de commerce de la Seine, qui, en 1844, avait déclaré nulle l'assurance contre les recours en responsabilité, à raison d'accidents causés aux tiers par les chevaux et voitures de l'assuré, jugement qui avait déterminé sa consultation.

(2) Il n'est donc pas tout à fait exact de dire que « la validité de l'assurance contre la responsabilité des fautes a été admise en 1845, à la suite d'une consultation donnée par MM. Pardessus, Duvergier et autres » (Planiol, t. II, n° 2166). Il ne s'agissait plus, en 1845, que d'une nouvelle application de l'assurance-responsabilité, d'une extension de cette assurance aux accidents causés aux tiers par les chevaux et voitures. L'assurance contre le risque locatif est aussi une « assurance contre la responsabilité des fautes », seulement la faute est présumée.

en France, par ordre chronologique, est l'assurance contre les recours en responsabilité à raison des accidents causés aux tiers par les chevaux et voitures appartenant à l'assuré. L'idée d'une pareille assurance apparaît en germe dans une ordonnance de police datée du 23 août 1821, dont voici le texte :

« Nous, ministre d'État, préfet de police,

« Considérant que l'intérêt de l'ordre, de la sûreté et de la libre circulation dans Paris demande que l'Administration exige des cochers de voitures de place une garantie qu'ils n'ont pas présentée jusqu'ici ;

« Que cette garantie ne peut se trouver que dans la formation d'une masse appartenant à chaque cocher, qui assure le paiement des amendes auxquelles ils pourront être condamnés par les tribunaux et la réparation du dommage provenant de leur fait ;

« Vu la loi du 14 décembre 1787 (art. 52) ;

« Ordonnons ce qui suit :

« Art. 1^{er}. — A compter du 1^{er} janvier prochain, tout cocher soit de carrosses, soit de cabriolets, employé par les loueurs de voitures de place, devra remettre, chaque jour, entre les mains de son maître, vingt centimes prélevés sur son salaire.

« Le produit de cette retenue servira à former une masse qui sera la propriété du cocher et sur laquelle il restera constamment en dépôt une somme de soixante francs, exclusivement destinée aux paiements

des amendes qui pourraient être prononcées contre lui par les tribunaux et à la réparation des dommages provenant de son fait, après qu'ils auront été régulièrement constatés. »

Les compagnies d'assurance contre les accidents, qui assurent non seulement contre les accidents pouvant advenir à l'assuré, mais aussi contre les recours en responsabilité à raison des accidents que l'assuré pourrait causer aux tiers, n'existaient pas encore, à cette époque. Cependant, la circulation devenant de plus en plus intense, les dangers d'accidents s'accroissaient. Le préfet de police d'alors n'a pu trouver un meilleur moyen que d'obliger les cochers à se constituer une sorte de fonds de réserve, affecté spécialement au paiement des amendes et des dommages-intérêts auxquels ils seraient condamnés à l'occasion des accidents qu'ils pourraient causer aux tiers.

L'ordonnance de 1821 ne pouvait pas manquer d'attirer l'attention sur le nouveau champ qui s'ouvrait à l'assurance-responsabilité. En effet, à partir de 1825, on voit apparaître plusieurs compagnies d'assurances contre les accidents de chevaux et de voitures.

La compagnie dite *l'Automédon* paraît être la première qui ait exploité cette branche d'assurances (1).

(1) *Pandectes françaises*, v^o Assurances, t. IX, p. 106, n^{os} 498 et suiv. — Boutaud, *Des clauses de non-responsabilité et de l'assurance de la responsabilité*, 1896, p. 198. — V. le texte de la police de *l'Automédon*, reproduit dans la consultation de Pardessus, p. 46.

En 1830, est créée la compagnie *la Seine*, qui s'appellera plus tard *l'Urbaine et la Seine* et qui garantit ses assurés contre le même risque (1).

En 1836, les tribunaux ont déjà à s'occuper de cette assurance contre les accidents de voitures, et un plaideur tente vainement d'en faire prononcer la nullité (2).

La même question est posée de nouveau, en 1841, devant le tribunal de commerce de la Seine, qui, par un jugement du 11 août 1841, en reconnaît la validité.

Cette question est de nouveau plaidée, en 1842, le 26 octobre, devant le même tribunal, qui maintient sa jurisprudence. Mais, deux ans plus tard, le même tribunal de la Seine fait une volte-face et prononce la nullité de cette assurance pour les motifs qui suivent :

« Attendu qu'aux termes de l'article 1131 du Code civil, l'obligation sur une cause illicite ne peut avoir aucun effet ; qu'aux termes de l'article 1133 du même Code, la cause est illicite quand elle est contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs ; attendu que, s'il peut être permis de faire assurer les accidents qui peuvent arriver aux assurés, il est contraire à l'ordre

(1) Hamon, *Histoire générale de l'assurance en France et à l'étranger*, 1897, p. 616 et suiv.

Voir la police de *la Seine*, reproduite à la page 617 de l'ouvrage de M. Hamon et à la fin de la consultation de Pardessus.

(2) Voir consultation citée de Pardessus, page 1.

public d'admettre une assurance sur les quasi-délits qui peuvent être commis par l'assuré ou par ceux qu'il emploie ; qu'il en résulterait une excitation à l'incurie et que le tribunal ne saurait sanctionner un contrat de cette nature (1). »

Ce jugement était un véritable désastre atteignant les compagnies qui, depuis une vingtaine d'années environ, exploitaient cette branche d'assurances. Elles voyaient d'un seul coup tous les contrats qu'elles avaient passés, frappés de nullité et, comme conséquence, leur industrie complètement ruinée.

Aussi l'*Automédon* releva-t-il appel du jugement du tribunal de commerce de la Seine en recourant aux conseils et aux lumières de quelques jurisconsultes les plus en vue à l'époque, et c'est de ce concert qu'est sortie la consultation de M. Pardessus que nous avons déjà eu l'occasion de citer et à laquelle ont adhéré les plus éminents jurisconsultes d'alors : Duvergier, Chaix d'Est, Ange, Vatimesnil, Paillet et Dupin.

Cette consultation réfuta le jugement du 21 août, et la Cour de Paris le réforma par son arrêt célèbre du 1^{er} juillet 1845 (2).

(1) Voir D. P. 1845. 2. 126.

(2) Le tribunal lui-même n'attendit pas l'arrêt infirmatif de la Cour de Paris ; car, déjà le 18 déc. 1844, il revenait à sa première jurisprudence, et déclarait cette assurance valable.

Il est intéressant de lire les arguments sur lesquels l'*Automédon* appuyait son appel.

« Il ne faut pas perdre de vue, disait la compagnie (1), que la liberté des conventions est le droit commun et que les prohibitions sont l'exception. Il faut donc que la raison de la prohibition soit certaine, évidente, incontestable, pour qu'elle soit admise et prononcée par le juge. Or, ici, non seulement cette prohibition n'existe pas, mais la raison contraire frappe tout œil attentif; non seulement le contrat qu'on a voulu briser n'a rien qui offense les lois, mais il seconde leur action salutaire; non seulement il ne blesse point la morale publique, mais il est sage, honorable, utile, favorable à l'ordre et à l'intérêt public. En effet, tout en laissant aux dispositions répressives de l'incurie, des fautes, des imprudences, des inobservations des règlements, leur exécution libre et leur efficacité, il y ajoute des précautions et des sanctions nouvelles.

« Le moyen tiré de la prétendue immoralité est un écho lointain des vieilles attaques dirigées jadis contre les assurances de toute nature, mais depuis longtemps combattues par les esprits éclairés des juriconsultes et des économistes, réfutées par les faits et prescrites par la sagesse des tribunaux.

« L'assurance qui fait l'objet du litige triomphera

(1) D. P. 1845. 2. 126.

donc, comme les autres, d'un étroit préjugé, d'un point de vue exclusif, qui s'effraie d'un inconvénient exceptionnellement possible, et méconnaît des avantages constants et nombreux. La Cour, en réformant la sentence, comprendra l'intérêt qu'a la société à étendre un contrat qu'un orateur du gouvernement appelait avec raison le noble produit du génie, qui a pour but et pour effet de répandre le bienfait de la sécurité dans les industries et les propriétés de toute nature; invention consolante et réparatrice qui efface les maux que l'homme n'a pu prévenir et fonde la sécurité d'un avenir qui ne dépend pas de nous. »

Ces arguments ont convaincu la Cour de Paris, qui les a faits siens dans des considérants remarquables.

« Considérant, dit-elle, que les contrats d'assurance, comme obligation civile, sont de droit commun; qu'ils ont, en effet, pour but la réparation des dommages pécuniaires; que les assurances ne peuvent être prohibées sur le fondement qu'en certains cas elles pourraient provoquer les assurés à commettre des délits ou quasi-délits; — Que les délits, non plus que la fraude, ne se présument pas et qu'un contrat ne peut être interdit par la prévision d'un événement exceptionnel dont l'appréciation, d'ailleurs, demeure toujours soumise aux tribunaux; — Considérant que les délits par imprudence ou maladresse ne peuvent trouver une facilité plus grande dans l'existence de l'assurance contre les risques pouvant résulter d'acci-

dents causés par les voitures, risques formant l'objet de l'entreprise dite *l'Automédon*; — Qu'en effet, la sûreté publique trouve une garantie suffisante, soit dans les dispositions du Code pénal, dont l'application ne cesse pas d'avoir lieu indépendamment de tout contrat d'assurance, ainsi d'ailleurs que l'énonce formellement la police d'assurance dont il s'agit au procès, soit par les stipulations de la dite police, suivant lesquelles, en cas d'accidents, il ne peut résulter pour l'assuré aucun bénéfice quelconque, mais le simple remboursement des sommes qu'il aura payées à titre de dommages-intérêts; qu'ainsi il n'y a pas lieu de s'arrêter au moyen de nullité (1). »

L'arrêt du 1^{er} juillet 1845, en validant cette nouvelle application de l'assurance contre les recours en responsabilité, qui est la seconde en date des applications multiples de ce genre d'assurance, l'a sauvée du naufrage.

*
* *

L'assurance-responsabilité n'était pas destinée à rester à mi-route dans la voie du progrès, et l'industrie lui a ouvert ses portes toutes grandes pour y laisser pénétrer l'assurance contre les recours en responsabilité à raison des accidents du travail.

Vers le milieu du siècle dernier, avec le développe-

(1) D. P. 1845. 2. 126.

ment et les dangers de l'emploi des machines dans l'industrie, une question très grave se posait, en même temps qu'elle nécessitait une solution rapide. Il s'agissait d'assurer aux victimes des accidents du travail le droit à une indemnité, dans tous les cas d'accidents, quelle qu'en fût la cause.

Le spectacle d'un ouvrier d'usine estropié à l'occasion de son travail, incapable dorénavant de subvenir aux besoins de son existence ; le spectacle d'une famille ouvrière dépourvue de toutes ressources à la suite d'un accident du travail dont son chef a été victime, étaient trop éloquents pour que leur situation laissât le législateur indifférent.

La solution de ce grave problème social a cependant mis du temps à éclore, puisqu'elle n'a été réalisée qu'en 1898. Il faut bien concéder que les juriconsultes, suivis en cela par la jurisprudence des tribunaux et des cours, avaient, avant cette époque, tenté par tous les moyens à leur portée, de venir en aide aux victimes de l'industrie. Mais ils avaient été devancés, dans cette voie, par un praticien des assurances qui avait imaginé l'*assurance collective combinée*.

Le mérite de cette ingénieuse découverte revient à M. Hippolyte Marestaing qui, en 1861, parvint à donner corps à son idée en fondant la *Préservatrice*, société d'assurances mutuelles contre les risques d'accidents.

Quelle était la nature de ces opérations ?

Avant de la déterminer, il est utile de rappeler qu'il ne faut pas confondre l'assurance contre les accidents que nous avons définie plus haut, avec l'assurance contre les recours en responsabilité à raison des accidents causés aux tiers. La première garantit l'assuré contre les accidents dont il est lui-même la victime, pour une somme dont le montant est fixé par la police, tandis que la seconde garantit l'assuré contre les recours en responsabilité exercés par des tiers victimes d'un accident qui lui est imputé.

Or, parmi les assurances contre les accidents, on distingue l'assurance individuelle et l'assurance collective : l'assurance individuelle est contractée au profit d'une personne déterminée ; l'assurance collective est contractée au profit d'un certain nombre de personnes. Le patron, pour assurer ses ouvriers contre les accidents du travail, signait une police d'assurance *collective* ; mais cette assurance, qui est une assurance contre les accidents, était accompagnée d'une *assurance-responsabilité* garantissant le patron contre les recours exercés par ses ouvriers à raison d'accidents du travail. Les deux polices réunies portaient le nom d'*assurance collective combinée*, ce qui signifie une assurance contre les accidents collective, combinée avec une assurance-responsabilité (1) ; assez couramment on l'appelle assurance collective, sans plus.

1) Cette combinaison est encore pratiquée aujourd'hui dans les

Il n'y a, du reste, aucun inconvénient à la désigner de la sorte ; car, en pratique, il est plutôt rare de rencontrer une assurance collective qui ne soit pas combinée avec une assurance-responsabilité au profit du patron et réciproquement, ainsi que nous le démontrons plus loin.

Voici ce que nous rapporte sur l'assurance collective le *Livre d'or des assurances* :

« M. Hippolyte Marestaing, le fondateur de la société *la Préservatrice*, a surtout obéi, lors de la création de la première société, à une pensée de justice et d'apaisement.

« Il s'est proposé, par le procédé mutuel, de sauvegarder, dans la plus large mesure possible, deux intérêts distincts et en lutte jusque-là : celui de l'ouvrier, lorsqu'il est atteint d'un accident dû à une cause fortuite ou à son imprudence, et celui du patron, lorsque la cause de l'accident provient de son fait ou du fait de ses préposés.

« Il est vrai que la réalisation de cette œuvre ne pouvait manquer, avant d'aboutir, de se heurter à bien des traverses. C'est que, en réalité, l'étude de la question, à l'époque de la fondation de *la Préservatrice*, n'était même pas ébauchée. Personne n'avait pensé à recueillir, dans l'ordre et d'après la méthode statistique, le nombre et la nature des accidents qui se

industries et professions non assujetties à la loi du 9 avril 1898. Voir les polices reproduites dans l'appendice.

produisent dans les diverses catégories d'entreprises. On ne pouvait, faute de tables d'expériences, fixer des taxes rationnelles.

« L'établissement et la rédaction du contrat de garantie ne présentaient pas de moindres difficultés. Du moment d'abord qu'il s'agissait de couvrir, à l'aide de la même police, le risque professionnel de l'ouvrier et la responsabilité civile du patron, comment faire le départ de la charge qui devait équitablement incomber à chaque partie ?

« On sait, d'autre part, que le nombre des travailleurs, dans des entreprises, est constamment variable. A l'aide de quel rouage aussi précis que facile à manier, pourrait-on arriver à noter et à saisir, jour par jour, l'exacte durée de travail de chaque salarié ?

« D'ailleurs pourquoi ne pas le dire ? Pas plus que l'ouvrier, le patron ne manifestait le souci de voir résoudre ce problème. Indifférents, ils vivaient au jour le jour, isolés dans leurs camps respectifs, mais toujours prêts, après chaque accident, à lutter devant la justice. Entre eux l'hostilité venait de l'interprétation faite par les tribunaux des articles 1382 et suivants du Code civil, dont il convient de rappeler ici l'exacte portée.

« D'après la disposition de ces articles, tout chef d'entreprise est responsable des accidents causés à ses salariés, non seulement par son fait, mais encore par le fait de la négligence ou de l'imprudence de ses préposés.

« D'un autre côté, les accidents qui ont pour cause la témérité de l'ouvrier, son imprudence, le hasard ou le danger inhérent à sa profession, ne créent, ni pour lui, ni pour les siens, aucun droit à l'indemnité.

« Pratiquement, voici ce qu'il advenait : les victimes d'accidents ou leurs ayants droit, sans toujours se rendre un compte bien exact du bien ou du mal fondé de leurs prétentions, demandaient l'assistance judiciaire, l'obtenaient généralement, et les procès surgissaient. Or, ou le chef d'établissement était rendu responsable, et alors il devait réparer le dommage et supporter les frais judiciaires ; dans certains cas, l'ensemble de la condamnation constituait une lourde charge pouvant devenir un obstacle au développement de ses affaires, surtout s'il était nouveau venu dans les entreprises. Ou bien le recours était rejeté et, dans ce cas, l'ouvrier infirme, la femme devenue veuve, les enfants et les parents sans appui restaient dans le dénuement le plus triste : la perte du procès laissait au fond de leur cœur une profonde amertume ; ils avaient perdu tout moyen d'existence dans une entreprise qui donnait peut-être de gros profits à l'entrepreneur déclaré irresponsable de leur malheur.

« A des conflits si irritants, à des malheurs qui, indistinctement et sans règle, frappaient tantôt l'une et tantôt l'autre partie, le système de l'assurance, en tenant compte des deux intérêts en cause, pouvait seul apporter un remède efficace.

« C'est ce que le fondateur de *la Préservatrice* fut le premier à comprendre lorsque, il y a trente-six ans, après avoir recueilli un certain nombre de données auprès de la grande industrie, il apportait la formule de l'assurance collective. »

*
* *

C'est, en effet, la société mutuelle *la Préservatrice*, qui, la première, paraît avoir pratiqué la police collective.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que la première application qu'on ait faite de l'assurance-responsabilité aux accidents du travail n'est pas une assurance-responsabilité pure, isolée et formant à elle seule l'objet d'une police garantissant l'assuré (le patron) contre les recours exercés contre lui par ses ouvriers à raison des accidents du travail.

L'assurance-responsabilité, dans la combinaison inventée par M. Marestaing, n'est que l'accessoire, le « complément », comme l'appellent les premières polices, de l'assurance collective des ouvriers contre les accidents. Le patron ne peut pas contracter à son profit une assurance-responsabilité sans contracter en même temps, au profit de ses ouvriers, une assurance collective contre les accidents qui peuvent leur arriver à l'occasion du travail.

On pourrait croire que c'est par un sentiment altruiste vis-à-vis de l'ouvrier, pour lui assurer une

indemnité dans tous les cas, même quand la responsabilité du patron n'est pas engagée, qu'on avait commencé par proposer cette combinaison ; mais la véritable raison, nous croyons la trouver dans la technique de l'assurance-responsabilité.

Il était, en effet, beaucoup plus difficile de déterminer la prime d'une assurance-responsabilité pure que celle d'une assurance-responsabilité combinée avec une assurance collective contre les accidents. Pour le calcul de la première (la prime de l'assurance-responsabilité), il fallait, en outre des éléments nécessaires pour le calcul de la seconde, une donnée statistique très difficile à déterminer. Il fallait notamment faire le départ entre les accidents dont le patron répond et ceux qui restent à la charge de l'ouvrier suivant la législation alors en vigueur. En d'autres termes, pour déterminer la prime d'une assurance-responsabilité pure, il fallait savoir, sur 100 accidents, combien ordinairement, dans telle industrie, arrivent par la faute du patron, des personnes, des animaux ou des choses dont il répond, d'une part, et combien, d'autre part, par la faute de l'ouvrier, par cas fortuit, force majeure, ou par une cause inconnue.

Cependant, déjà en 1868, une assurance-responsabilité pure était offerte à ses membres par la société d'assurance mutuelle à cotisation fixe, *la Sauvegarde des travailleurs*, fondée cette année même à Rouen par l'ancien ministre des finances, Pouyer-Quertier.

Elle garantissait ses membres contre les dommages-intérêts dont ils pouvaient être tenus à raison des accidents survenus dans leurs établissements à leurs employés ou à leurs ouvriers.

Les cotisations variaient, d'après les risques plus ou moins grands des industries groupées en classes, entre un et six francs pour mille francs de salaire.

La Sauvegarde des travailleurs paraît donc avoir appliqué aux accidents du travail l'assurance-responsabilité, considérée comme branche d'assurances distincte et indépendante, et faisait à elle seule l'objet d'une police (1).

Mais si ce que nous rapporte l'auteur allemand est exact, si vraiment *la Sauvegarde des travailleurs* de Rouen faisait des assurances-responsabilité pures, ce n'est là qu'un cas isolé. *La Sauvegarde* elle-même paraît ne pas avoir fait de bonnes affaires; car, peu de temps après sa fondation, elle fut mise en liquidation (2).

En général, les patrons français (3), pour se cou-

(1) Tous ces détails relatifs à *la Sauvegarde des travailleurs*, nous les devons à un auteur allemand. (Jäger, *Die jüngeren Versicherungsinstitute gegen Unglücksfälle und Invalidität*, cité par Alf. Manès, *Die Haftpflichtversicherung, ihre Geschichte, wirtschaftliche Bedeutung und Technik*. Leipzig, 1902, p. 9.)

(2) Le Chartier, *Livre d'or international des assurances*, v^o Sauvegarde des travailleurs.

(3) Nous allons voir, quand nous étudierons l'histoire de l'assurance-responsabilité en Allemagne, que les assureurs allemands, tout en préférant l'assurance collective combinée, ne refusaient

vrir contre les recours en responsabilité de leurs ouvriers, sont obligés de contracter en même temps au profit de ceux-ci une assurance collective, qui n'est pas une assurance-responsabilité, mais une assurance contre les accidents.

L'assurance-responsabilité contractée par le patron n'est, à vrai dire, qu'un accessoire qui s'ajoute à l'assurance collective contre les accidents.

Il est intéressant d'insister un peu plus longuement sur cette question, car l'assurance collective combinée a fait pratiquement, en France, à elle seule, jusqu'en 1898, la fonction de l'assurance-responsabilité, et elle continue, à l'heure actuelle, à fonctionner sur le terrain libre que lui a laissé la loi du 9 avril 1898.

Avant cette loi, il n'y avait pas, en France, d'assurance-responsabilité pure pour les accidents du travail; elle ne fonctionnait que combinée avec l'assurance collective.

Dans les premières polices, cette combinaison apparaît sous la forme de deux polices, avec deux séries d'articles.

Une première police a pour objet l'assurance collective contre les accidents au profit des ouvriers: une

ordinairement pas à leurs clients une assurance-responsabilité pure et que les patrons allemands la préféraient bien souvent à l'assurance collective combinée.

seconde a pour objet l'assurance-responsabilité au profit du patron.

La combinaison n'apparaît donc pas, au premier abord. Mais, dans la police d'assurance-responsabilité, il est dit :

« Art. 2. — Cette assurance ne peut être souscrite *que comme complément* d'une police collective. »

Voici d'ailleurs les principales dispositions de la police collective et les articles des conditions générales de la police d'assurance-responsabilité, son complément.

*Conditions générales
de la police collective française (1).*

Art. 1^{er}. — L'assurance collective est contractée par les chefs d'établissements d'industrie ou de sociétés, agissant dans l'intérêt de leurs ouvriers ou employés.

Art. 2. — Elle a pour objet de garantir contre tous les accidents survenus pendant le travail et provenant d'une cause extérieure, violente et involontaire.

Art. 12. — Les indemnités prévues à l'article 4 de la police ne sont versées à la victime que sur quittance définitive et sans réserve.

Art. 14. — La police ne crée de lien de droit qu'entre la compagnie et le souscripteur, lequel est

(1) Chaufon, *les Assurances : leur passé, leur présent, leur avenir*, 1885, t. II, p. 319.

seul tenu au paiement des primes. Dans aucun cas la compagnie ne peut être mise en cause ou actionnée par un sinistré.

Art. 15. — Toute action intentée au patron souscripteur, à la suite d'un accident, par le sinistré ou ses ayants droits, constitue, de la part de ces derniers, une renonciation absolue au bénéfice de l'assurance.

*Conditions générales
de la police d'assurance-responsabilité (1).*

Art. 1^{er}. — L'assurance résultant du présent contrat a pour objet la garantie de la responsabilité civile pouvant incomber au souscripteur de la police, par suite d'accidents professionnels ayant atteint ses ouvriers ou employés.

Art. 2. — Cette assurance ne peut être souscrite que comme complément d'une police collective; elle n'impose à l'adhérent aucune charge ou obligation pécuniaire.

Art. 3. — Ce contrat étant fait exclusivement dans l'intérêt du souscripteur et pour garantir sa responsabilité civile, il lui est expressément interdit de le produire.

La compagnie seule a le droit de transiger. Toute

(1) Ce nom n'y apparaît pas encore. La police d'assurance-responsabilité est appelée, comme nous l'avons déjà dit, complément de l'assurance collective.

transaction faite sans son consentement la dégage d'une manière complète.

Art. 4. — Les procès, de quelque nature qu'ils soient, étant suivis et dirigés par la compagnie au nom de l'assuré, ce dernier sera tenu d'adresser au siège social, dans les vingt-quatre heures, tous les actes judiciaires ou extra-judiciaires qui lui seront signifiés.

Art. 5. — Le souscripteur ne bénéficiera des dispositions de la présente assurance que lorsqu'il aura satisfait aux conditions générales de la police collective.

Après 1885, ces deux polices, qui, en fait, ne fonctionnaient pas l'une sans l'autre, surtout l'assurance-responsabilité sans l'assurance collective contre les accidents, sont réunies dans une seule et même police. Cette fusion apparaît déjà à la lecture du premier article de la nouvelle police en usage à cette époque :

« Art. 1^{er}. — La compagnie garantit, dans les termes de la présente police, les pertes pécuniaires qui résultent des accidents corporels dont peuvent être atteintes les personnes salariées par l'assuré, lorsque ces personnes travaillent pour son compte dans les établissements, entreprises ou services désignés aux conditions particulières ci-après.

« La garantie ressort tant à l'égard des accidents inhérents aux risques professionnels des salariés qu'à

l'égard de ceux qui, aux termes des lois actuellement en vigueur, peuvent engager la responsabilité civile de l'assuré (1). »

On ne retrouve plus, il est vrai, dans cette nouvelle formule, une disposition analogue à celle de l'ancienne police où l'assurance-responsabilité était le complément de la police collective. L'explication en est simple : c'est qu'une disposition de cette nature n'aurait pas eu sa raison d'être. Elle n'était nécessaire qu'autant qu'il y avait deux polices, pour bien montrer que l'une est l'accessoire de l'autre et qu'elles ne peuvent exister l'une sans l'autre.

Il n'est pas douteux, suivant nous, en ce qui touche l'assurance du patron contre les recours en responsabilité, à raison des accidents du travail, dont nous nous occupons en ce moment, que l'assurance-responsabilité pure n'a pas été pratiquée en France. Nous ne trouvons pas une police garantissant le patron uniquement contre les accidents engageant réellement sa responsabilité. Pour obtenir cette garantie, les compagnies, pour des raisons techniques inhérentes à cette branche d'assurances, obligent le patron d'assurer en même temps tous ses ouvriers contre les accidents qui n'engageraient pas sa responsabilité. L'intérêt du patron serait suffisamment couvert par

(1) Hamon, *Histoire générale des assurances en France et à l'étranger*, p. 627.

une assurance-responsabilité pure, mais il ne trouve pas d'assureur pour couvrir ce risque isolé.

Il y a là un phénomène économique très important qui a échappé à l'observation. A notre avis, c'est l'ignorance de cette fonction économique de l'assurance collective combinée qui est la principale cause des contradictions qui se sont manifestées dans la jurisprudence et qui persistent en partie de nos jours.

Les problèmes juridiques suscités par l'assurance collective se présentaient très fréquemment devant les tribunaux, avant la loi de 1898. Depuis, leur importance pratique a sensiblement diminué, sans toutefois disparaître.

De par la loi de 1898, le patron est déclaré, en principe, responsable de tous les accidents qui arrivent à ses ouvriers par le fait du travail ou à l'occasion du travail, même quand ils sont survenus par la faute lourde de l'ouvrier. Elle n'exclut que la faute intentionnelle de ce dernier. Il répond donc même de la faute de l'ouvrier. Or c'est là, avec les accidents survenus par cas fortuit, force majeure ou cause inconnue, le domaine de l'assurance collective qui, pour les cas régis par la loi de 1898, est devenue une véritable assurance-responsabilité. Avant la loi de 1898, le patron pouvait se désintéresser de ces accidents qui n'engageaient pas sa responsabilité et, s'il les couvrait par l'assurance collective, ce n'était le plus souvent que parce qu'il ne trouvait pas moyen d'y échapper :

les assureurs l'y obligeaient. C'était une condition *sine qua non* de l'assurance qu'il contractait pour lui-même contre des recours en responsabilité. Mais, depuis cette loi, son propre intérêt lui dicte de couvrir même les accidents dus à un cas de force majeure ou à une faute de l'ouvrier, non par une assurance collective (qui n'est pas une assurance-responsabilité), mais par une assurance-responsabilité, qui est plus large que celle qui formait l'objet du « complément », de l'accessoire de l'assurance collective.

Cependant, la loi de 1898, avec toutes les extensions successives qu'elle a reçues, n'englobe pas encore tous les accidents du travail. Il suffit de mentionner les exploitations agricoles, qui, sauf les cas d'accidents occasionnés par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés, ne sont pas régies par la loi de 1898 (1).

On peut donc juger que ces questions ne se rattachent pas seulement au côté historique de la question que nous étudions, puisque, de temps à autre, elles sont, aujourd'hui encore, soulevées devant les tribunaux (2).

D'autre part, l'assurance collective contre les accidents du travail qui, au point de vue théorique, est

(1) Loi du 30 juin 1899.

(2) V. par exemple, Cass. ch. civ., 15 nov. 1909, D. P. 1911. 1. 393; Nancy, 12 nov. 1910, D. P. 1911. 2. 193.

une assurance-accidents, ne sort cependant pas tout à fait du cadre de notre étude, parce que, pratiquement, combinée avec l'assurance-responsabilité, elle remplit les fonctions d'une véritable assurance-responsabilité.

L'assureur français croit ne pas devoir accepter de garantir le patron seulement contre les recours en responsabilité dirigés contre lui par ses ouvriers, mais aussi et surtout il veut que n'importe quel accident du travail, qu'il soit imputable au patron ou non, donne droit à une indemnité.

*
* *

Pourquoi et quel intérêt a-t-il d'élargir ainsi ses obligations? Cela tient à ce que les assureurs qui assurent contre les recours en responsabilité sont menacés par l'usage d'une fraude qui ne se manifeste dans aucune autre branche d'assurances.

Dans toute autre assurance, en cas de sinistre, l'assureur a intérêt à payer le moins possible, tandis que, de son côté, l'assuré cherche à obtenir la plus forte indemnité possible.

Dans l'assurance-responsabilité, au contraire, les choses se passent ou, du moins, devraient se passer autrement.

L'indemnité, dans une assurance-responsabilité,

revient au tiers lésé. S'il ne la touche pas directement des mains de l'assureur, si celui-ci la délivre à l'assuré, elle ne fait que passer par ses mains sans profit pour lui. Il la touche d'une main et la passe de l'autre au tiers lésé. D'où il suit, théoriquement du moins, qu'il est indifférent à l'assuré que cette indemnité soit plus forte ou plus réduite. Ce qu'il cherche avant tout, c'est que son patrimoine ne soit pas atteint. Et alors on comprend que l'assureur compte sur le concours de l'assuré pour lutter, avec des forces réunies, contre le tiers victime de l'accident. En toute éventualité, s'il n'escompte pas son appui, il espère que l'assuré n'appuiera pas les prétentions du tiers ; ce qui aurait pour résultat de le priver d'un moyen sûr de faire éclater la lumière sur les circonstances de l'accident, et de le mettre en présence de deux adversaires : l'assuré et le tiers lésé.

Ce danger de collusion frauduleuse entre l'assuré et le tiers lésé se présente dans toute assurance-responsabilité, mais pas au même degré.

Dans une assurance-responsabilité contre des accidents causés au tiers par des chevaux et voitures, par exemple, le tiers victime de l'accident est presque toujours un inconnu. L'assuré peut, le plus souvent, résister à la tentation de favoriser, par ses renseignements ou déclarations sur les circonstances de l'accident, la victime, aux dépens de la compagnie.

La déchéance dont il peut être frappé constitue une

sanction suffisamment efficace pour le retenir dans l'usage de procédés frauduleux.

Mais quand il s'agit des accidents du travail, les choses se passent autrement.

La victime n'est plus un tiers quelconque, un inconnu : c'est un ouvrier, qui, par son travail, a concouru jusque-là à la prospérité de l'entreprise. Le patron sera disposé, dans tous les cas d'accident, à se déclarer responsable ; car, sans bourse délier, il fait profiter l'ouvrier d'une indemnité.

S'il n'était pas assuré, il se croirait, moralement au moins, obligé de ne pas laisser son ouvrier dans le délaissement ; s'il est assuré, il est très disposé de se montrer généreux aux dépens de la compagnie d'assurance.

En fait donc, l'assureur serait obligé de payer une indemnité dans tous les cas d'accidents, bien qu'il ne se fût obligé de la payer qu'à la suite d'accidents qui engageraient la responsabilité du patron. Celui-ci se dirait toujours responsable. C'est là, croyons-nous, le motif pour lequel les assureurs français ont persisté, jusqu'à l'heure actuelle, à imposer au patron d'assurer leurs ouvriers collectivement contre les accidents, s'ils veulent se faire garantir eux-mêmes contre les recours en responsabilité découlant des accidents du travail.

Cependant cette raison d'être de l'assurance collective combinée, qui met en pleine lumière le but éco-

nomique de cette institution et doit déterminer les solutions juridiques qui y répondent le mieux, n'apparaît ni dans la doctrine ni dans les arrêts.

On ne se demande même pas si le patron pourrait, s'il le voulait, limiter l'assurance à une assurance-responsabilité pure, tant cette possibilité paraît évidente. Et alors, partant de cette idée, on cherche les raisons pour lesquelles le patron préfère assurer ses ouvriers en même temps qu'il s'assure lui-même.

Le tribunal de Versailles, par exemple (1), croit que c'est pour faciliter le recrutement de ses ouvriers (2). Il s'agissait, dans l'espèce, d'une assurance dont les primes avaient été payées avec des retenues faites sur le salaire des ouvriers.

La Cour de Paris, dans une espèce semblable, croit trouver la véritable raison dans le profit que réalise le patron en s'assurant lui-même contre les recours en responsabilité, gratuitement, par le fait qu'il assure collectivement ses ouvriers avec les primes retenues sur leurs salaires. Il s'assure contre ses propres fautes aux frais des ouvriers (3).

« Considérant, dit la Cour, qu'il paraît difficile d'admettre, d'abord que si Pâte (le patron) impose

(1) Jugement du 19 janv. 1888, D. P. 1885. 2. 13.

(2) Sic Tabouriech, *Des assurances contre les accidents du travail*, nos 253 et 254; Villetard de Prunières, *De l'assurance contre les accidents du travail*, n° 95; Dupuich, note au D. P. 1897. 2. 369.

(3) Arrêt du 4 nov. 1892, D. P. 1893. 2. 121.

cette retenue, ce soit uniquement dans l'intérêt de ses ouvriers, qui pourraient traiter directement eux-mêmes et que lui-même ne participe à aucun avantage et n'en retire aucun profit... »

Et l'éminent annotateur de cet arrêt est désillusionné de constater que « beaucoup de patrons offrent ainsi leurs services aux ouvriers non dans une pensée philanthropique, mais avec l'intention d'en tirer personnellement profit ».

Tout ceci implique que, dans la pensée des magistrats et dans celle des jurisconsultes, le patron assure collectivement ses ouvriers parce qu'il le veut bien, qu'il soit guidé par une raison philanthropique ou égoïste, peu importe ; mais on est loin de penser que le patron accepte cette combinaison parce qu'il ne trouve pas d'assureur qui soit disposé à le couvrir seulement contre les recours en responsabilité à raison d'accidents pouvant engager sa responsabilité.

Nous allons voir, dans le chapitre suivant, que les assureurs allemands se sont montrés moins exigeants ; que, tout en préférant une assurance-responsabilité patronale combinée avec une assurance collective contre les accidents, ils ne refusaient pas cependant de contracter avec les patrons une assurance-responsabilité pure. Par la même occasion, nous verrons que les assureurs français ont eu raison, au moins, lorsqu'on commençait à peine à pratiquer l'assurance à raison des accidents du travail, de se montrer réservés

à l'égard de l'assurance-responsabilité pure : les assureurs allemands ont payé très cher l'expérience qu'ils avaient tentée.

*
* *

Après avoir étudié la véritable fonction économique de l'assurance collective combinée, il y aurait à en tirer profit, pour trouver la formule juridique qui y correspond le mieux et qui permet à cette combinaison de produire tous les effets que les intéressés se sont proposé de réaliser.

Mais les difficultés auxquelles a donné et donne encore lieu l'assurance collective combinée se rapportent surtout à l'assurance collective qui, étant une assurance contre les accidents, sort du cadre de ce travail. Quant à son complément, l'assurance-responsabilité, il n'a pas donné lieu à des difficultés juridiques particulières.

Le fait qu'elle se trouve être l'accessoire d'une assurance collective n'en change pas la nature. Il n'y a de caractéristique que son caractère accessoire, qui en fait dépendre l'existence ou la validité de l'existence et de la validité de l'assurance collective en vertu de la règle : *Accessorium sequitur principale*.

Les premières polices, dans un article de l'assurance complément, s'exprimaient ainsi : « Le sous-

cripteur ne bénéficiera des dispositions de la présente assurance que lorsqu'il aura satisfait aux conditions générales ou particulières de la police collective. »

*
* *

Après avoir vu la fonction économique qu'était appelée à remplir l'assurance collective combinée, nous allons voir dans quelle mesure elle y a réussi.

Cette nouvelle application de l'assurance-responsabilité paraît avoir trouvé bon accueil dans le monde industriel, et un grand nombre de sociétés mutuelles et compagnies à primes s'en sont emparées.

Voici, d'après M. Hamon (1), les noms de dix-neuf sociétés d'assurances contre les accidents, pratiquant ordinairement, en même temps, l'assurance-responsabilité, et qui existaient à Paris seulement vers la fin de 1884 : *la Préservatrice, le Soleil-Sécurité générale, l'Assurance française, la Compagnie générale, la Confiance, le Monde, la Centrale, la France industrielle, le Secours, l'Industrie nationale, l'Urbaine et la Seine, le Patrimoine, la Prévoyance, la Garantie générale, la Caisse générale des familles, l'Abeille, la Providence, la Caisse paternelle, la Prospérité.*

(1) *Op. cit.*, p. 412. — Comp. Senès, *les Origines des compagnies d'assurance fondées en France depuis le XVII^e siècle jusqu'à nos jours* (1900), p. 339 et suiv.

D'après le même auteur, de 1884 à 1895, les compagnies suivantes disparaissent, soit par liquidation, soit par cession de portefeuille : *l'Accident, l'Assurance française, la Caisse paternelle, la Centrale, la Cité, la Confiance, la France industrielle, la Garantie générale, l'Industrie nationale, l'Industrielle, le Monde, la Prospérité, la Protection.*

En 1896, on ne compte plus que quinze compagnies d'assurance contre les accidents, en France : *la Préservatrice* (1861), *le Soleil-Sécurité générale* (1865), *la Compagnie générale* (1876), *la Foncière-transports* (1877), *le Secours* (1880), *l'Urbaine et la Seine* (1880), *la Prévoyance* (1880), *le Patrimoine* (1880), *la Caisse des familles* (1881), *l'Abeille* (1881), *la Providence* (1881), *la Thémis* (1882), *l'Éternelle* (1882), *la Prévoyante* (1884), *la Française* (1885), *l'Industrie française* (1890), *la Réparatrice* (1892), *la Société générale des assurances agricoles* (1893) et *la Mutuelle générale française* (1893) (1).

(1) Malheureusement les assureurs ne font pas, dans leur comptabilité, le départ entre l'assurance-responsabilité et l'assurance-accidents, de façon que les chiffres fournis par leurs registres ne nous renseignent que peu, sinon pas, sur l'importance de l'assurance-responsabilité. Voilà encore une conséquence regrettable de la confusion entre l'assurance-accidents et l'assurance-responsabilité, conséquence regrettable non seulement au point de vue de l'étude scientifique de cette branche d'assurances, mais même pour les compagnies qui, avec ce système, ne peuvent se rendre un compte exact de la marche et des résultats obtenus par chacune de ces

*
* *

La loi du 9 avril 1898, qui met le risque professionnel à la charge du patron, devait, on le comprend bien, donner un nouvel essor aux assurances-responsabilité à raison des accidents du travail.

L'assurance-responsabilité qui, jusqu'à cette loi, en matière d'accidents du travail, n'avait qu'un rôle secondaire et n'était qu'un accessoire, « complément », d'une assurance collective contre les accidents, va dorénavant être pratiquée comme une assurance principale, indépendante, sans aucune combinaison avec une assurance contre les accidents, *stricto sensu*. L'assurance-responsabilité va gagner tout le terrain que, du même coup, perdra l'assurance contre les accidents. On ne distingue plus, dans le domaine d'application de la loi de 1898, entre les accidents du travail qui engagent et ceux qui n'engagent pas la responsabilité patronale. Tous les accidents, sauf ceux causés par la faute intentionnelle de l'ouvrier, sont maintenant à la charge du patron, ou, peut-être plus exactement, de l'industrie. C'est un champ nouveau qui augmente le terrain d'application de l'assurance-responsabilité.

branches ; elles sont obligées de s'en tenir à des résultats d'ensemble. Aussi jugeons-nous inutile de reproduire ici les résultats statistiques de leurs opérations.

*
" "

Les applications de l'assurance-responsabilité sont devenues assez nombreuses, et leur cadre s'agrandira sans aucun doute par l'adjonction de nouveaux cas d'assurances-responsabilité.

Nous croyons intéressant de reproduire ici les tarifs d'une compagnie d'assurances contre les accidents, où le lecteur trouvera l'indication des principales applications de l'assurance-responsabilité pratiquées par les compagnies d'assurances *contre les accidents*.

ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE

DES PROPRIÉTAIRES D'IMMEUBLES

A. — A l'égard des Accidents corporels causés aux tiers par et dans les Immeubles.

Garanties	{	par victime fr.	40.000	15.000	20.000	25.000	30.000	50.000
		par sinistre fr.	30.000	45.000	60.000	75.000	100.000	150.000

3 ét. plus et de m. 3 ét.	3 ét. plus et de m. 3 ét.	3 ét. plus et de m. 3 ét.	3 ét. plus et de m. 3 ét.	3 ét. plus et de m. 3 ét.	3 ét. plus et de m. 3 ét.	3 ét. plus et de m. 3 ét.
---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------

PRIME ANNUELLE

1. — Maison particulière (hôtel privé) habitée par une seule famille fr.	7	9	10	13	12	15	13	17	14	18	16	21
2. — Immeuble de rap- port ne comportant ni café, ni établissement public, ni installation extérieure, ayant une largeur de façade de moins de 25 mètres et ne formant pas encoignure. fr.	12	15	17	21	20	25	22	28	24	30	28	35
3. — Immeuble de rap- port ayant une façade de moins de 25 mètres com- portant un café, un établis- sement public ou une ins- tallation extérieure et ne formant pas encoignure. fr.	15	19	21	26	25	31	28	35	30	38	35	44
4. — Immeuble sur cour ou en retrait d'au moins 4 mètres de la voie publi- que..... fr.	8	10	12	14	14	17	15	19	17	21	19	24

Dans le nombre des étages, les combles sont compris pour un étage.
Aux primes indiquées au tableau ci-dessus, il y a lieu d'ajouter
chacune des surprimes suivantes, si :

- 1° L'immeuble a une façade de 25 à 35 mètres..... 20 %
- 2° L'immeuble forme une encoignure ou a deux façades sur
la voie publique..... 20 %
- 3° L'immeuble a une façade de 36 à 50 mètres ou plus de
deux façades sur la voie publique..... 40 %

Dans les villes ayant moins de 200.000 et plus de 50.000 habitants,
il est fait une réduction de 20 % sur les primes ci-dessus, ainsi que
sur les surprimes, s'il y a lieu.

Dans les villes de 50.000 habitants et au-dessous, la réduction
est de 30 %.

**B. — A l'égard des Accidents corporels
causés par les Ascenseurs et Monte-Charges.**

Garanties	Par vict. fr.	10.000	15.000	20.000	25.000	30.000	50.000
	Par sinist. fr.	30.000	45.000	60.000	75.000	100.000	150.000
PRIME ANNUELLE							
Ascenseur (*) desservant un appartement par étage		30 fr.	39 fr.	45 fr.	49 fr.	52 fr.	60 fr.
Ascenseur (*) desservant 2 appartements par étage		33.50	43 fr.	50 fr.	55 fr.	58.50	67 fr.
Monte-charges (*) mécaniquement		12 fr.	15.50	18 fr.	19.50	21 fr.	24 fr.
Monte-charges (*) à la main		8 fr.	10.50	12 fr.	13 fr.	14 fr.	16 fr.

(*) Si l'immeuble comprend plus de deux appartements qui ne soient pas occupés bourgeoisement, il y a lieu d'appliquer une surprime de 10 % par appartement en sus des deux premiers.

**C. — A l'égard des Vols commis au préjudice
des Locataires.**

Garanties par sinistre, fr.	20.000	30.000	40.000	50.000
Prime annuelle	15 fr.	22 fr.	28 fr.	33 fr.

Pour des garanties plus élevées, ajouter à la prime de 33 francs celle de 0 fr. 40 par mille francs assurés en plus de 50.000 francs.

Cette tarification vise exclusivement les immeubles ne renfermant pas de commerce ou industrie de luxe (bijouterie, orfèvrerie, dentelles, fourrures, objets d'art, antiquités, etc.). Dans le cas où les immeubles comportent l'un de ces commerces ou industries, le proposant doit en faire la déclaration, et la prime subira une majoration déterminée par la Compagnie.

D. — ASSURANCES DES CONCIERGES

L'Assurance "CONCIERGES" de la compagnie **la Prévoyance** forme un complément très utile de sa police de responsabilité civile des propriétaires d'immeubles et d'ascenseurs.

Cette assurance comprend à la fois :

1° Le paiement des indemnités suivantes en cas d'accidents éprouvés par les concierges au cours de leurs occupations professionnelles, soit par cas fortuit ou de force majeure, soit même par faute, négligence ou imprudence de leur part :

a) **En cas de mort**, un capital de **600** fois le salaire quotidien, maximum..... fr. **3.000** »

b) **En cas d'infirmité permanente**, un capital proportionné à la gravité de cette infirmité et s'élevant jusqu'à **1.000** fois le salaire quotidien, maximum..... fr. **5.000** »

c) **En cas d'incapacité temporaire**, une indemnité quotidienne égale au demi-salaire, maximum..... fr. **3** »

d) **Les frais médicaux et pharmaceutiques.**

2° La garantie de la responsabilité civile du propriétaire jusqu'à concurrence de **25.000** francs par victime et de **100.000** francs par sinistre.

En outre, la police prévoit que dans le cas où la législation sur les accidents du travail serait étendue aux concierges, la Compagnie garantira à l'assuré, au lieu et place des sommes fixées plus haut, soit pour les indemnités aux victimes, soit pour la responsabilité civile, l'intégralité des obligations à lui imposées par cette législation.

PRIME ANNUELLE

Concierge seul sans ascenseur.....	12 fr.
— avec ascenseur.....	20 —
Concierge (le ménage) sans ascenseur.....	18 —
— avec ascenseur.....	30 —

N. B. — Lorsqu'à l'assurance de la responsabilité civile "Immeubles" **A** se trouve jointe une ou deux des trois autres assurances (**B**, **C**, **D**), il est fait sur les primes applicables à chacune de ces dernières (**B**, **C**, **D**), une réduction de 10 %, et si à la responsabilité civile "Immeubles" **A** sont jointes les trois assurances complémentaires (**B**, **C** et **D**), la réduction sur les primes de ces dernières sera de 15 %.

Assurance de la Responsabilité Civile Individuelle
des
Particuliers, Chefs de famille, Maîtres de maison, Propriétaires d'animaux
avec ou sans pratique de sports
en cas d'Accidents corporels causés aux tiers

QUALITÉS	PRIME ANNUELLE			
	10.000 30.000	20.000 60.000	25.000 75.000	30.000 100.000
Garanties { par victime .. { par sinistre ..				
Simple particulier ou homme privé (toujours obligatoire) fr.	5. »	6.50	7. »	7.50
A AJOUTER pour :				
Chef de famille, Par chaque membre de la famille (femme, enfants, pupilles)	2. »	2.60	2.80	3. »
Maître de Maison, Par chaque domestique	3. »	3.90	4.20	4.50
Propriétaire d'animaux. Par chaque chien de garde.....fr.	6. »	7.80	8.20	9. »
Par chaque chien d'agrément.....fr.	4. »	5.20	5.60	6. »
Pour les autres animaux consulter la Compagnie.				
Sports, Par chaque personne porteur d'un per- mis de chasse	20. »	26. »	28. »	30. »
Par chaque personne, bicycliste } Paris....fr.	18. »	23. »	25. »	27. »
sans moteur, ou escrimeur. } Agences.fr.	10. »	13. »	14. »	15. »
Par chaque personne pratiquant un ou plusieurs des sports suivants : tir, gym- nastique, boxe, football, hockey, tennis, golf, natation, patinage, ski, canotage à rames	3. »	3.90	4.20	4.50
Pour les bateaux à voiles ou à moteur, la prime est à fixer par la Direction...fr.				

NOTA. — Les polices se souscrivent pour une durée de dix années; pour une durée inférieure, les primes sont augmentées de 10 %.

L'assurance du chef de famille couvre la responsabilité des actes de la femme, des enfants mineurs et des pupilles habitant chez lui.

L'assurance du maître de maison garantit les accidents causés par les domestiques lorsque la responsabilité du maître est engagée.

Pour l'assurance de responsabilité du maître à l'égard des accidents survenant à ses domestiques, la garantie est accordée par la police " **Gens de Maison** " qui alloue en outre des indemnités déterminées en cas d'accidents corporels provenant d'un cas fortuit ou de force majeure, ou même d'une faute, d'une imprudence ou d'une négligence de la victime.

ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE

des INSTITUTIONS, PATRONAGES, SOCIÉTÉS, etc.

à l'égard des Accidents corporels causés aux Elèves, aux Membres et aux Tiers

I. — Institutions et Associations scolaires libres

Garanties	5.000			10.000			20.000		
	15.000			30.000			60.000		
Prime annuelle par :	Garçons	Filles	Minimum de prime	Garçons	Filles	Minimum de prime	Garçons	Filles	Minimum de prime
Elève interne.....fr.	0 80	0 65	12 »	1 »	0 80	15 »	1 25	1 »	18 »
Elève externe.....fr.	0 40	0 325		0 50	0 40		0 625	0 50	
Professeur, Maître, Surveillant.....fr.	1 60			2 »			2 50		
Domestique.....fr.	2 40			3 »			3 75		

II. — Patronages, Cercles, Œuvres post-scolaires, Sociétés sportives.

Garanties	5.000			10.000			20.000		
	15.000			30.000			60.000		
Prime annuelle par élève ou membre	0.20			0.25			0.32		
Minimum de prime	12 fr.			15 fr.			18 fr.		
Ecoles enfantines, Patronages d'enfants de moins de 12 ans.....fr.	0.20			0.25			0.32		
Patronage de jeu- (sans pratique des Sports fr.	0.25			0.30			0.38		
nes gens ou jeu-)									
nes filles de plus)									
de 12 ans. (avec » (tir exclu) fr.	0.40			0.50			0.63		
Société de gymnastique, foot-ball, sports divers (tir exclu).....fr.	0.40			0.50			0.63		
Ajouter par maître, surveillant, moniteur. fr.	1 60			2 »			2 50		
Ajouter par domestique.....fr.	2 40			3 »			3 75		

S'il y a plus de dix réunions par mois dans les patronages, sociétés sportives, etc., les tarifs ci-dessus doivent être augmentés de 20 %.

S'il y a une section de tir, demander à la C^e ses conditions spéciales.

N. - B. — Toutes les primes indiquées dans ce tarif peuvent subir une réduction de 20 % si le nombre des élèves de chaque Institution ou Patronage dépasse 60.

Lorsque dans les Institutions, Patronages, etc., il existe des chiens, monte-charges, ascenseurs, il y a lieu d'appliquer les surprimes prévues aux tarifs des Risques industriels et des Exploitations commerciales.

De même lorsqu'il y a emploi de voitures attelées, automobiles ou cycles quelconques, comme pour les accidents résultant des Immeubles, des polices spéciales pour chacun de ces risques doivent être souscrites.

Pour garantir d'une façon illimitée et en supplément des sommes portées dans la police les indemnités de la loi du 9 avril 1898 dans le cas où la victime serait bénéficiaire de cette loi ou de celle du 12 avril 1906, la prime annuelle devra être majorée, savoir : de 35 % pour les garanties de 5.000 par victime et 15.000 francs par sinistre, de 20 % pour les garanties de 10.000 et 30.000 francs, et de 10 % pour les garanties de 20.000 et 60.000 francs. Il n'y aura pas lieu à majoration lorsque la garantie assurée sera de 30.000 fr. par victime et de 100.000 fr. par sinistre.

ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE
à l'égard des Accidents corporels causés aux tiers
et aux Malades par les Médecins,
Chirurgiens, etc., ainsi que dans les Cliniques,
Maisons de traitement et Établissements thermaux.

I. — Médecins, Chirurgiens, etc.

Garanties par chaque sinistre.	10.000	15.000	20.000	25.000	30.000	50.000
	PRIME ANNUELLE					
Médecins, Chirurgiens ⁽¹⁾ , Dentistes.....	20 »	24 »	26 »	28 »	30 »	34 »
Pour chaque assistant ou aide.....	10 »	12 »	13 »	14 »	15 »	17 »
Masseurs, Sages-femmes, Gardes-malades.....	17 »	20 »	22 »	24 »	26 »	29 »

**II. — Cliniques, Maisons de traitement, Sanatoria,
Établissements thermaux⁽²⁾, etc.**

Garanties { Par victime.....fr. Par sinistre.....fr.	10.000 30.000	15.000 45.000	20.000 60.000	25.000 75.000	30.000 100.000	50.000 150.000
	PRIME ANNUELLE					
Par médecin ou chirurgien ⁽¹⁾ attaché à l'établissement.....	22 »	26 50	28 50	31 »	33 »	37 »
Par chaque assistant ou aide.....	11 »	13 25	14 25	15 50	16 50	18 50
Par infirmier ou infirmière.....	4 »	4 80	5 20	5 60	6 »	6 80
Par membre du personnel employé ou domestique.	1 50	1 80	1 95	2 10	2 25	2 55
Par lit de malade.....	» 50	» 60	» 65	» 70	» 75	» 85
Par place de chevaux dans les écuries ou de voitures dans les auto-garages.	3 »	3 60	3 90	4 20	4 50	5 »
Par cabine de bain.....	» 75	» 90	1 »	1 05	1 15	1 30
Par piscine et chaque 10 ^m 2 de superficie.....	1 »	1 20	1 30	1 40	1 50	1 70
Par ascenseur pour les personnes.....	40 »	48 »	52 »	56 »	60 »	68 »
Par monte-charges.....	10 »	12 »	13 »	14 »	15 »	17 »

(1) Pour la pratique de la radiographie, de la radiothérapie, ainsi que pour l'emploi du radium, il y a lieu d'appliquer une majoration de 25 % aux primes ci-dessus indiquées pour les praticiens et leurs aides.

(2) Pour les Établissements thermaux ouverts pendant six mois au plus par an, il est consenti une réduction de 30 %, sur les primes ci-dessus.

ASSURANCE

DE LA

RESPONSABILITÉ CIVILE DES PHARMACIENS

Par application des principes posés dans les articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil, les pharmaciens sont responsables des accidents causés à autrui par suite d'erreurs dans la délivrance des médicaments, sans qu'il y ait lieu de distinguer si l'erreur a été commise par eux-mêmes ou par les préposés dont ils répondent, c'est-à-dire par leurs élèves ou aides ou par leurs remplaçants intérimaires.

Quels que soient ses soins attentifs et sa prudence, aucun pharmacien n'est à l'abri d'erreurs de ce genre, car il suffit d'une ordonnance mal lue ou mal comprise pour occasionner un de ces accidents dont la réparation pécuniaire est d'autant plus onéreuse qu'on peut avoir à déplorer la mort d'une ou de plusieurs personnes.

Il suffit de rappeler combien les tribunaux sont généralement larges dans l'appréciation des dommages-intérêts pour amener tous les pharmaciens, et plus spécialement encore ceux qui occupent des élèves ou aides, à souscrire une assurance les mettant à l'abri des pertes pécuniaires qu'ils auraient à supporter si le malheur voulait qu'ils fussent un jour responsables d'une de ces fâcheuses erreurs.

Garanties par chaque sinistre..	10.000	20.000	30.000	50.000
	PRIME ANNUELLE			
Pharmaciens occupant 1 élève ou aide	10 »	15 »	18 »	22 »
Par élève ou aide en plus du premier.....	6 »	9 »	11 »	14 »

ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE
*à l'égard des Accidents corporels causés aux tiers
et aux clients dans les Hôtels de voyageurs
Restaurants, Auberges, etc.*

Garanties	{	Par victime ...fr.	10.000	15.000	20.000	25.000	30.000
		Par sinistre ...fr.	30.000	45.000	60.000	75.000	100.000
			PRIME ANNUELLE				
Par membre du personnel, employé ou domestique			1.50	1.80	1.95	2.10	2.25
Par lit de voyageurs.....			0.50	0.60	0.65	0.70	0.75
Par cabine de bain.....			0.75	0.90	1 fr.	1.05	1.15
Par place de chevaux dans les écuries ou de voitures dans les auto-garages.....			3 fr.	3.60	3.90	4.20	4.50
Par ascenseur pour les personnes.....			100 fr.	116 fr.	130 fr.	136 fr.	150 fr.
Par monte-charge.....			10 fr.	11.60	13 fr.	13.60	15 fr.
Par appareil de gymnastique ou place de balançoires			3 fr.	3.60	3.90	4.20	4.50
Par canot de promenade.			4 fr.	4.80	5.20	5.60	6 fr.
Par baraque de tir.....			10 fr.	12 fr.	13 fr.	14 fr.	15 fr.
Par chien de garde			6 fr.	7 fr.	7.80	8.20	9 fr.

Si l'établissement renferme une salle de spectacles, de concert ou de bal ou bien un jardin ouvert au public, ou encore s'il y est installé des attractions autres que celles désignées ci-dessus, en référer à la Direction pour les sur-
primes à appliquer.

Pour les hôtels ouverts pendant six mois au plus par an, il est consenti une réduction de 30% sur les primes ci-dessus.

ASSURANCE

concernant les corps de sapeurs-pompiers

I. — Accidents survenant aux pompiers.

La compagnie LA PRÉVOYANCE assure les communes contre les responsabilités pécuniaires laissées à leur charge par le décret du 12 juillet 1899 et la loi du 31 janvier 1907, en cas d'accidents survenant aux sapeurs-pompiers au cours de leur service, ou aux pompiers des communes voisines venus pour porter secours.

La police donne droit à une indemnité quotidienne en cas d'accidents, pendant 365 jours, à la garantie des soins médicaux et des médicaments, et au paiement d'une somme de CENT FRANCS pour frais funéraires, les autres indemnités restant à la charge de l'État.

Pour la garantie d'une indemnité quotidienne de 2 fr., des soins médicaux, médicaments, frais funéraires.

NOTA. — Si une indemnité plus élevée ou d'autres garanties étaient demandées, consulter la Compagnie.

Pour une population de :	Prime annuelle par Sapeur-Pompier
3.000 hab. et au dessous	1.40
3.001 à 5.000 hab.....	1.85
5.001 à 10.000 hab.....	2.30
10.001 à 20.000 hab.	2.80
20.001 à 30.000 hab.	3.25
30.001 hab. et au-dessus.	Réservé

II. — Accidents causés aux tiers par les pompiers.

La Compagnie assure également la responsabilité civile des communes en cas d'accidents corporels causés aux tiers par les pompiers au cours d'incendies ou de manœuvres.

Garantie de 10.000 fr. par sinistre.

	Prime annuelle pour une population de :				
	3000 h. et au-dessous	3001 h. à 5000	5001 h. à 10000	10001 h. à 20000	20001 h. à 30000
Par pompier (offici. compris)	0.08	0.10	0.12	0.15	0.20
Par cheval attelé aux pompes ou au matériel	10 fr.	13 fr.	16 fr.	20 fr.	24 fr.
Par pompe sans moteur	4 fr.	5 fr.	6 fr.	7.50	10 fr.
Par dévidoir, chariot, échelle, camion, etc.	2 fr.	2.50	3 fr.	4 fr.	5 fr.

Augmenter les primes ci-dessus de 30 % pour une garantie de 20.000 fr. et de 50 %, pour une garantie de 30.000 fr.

Pour des garanties supérieures, comme pour des villes de plus de 30 000 habitants, ou pour l'existence d'un matériel automobile, en référer à la Compagnie.

RESPONSABILITÉ CIVILE

ACCIDENTS DE CHASSE

I. — CHASSEURS

La Compagnie "la Prévoyance" garantit la responsabilité des chasseurs en cas d'accidents corporels causés par l'emploi des armes de chasse et pendant la chasse, aux tierces personnes ainsi qu'aux gardes, rabatteurs, porte-carniers, etc.

Garantie par chaque sinistre..	10.000	20.000	30.000	50.000
Prime annuelle.....	15 fr.	25 fr.	33 fr.	45 fr.

II. — PROPRIÉTAIRES ET SOCIÉTÉS DE CHASSE

La Compagnie délivre des polices garantissant la responsabilité civile des propriétaires et actionnaires des chasses et de leurs invités à raison d'accidents causés par l'emploi des armes de chasse et pendant la chasse, aux tiers ou aux auxiliaires (gardes, rabatteurs, etc. dans les conditions ci-dessus).

Prime par fusil (de sociétaire ou d'invité) pour chacune des garanties énoncées au tarif qui précède..

	7.50	12.50	17 fr.	22 50
Minimum de prime.....	70 fr.	100 fr.	120 fr.	130 fr.

La Compagnie offre, en outre, à tout membre d'une société de chasse assurée, une police complémentaire garantissant sa responsabilité civile à raison d'accidents qu'il pourrait causer dans toute chasse autre que celle appartenant à la dite société.

Prime complémentaire par chasseur pour chacune des mêmes garanties que ci-dessus.....

7.50	12.50	17 fr.	22.50
------	-------	--------	-------

III. — GARDES-CHASSE

La Compagnie garantit la responsabilité civile des propriétaires de chasses à l'égard des accidents corporels causés par leurs gardes dans l'exercice de leurs fonctions.

Garantie par chaque sinistre..	10.000	20.000	30.000	50.000
Prime annuelle.....	20 fr.	35 fr.	45 fr.	60 fr.

N. B. — Pour l'assurance de la responsabilité civile des propriétaires à l'égard des accidents survenant à leurs gardes, la garantie est accordée par la police **Gens de Maison** qui alloue, en outre, des indemnités déterminées en cas d'accidents corporels provenant d'une faute ou d'une imprudence de la victime ou même d'un cas fortuit ou de force majeure.

GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE

des recours à exercer

en vertu des lois sur les accidents du travail

Cette garantie supplémentaire sera, sauf exceptions indiquées aux tarifs, accordée gratuitement quand la somme assurée atteindra au moins 30.000 francs par victime : quand elle sera inférieure à ce chiffre, la surprime sera égale à *la moitié de la différence* entre la prime qui serait applicable à la garantie sus-indiquée de 30.000 francs par victime et la prime applicable à la garantie demandée.

AUTRES ASSURANCES DE RESPONSABILITÉ CIVILE

Pour les assurances non spécialement mentionnées aux tarifs de la Compagnie, MM. les agents devront faire parvenir des renseignements précis sur les risques à garantir.

Dans cet ordre d'idées on peut citer, à titre d'indication, les assurances de responsabilité civile suivantes :

Municipalités, corps de police, employés municipaux, spectacles, comités d'organisation de fêtes publiques, cavalcades, etc..., sociétés de courses de chevaux, expositions, feux d'artifice, apiculteurs, etc.

Pour se faire une idée complète des cas d'application de l'assurance-responsabilité, il ne faut pas oublier que ces tarifs ne contiennent que ceux qui ont trait aux accidents corporels causés aux tierces personnes, les seules assurances que pratiquent les compagnies d'assurances contre les accidents.

A ces applications de l'assurance-responsabilité, pour ne rien laisser dans l'ombre, il faut ajouter les nombreuses applications de l'assurance-responsabilité à raison d'incendie, qui est exploitée par les compagnies d'assurances contre l'incendie et que nous avons déjà eu l'occasion de mentionner (1).

Il faut y ajouter encore les assurances contre les recours en responsabilité résultant d'une faute professionnelle, comme par exemple l'assurance des notaires, avoués, huissiers, etc. Ces cas ne sont pas à confondre ou à assimiler, au point de vue du mécanisme de l'assurance-responsabilité, avec « l'assurance de la responsabilité civile » afférente aux accidents corporels causés aux malades par les médecins, chirurgiens, qui est mentionnée dans les tarifs précités. Dans ce dernier cas, le dommage causé aux tiers se manifeste par un accident corporel causé aux malades, tandis que, par suite de la faute professionnelle d'un notaire, avoué, huissier, le dommage causé aux tiers

(1) V. Appendice, art. 2 de la nouvelle police d'assurance contre l'incendie, *infra*, p. 224.

se manifeste par une nullité d'acte, et le résultat pratique de cette nullité est une atteinte au patrimoine de ce tiers.

Cette différence est très importante au point de vue de la technique de l'assurance-responsabilité et notamment au point de vue de l'étendue de la garantie accordée par l'assureur.

Dans une assurance-responsabilité, où le dommage causé au tiers se manifeste par un accident corporel, l'assureur peut, sans danger, accorder à l'assuré une garantie complète, c'est-à-dire s'engager à réparer intégralement (dans les limites d'une somme maxima, ou sans limites), le dommage causé à l'assuré par la poursuite exercée contre lui.

Il y a ici une sanction pénale qui vient s'ajouter à la sanction civile des dommages-intérêts. Or, si l'on peut s'assurer contre les conséquences pécuniaires d'un délit pénal en ce qui concerne les dommages-intérêts dus à la victime, on ne le peut pas contre l'amende ou toute autre sanction pénale. Il y a donc là, dans cette responsabilité pénale, dont l'assuré n'est pas relevé par l'assurance, un élément qui le rendra circonspect en excitant suffisamment sa vigilance.

Quand, au contraire, le dommage causé au tiers ne se manifeste pas par un accident corporel, l'assureur ne peut plus compter sur une sanction pénale, et alors, s'il accordait une garantie complète, il risquerait trop de voir l'assuré se reposer absolument

sur sa police. C'est pour cette raison que, dans ces assurances, les assureurs n'accordent ordinairement qu'une garantie limitée à une quote-part du dommage à réparer et obligent l'assuré de rester son propre assureur pour le reste; ce qui, pratiquement, revient à dire que l'assureur défend à l'assuré de se faire relever par un autre assureur de la partie du risque non couverte par lui.

Une espèce de ce genre s'est présentée devant la Cour de Montpellier (1). La Cour, avec raison, a décidé que la clause d'une police d'assurance-responsabilité (spécialement, d'une assurance couvrant la responsabilité professionnelle des avoués, suivant laquelle l'assuré devra supporter personnellement le quart des condamnations ou indemnités par lui encourues, a pour effet de lui interdire de s'assurer pour ce quart à une autre compagnie (2).

A l'occasion de l'élaboration de la loi allemande sur le contrat d'assurance, on avait proposé de prohiber, dans un intérêt d'ordre public, l'assurance-responsabilité intégrale et de réserver à l'Office des assurances (*Aufsichtsamt*), le soin de fixer la quote-part pour laquelle l'assuré ne pourra pas se couvrir par l'assurance. Mais cette proposition ne fut pas

(1) 12 mars 1912, D. P. 1912. 2. 249.

(2) Conf. Bordeaux, 24 mars 1896, D. P. 1897. 2. 236. V. les différentes combinaisons imaginées par les assureurs dans Manes, *Haftpflichtversicherung*, p. 125 et suiv.

adoptée. L'intérêt des assureurs, a-t-on répondu, suffit pour leur indiquer la limite dans laquelle ils peuvent accorder la garantie, sans favoriser la négligence de l'assuré. On a ajouté encore qu'au besoin l'Office des assurances, conformément à la loi organique du 12 mai 1901, a compétence pour intervenir toutes les fois que la manière dont une compagnie exploite l'assurance est contraire à l'ordre public (1).

Section II. — Histoire de l'Assurance-responsabilité en Allemagne.

On peut diviser l'histoire de l'assurance-responsabilité en Allemagne en trois périodes.

La première commence avec la loi d'empire du 7 juin 1871, concernant les indemnités dues à raison des morts et blessures occasionnées par l'exploitation des chemins de fer, des mines, des carrières, fabriques, minières (*Reichsgesetz, betreffend die Verbindlichkeit zum Schadenersatz für die bei dem Betriebe von Eisenbahnen, Bergwerken, etc., herbeigeführten Tötungen und Körperverletzungen*) (2).

(1) V. les motifs de la loi allemande sur le contrat d'assurance sous le paragraphe 152.

(2) *Reichsgesetzblatt*, n° 23, p. 562. — V. traduction française de cette loi dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 1871, p. 264.

La seconde période commence avec la loi du 6 juillet 1884 sur l'assurance obligatoire des ouvriers par le patron contre les accidents du travail (Unfallversicherungsgesetz).

Enfin, la mise en vigueur du nouveau Code civil allemand (Bürgerliches Gesetzbuch für das deutsche Reich), le 1^{er} janvier 1900, marque le début de la troisième période.

Première période.

L'Allemagne, si elle a devancé la France dans la création et la pratique de certaines branches d'assurances, comme, par exemple, l'assurance contre l'incendie, n'a, par contre, connu et pratiqué l'assurance-responsabilité qu'après elle.

On trouve bien des traces de l'assurance-responsabilité dans l'assurance maritime; mais, comme en France, elle n'y joue qu'un rôle secondaire; elle est l'accessoire de la police par laquelle l'assureur garantit, en première ligne et surtout, le navire et les marchandises contre les risques de mer.

L'assurance-responsabilité, comme branche d'assurance distincte et indépendante, n'apparaît, en Allemagne, qu'après la loi du 7 juin 1871, et c'est cette loi même qui l'a, en quelque sorte, engendrée.

C'est encore une preuve éclatante, fournie par l'his-

toire, de la relation étroite qui existe entre la notion juridique de la responsabilité et l'assurance-responsabilité.

Pour bien saisir la portée de notre proposition ainsi formulée, il faut connaître l'objet de la loi du 7 juin 1871, appelée ordinairement « loi de responsabilité » (*Haftpflichtgesetz*).

En la promulguant, le législateur allemand a eu l'intention de résoudre la question du risque professionnel. Il y a eu de sa part une naïveté à le croire, étant donné l'insuffisance des dispositions de cette loi. Il a été obligé de la compléter par une autre loi, la loi du 6 juillet 1884, par laquelle il crée l'assurance obligatoire des ouvriers et employés contre les accidents.

Voyons d'abord comment la question des accidents du travail était résolue par le droit commun allemand, que la loi de 1871 est venue modifier (1).

Le droit commun allemand protégeait beaucoup moins l'ouvrier contre les accidents du travail que le Code Napoléon, au moins en ce qui concerne les accidents arrivés non par la faute du patron, mais par celle de l'un de ses préposés.

Lorsque, en effet, il était victime d'un accident survenu par la faute du patron, l'ouvrier, pour obtenir

(1) Ceci et ce qui suit n'est pas spécial aux accidents du travail ; c'est le droit commun de la responsabilité.

réparation, devait prouver la faute de celui-ci. C'est le principe des articles 1382 et 1383 du Code Napoléon. Mais, si l'accident était causé par la faute d'un préposé, l'ouvrier allemand, pour obtenir réparation de la part du patron, devait prouver que celui-ci avait commis, lui aussi, une faute dans le choix de son préposé, une *culpa in eligendo*. Il ne pouvait pas se prévaloir, comme l'ouvrier français, d'une présomption de faute contre le patron. Ce n'est que dans les provinces du Rhin, où le Code Napoléon était resté en vigueur, que l'ouvrier jouissait du bénéfice d'une présomption de faute contre le patron en vertu de l'article 1384 de ce Code.

Les choses en étaient là quand est intervenue la loi de 1871 (1). Cette loi étend, en première ligne, à tout l'empire le principe de la loi prussienne de 1838. Son article premier déclare, en effet, que, lorsque dans une exploitation de chemins de fer une personne est tuée ou blessée, l'entrepreneur est tenu de réparer le dommage qui en résulte, s'il ne prouve pas que l'accident est arrivé par force majeure ou par la propre faute de la victime.

(1) Une loi prussienne avait déjà modifié le droit commun en 1838, en imposant aux compagnies de chemins de fer la réparation de tout accident arrivé à toutes personnes, ouvriers ou tiers, à l'occasion de l'exploitation, sauf à la compagnie à prouver que l'accident était arrivé par cas fortuit, par force majeure ou par la faute de la victime.

De par cette disposition légale, le risque professionnel n'est pas mis à la charge du patron; mais il naît contre lui une simple présomption de faute.

En même temps qu'on généralisait pour tout l'empire le principe de la loi de 1838, on voulait l'étendre aussi à l'industrie minière; mais les industriels et les directeurs d'usines répondirent qu'ils fermeraient leurs usines plutôt que de supporter une pareille charge. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque l'assurance-responsabilité n'existait pas en Allemagne et n'y était même pas connue (1). On comprend donc l'attitude des protestataires. Aussi le législateur allemand a-t-il été obligé de limiter le principe de la présomption de faute à l'industrie des chemins de fer. Quant aux accidents arrivés dans les mines, carrières ou fabriques (les autres accidents restant régis par le droit commun), seuls envisagés par lui, le législateur s'est borné à édicter dans l'article 2 la présomption de faute de l'article 1384 du Code Napoléon, qui rend le commettant responsable de la faute de ses préposés.

Il faut remarquer que la loi de 1871 ne s'applique pas seulement aux accidents causés aux ouvriers, mais encore à toute autre personne. D'autre part, elle ne

(1) Quatre ans après le vote de la loi de 1871, le directeur d'une importante compagnie, de la Société anonyme d'assurance générale de Magdebourg, croit que l'assurance-responsabilité est une création toute nouvelle et qu'en France elle est tout à fait inconnue! (*Annalen des gesamten Versicherungswesens*, 6 Jahrgang, n° 1.)

s'applique qu'aux industries limitativement déterminées et seulement en cas d'accidents corporels et notamment blessure ou mort causées à une personne et ne s'applique pas quand c'est une chose qui a été endommagée. A ce dernier point de vue, la loi de 1871 est donc plus restreinte que l'article 1384 du Code Napoléon.

Dans son article 4, la loi de 1871 dispose, en outre, qu'en cas d'assurance de la personne victime d'un accident contre cet accident (il s'agit d'une assurance-accident *stricto sensu*), l'indemnité à payer par l'assureur viendra en déduction des dommages-intérêts dus par le patron, si celui-ci a contribué au moins pour un tiers au paiement de la prime de cette assurance. C'était, en quelque sorte, une indication donnée aux industriels sur les avantages qu'il y avait pour eux d'assurer leurs ouvriers contre les accidents.

*
* *

Le développement du machinisme, la fréquence des accidents qui en sont la suite et la responsabilité qui, de ce chef, incombait aux directeurs d'industrie de par les dispositions législatives nouvelles, ne pouvaient pas ne pas faire naître, en Allemagne, l'assurance-responsabilité. En effet, au lendemain du vote de la loi de 1871, on voit se fonder plusieurs sociétés mutuelles et, un peu plus tard, des sociétés anonymes

qui offraient aux patrons visés par la loi de les garantir contre la responsabilité que la nouvelle loi leur imposait, particulièrement contre les accidents corporels causés aux tiers.

Dans l'année même du vote de la loi prirent naissance trois sociétés mutuelles :

1° La Banque générale d'assurances contre les accidents, de Leipzig (Allgemeine Unfallversicherungsbank in Leipzig);

2° La Société mutuelle d'assurances sur la vie, contre l'invalidité et contre les accidents, Prometheus, de Berlin (Gegenseitige Lebens-Invaliditäts und Unfallversicherungsgesellschaft Prometheus Berlin);

3° La Mutuelle d'assurances contre les accidents de Chemnitz (Unfallversicherungsgenossenschaft in Chemnitz).

C'est la première de ces trois mutuelles qui commença l'exploitation de cette nouvelle branche d'assurances. Elle était destinée, après quelques mois d'existence, à mécontenter tout le monde. Bien qu'elle s'intitulât « Banque d'assurance contre les accidents » (Unfallversicherungsbank), elle n'entendait offrir à ses adhérents qu'une assurance-responsabilité pure. Cependant les patrons, aussi bien que les ouvriers, croyaient avoir droit à une indemnité, dans tous les cas indistinctement et non pas seulement dans ceux où la responsabilité du patron serait engagée suivant

le droit commun et la nouvelle loi de 1871. Cependant les statuts de la Banque ne l'engageaient pas à payer une indemnité quelconque aux ouvriers quand l'accident était arrivé par leur faute, par cas fortuit ou force majeure et par toute autre cause inconnue ; quand, en un mot, la responsabilité du patron n'était pas engagée. C'est alors que se fit jour, sans que l'on s'en rendit cependant exactement compte, la différence entre l'assurance-responsabilité et l'assurance contre les accidents.

Le nom de la Banque avait aussi contribué à faire naître la confusion.

Pour garantir les ouvriers dans les cas de non-responsabilité du patron, on comprit qu'il fallait recourir au procédé employé, en France, sous le nom d' « assurance collective combinée ». Toutefois, afin d'éviter toute confusion possible, la Banque de Leipzig continua à n'offrir à ses adhérents qu'une assurance-responsabilité proprement dite. Mais, pour les cas de non-responsabilité du patron, elle créa l'Association mutuelle allemande d'assurances contre les accidents et l'invalidité de Leipzig (*Deutsche Unfall und Invaliditätsversicherungsgenossenschaft in Leipzig*) (1).

Les deux autres sociétés mutuelles, fondées presque en même temps que la Banque de Leipzig, évitèrent

(1) Manes, *op. cit.*, p. 14 et suiv.

toutes ces difficultés en offrant à leurs membres, à leur choix, ou une assurance-responsabilité ou une assurance collective combinée.

En 1875, fut fondée la Mutuelle générale allemande d'assurances de Stuttgart (Allgemeiner Deutscher Versicherungsverein in Stuttgart).

A côté des mutuelles, des compagnies à primes fixes, ayant pour objet l'exploitation de cette nouvelle branche d'assurances, ne tardèrent pas à se fonder.

En 1872, fut créée la Première société anonyme allemande d'assurances contre les accidents et les risques du transport, à Dresde (1). Tandis que les sociétés mutuelles garantissaient la responsabilité de leurs membres, sans limite, la compagnie de Dresde limita sa garantie à 15000 marks par victime. Cependant ceci ne l'empêcha pas de faire faillite après quelques années d'existence.

Dans la même année que la compagnie de Dresde, vit le jour la Compagnie générale d'assurances de Magdebourg (2), société anonyme au capital de 3 millions de marks entièrement versés. Elle offre à ses clients l'assurance-responsabilité pure ou combinée avec une assurance collective, mais elle préfère l'assurance collective. Elle n'offre qu'une garantie limitée à la somme de 15000 marks.

(1) Erste deutsche Unfall- und Transportversicherungs-Aktieng. in Dresden.

(2) Magdeburger Allgemeine Versicherungsg.

Enfin, au cours de la même année 1872, furent fondées deux autres compagnies d'assurances : la Société anonyme d'assurance silésienne de Breslau (1) et la Société anonyme d'assurance contre les risques du transport et contre les accidents *Rhenania*, à Cologne (2).

En même temps, plusieurs associations professionnelles d'assurances, opérant suivant les principes de la mutualité, garantissaient les industriels appartenant à la même branche d'industrie. Elles n'ont qu'une importance locale. Il n'est donc pas très intéressant de les énumérer ici.

Nous devons constater que deux compagnies suisses exploitent en Allemagne l'assurance-responsabilité : la Société anonyme suisse d'assurances de Winterthur et la Société anonyme d'assurances du transport et contre les accidents de Zurich.

Cette dernière offre à sa clientèle une combinaison très intéressante, qui est la suivante : si un patron assure tous ses ouvriers et employés contre les accidents pour une somme égale à au moins quatre fois le salaire annuel, elle promet de garantir, gratuitement et sans limites de chiffre, le chef d'entreprise contre tous les recours en responsabilité.

Enfin, en même temps que les deux sociétés

(1) Schlesische Versicherungsg., in Berlin.

(2) Rhenania, Versiegerungs-Aktieng. für Transport und Unfall in Köln am Rhein.

suisses, la *Royal Belge* avait étendu son activité en Allemagne et pratiquait l'assurance-responsabilité.

De ce qui précède on voit que, contrairement à ce qui s'était passé en France, on avait commencé en Allemagne par pratiquer l'assurance-responsabilité pure. Ce n'est qu'après en avoir constaté, dans un intervalle de temps d'ailleurs très court, quelques mois seulement, les défauts, que l'on songea à la rattacher à l'assurance collective des ouvriers contre les accidents. Mais on ne cesse pas de pratiquer l'assurance-responsabilité pure.

Toutes ces compagnies, qui se sont emparées de cette nouvelle branche d'assurances avec tant de courage, ont eu des mécomptes qu'on attribue aux raisons suivantes :

1° Les statistiques qu'elles avaient prises comme base de leurs calculs, bien qu'officielles, étaient loin de correspondre à la réalité; car, comme la déclaration des accidents n'était pas sanctionnée par la loi, beaucoup de ces accidents n'étaient pas déclarés. La prime fixée d'après ces statistiques était donc trop basse par rapport au nombre réel d'accidents.

2° La concurrence avait obligé les compagnies de majorer le maximum de la somme assurée et même d'écarter ce maximum et de garantir sans limite la responsabilité des assurés.

3° La loi de 1871 donna naissance à un nombre prodigieux de procès. Chaque ouvrier, victime d'un

accident, prétendait que son cas était compris dans ceux où les patrons sont responsables. De là, des frais considérables qu'on ne pouvait habituellement pas récupérer sur le demandeur en dommages-intérêts débouté, le plus souvent insolvable et admis au bénéfice de l'assistance judiciaire.

4° L'interprétation très sévère, par les tribunaux, de la loi de 1871 aggravait de beaucoup le risque assumé par les compagnies.

D'autre part, l'assurance-responsabilité pure, sans combinaison avec une assurance contre les accidents (assurance collective), ne pouvait pas trouver un bon accueil dans le monde ouvrier, car elle garantissait bien le patron, mais non l'ouvrier; aussi a-t-elle été attaquée de tous les côtés. Même les compagnies n'en voulaient pas et préféraient l'assurance collective combinée. Elles poussaient les patrons à assurer tous leurs ouvriers contre les accidents.

Certains assureurs étaient enclins à croire que si l'assurance-responsabilité pure n'existait pas, les patrons seraient forcés d'assurer tous leurs ouvriers contre les accidents : c'est ainsi qu'une compagnie d'assurances crut devoir elle-même demander, en 1878, au chancelier de l'empire la prohibition de l'assurance-responsabilité comme contraire à l'ordre public (1)!

(1) Voir le texte de cette pétition dans Manes, *op. cit.*, p. 24.

Tout le monde est d'accord pour voir dans cette pétition un acte mercantile de la part de cette compagnie, qui croyait qu'en abolissant l'assurance-responsabilité, les patrons seraient obligés d'assurer leurs ouvriers, non seulement pour les cas où leur responsabilité est ou peut être engagée, mais contre tous les accidents, et qu'ainsi elle récupérerait les pertes que lui avait causées l'assurance-responsabilité pure.

On comprend très bien que cette pétition n'ait pas trouvé bon accueil. Du reste, la compagnie impétrante ne contractait plus, à partir de 1880, que l'assurance-responsabilité combinée avec une assurance collective.

Quoi qu'il en soit, l'assurance-responsabilité avait mécontenté tout le monde, et la grande coupable à laquelle doit être imputé ce mécontentement est la loi de 1871, sur laquelle s'était, en quelque sorte, moulée l'assurance-responsabilité.

En même temps que ce mécontentement, se manifestait l'idée d'une assurance obligatoire par l'État. La nécessité d'une réforme était reconnue par tout le monde, et, déjà en 1879, plusieurs projets de réforme étaient déposés au Reichstag.

Voici les raisons principales qu'on donna à l'appui de ces projets :

1° On disait d'abord que très peu d'industriels faisaient usage de l'assurance. Dès lors, en cas d'acci-

dent, la plupart des ouvriers, ou étaient privés de tout recours contre le patron dont la responsabilité n'était pas légalement engagée, ou, cette responsabilité eût-elle été engagée, ils couraient le risque de se trouver en face d'un patron insolvable.

2° On ajoutait que, dans le cas où le patron était assuré, les procès étaient inévitables, car une clause de la police lui défendait de transiger avec la victime de l'accident et, d'autre part, les prétentions de la victime étaient toujours exagérées dès qu'elle se trouvait en présence d'une compagnie d'assurances.

3° On faisait remarquer aussi que, d'après des statistiques officielles et les observations des compagnies d'assurance, sur cent accidents, il y avait seulement cinq cas où, d'après les lois en vigueur, la responsabilité du patron se trouvait engagée (1).

4° Même dans ces cas, disait-on, la preuve à faire, par la victime d'un accident, de la faute du patron ou de celle de son préposé, est souvent impossible.

5° On terminait en disant que l'interprétation de la loi de 1871 avait donné lieu à des difficultés d'interprétation quant aux industries qui y sont assujetties.

(1) *Ehrenweigs Assekuranz-Jarhbuch*, 1884, p. 148.

*
* *

Dans cet état de choses, l'insuffisance de la loi de 1871 étant reconnue, le législateur allemand se trouvait de nouveau en face de ce grave problème qu'on essayait de résoudre, en France, depuis 1880 : comment assurer à la victime d'un accident du travail une indemnité dans tous les cas, sauf celui où l'accident est provoqué intentionnellement par la victime?

Le législateur allemand, moins respectueux de la liberté individuelle et pour des raisons d'ordre public, crut devoir remplacer le principe de la responsabilité plus ou moins accentuée du patron par le principe de l'assurance obligatoire par le patron, au profit de ses ouvriers, contre les accidents. Ce principe est consacré dans l'importante loi du 6 juillet 1884 sur l'assurance contre les accidents (1).

Nous n'entreprendrons pas la critique de cette loi ; nous n'étudierons pas davantage la légitimité ou la non-légitimité de l'intervention de l'État (2).

On a eu l'occasion, en France, de s'en occuper pendant la discussion des divers projets qui se sont

(1) *Unfallversicherungsg. Reichsgesetzbl.*, 1884, p. 69. — V. la traduction de cette loi dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 1884, p. 127.

(2) Voir les raisons pour et contre l'assurance obligatoire dans Cauwès, *Cours d'économie politique*, 2^e édit., 1893, t. III, nos 1059 et suiv.

succédé depuis 1880 jusqu'à l'adoption de celui qui est devenu la loi du 9 avril 1898. La France a pu profiter à cet égard de l'expérience qu'avait faite l'Allemagne depuis 1884.

Les dispositions de cette loi ne nous arrêteront pas non plus, car elles intéressent l'assurance contre les accidents et non l'assurance-responsabilité.

L'assurance obligatoire imposée aux patrons par cette loi remplit, il est vrai, la fonction économique d'une assurance-responsabilité ; mais, au point de vue théorique, elle ne reste pas moins une assurance contre les accidents, contractée obligatoirement par le patron au profit de ses ouvriers.

Avec la loi de 1884, l'assurance-responsabilité entre dans une nouvelle phase de son évolution.

Seconde période.

En obligeant le patron d'assurer ses ouvriers contre tous les accidents dont ils peuvent être victimes à l'occasion de leur travail, la loi de 1884 paraît donner le coup de grâce à l'assurance-responsabilité industrielle et, par là même, à l'assurance-responsabilité en général, car c'était là sa seule application connue alors en Allemagne.

Dans son article 95, cette loi décide que les victimes d'un accident ou leurs ayants droit assurés, confor-

mément à la loi, n'ont une action en dommages-intérêts contre les patrons ou leurs préposés que s'il est établi par une sentence pénale qu'ils ont causé à dessein l'accident.

Ce n'est donc plus une assurance-responsabilité que doit contracter le patron, mais une assurance contre les accidents au profit de ses ouvriers et, ce faisant, sa responsabilité civile à raison des accidents du travail est presque annihilée (1) : il ne répond que d'un accident provoqué à dessein, et cette assurance obligatoire contre les accidents, le patron ne peut pas la passer avec une compagnie à primes fixes ou mutuelle, quelconque, mais seulement avec l'association professionnelle à laquelle il appartient, organisme de droit public créé et réglementé par la loi de 1884.

Tout le monde crut qu'avec la loi de 1884, le dernier moment de l'assurance-responsabilité privée était arrivé. Plusieurs compagnies liquidèrent, dans la pensée qu'elles n'avaient plus dorénavant leur raison d'être.

Avant de voir le sort de l'assurance-responsabilité en Allemagne après la loi de 1884, il est nécessaire

(1) En fait, la responsabilité du patron n'est pas annihilée, en ce sens qu'elle n'existe pas : au contraire. Seulement sa responsabilité ne se manifeste pas par une action en responsabilité dirigée contre lui, mais par l'obligation de payer, sous la forme d'un impôt la cotisation d'assurance.

de faire un retour en arrière pour préciser davantage les caractères que présentait cette assurance dans sa courte phase d'existence, depuis la loi de 1871 jusqu'à celle de 1884.

Cette digression fera mieux ressortir comment, plus tard et après 1884, l'assurance-responsabilité, au lieu de disparaître, comme l'opinion générale s'accordait à le croire, est arrivée à l'état florissant où elle se trouve à l'heure actuelle.

Voici, d'après M. Gierke (1), les traits caractéristiques que présentait l'assurance-responsabilité telle qu'on l'avait pratiquée entre 1871 et 1884.

1^o L'assurance-responsabilité, qui, comme nous l'avons déjà remarqué, est le fruit de la loi de responsabilité de 1871, garantit exclusivement les industriels visés par cette loi; et ces industriels mêmes, elle ne les garantit que contre la responsabilité que cette loi leur impose. Or, nous avons vu qu'elle ne parle que de mort ou blessures arrivées dans l'exploitation de ces industries et non d'un dommage matériel causé à une chose. L'assureur n'est pas responsable dans ce dernier cas.

2^o Les assureurs offrent à leur clientèle ou bien une assurance-responsabilité pure, ou bien une assurance-

(1) *Die Haftpflichtversicherung und ihre Zukunft*, dans la *Zeitschrift für das gesamte Handels und Konkursrecht*, begründet von Goldschmidt, t. LX, p. 4 et suiv.

responsabilité combinée avec une assurance collective contre les accidents.

Les choses se passent donc, à cet égard, autrement qu'en France, où l'assurance-responsabilité pure contre les recours en responsabilité résultant des accidents du travail n'est pas pratiquée, comme nous l'avons démontré.

*
* *

A côté de cette assurance de responsabilité industrielle, exploitée sur une grande échelle par beaucoup de compagnies importantes, il s'était fondé, en 1880, dans la province prussienne du Sleswig-Holstein, une société d'allures plus modeste : la Mutuelle d'assurance des apiculteurs.

Cette mutuelle garantit ses membres, d'une part, contre tout dommage arrivé à leurs abeilles et, d'autre part, contre tout recours en responsabilité à raison du dommage causé par les abeilles à des personnes ou à des choses. Cette association est historiquement très intéressante, car elle n'a rien de commun avec la loi de 1871 et garantit non seulement contre les recours en responsabilité résultant d'une blessure causée à une personne, mais aussi de tout dommage causé à une chose.

C'est, comme nous allons le voir, dans cette assurance des apiculteurs que se trouve le germe de l'assu-

rance-responsabilité telle qu'elle s'est développée après 1884.

*
* *

Revenons à l'assurance-responsabilité industrielle telle que nous l'avons laissée à la veille de la loi de 1884.

Cette loi dégage (1) le patron de la responsabilité que lui faisait encourir la loi de 1871, et lui impose l'obligation d'assurer tous ses ouvriers contre les accidents en s'adressant à son association professionnelle. Elle faisait ainsi disparaître, du même coup, cette responsabilité qui seule jusqu'alors, abstraction faite de l'assurance des apiculteurs, faisait l'objet de l'assurance-responsabilité. Or, on s'était habitué à ne pas voir d'autre objet à l'assurance-responsabilité que cette responsabilité industrielle créée par la loi de 1871. C'est pour cette raison que l'on a pu croire, à un moment donné, que c'en était fait de l'assurance-responsabilité.

Mais, au milieu du découragement général, la Société mutuelle générale allemande d'assurances de Stuttgart, fondée en 1875, dont nous avons déjà parlé, grâce à l'initiative de son directeur, M. Molt, se montrait optimiste quant au sort de l'assurance-responsabilité, et,

(1) Nous nous sommes expliqué sur le sens à donner à cette expression, p. 125, note 1.

tandis que deux de ses plus redoutables concurrentes entraient en liquidation, elle revenait pleine d'ardeur à la besogne et donnait une nouvelle organisation technique à son entreprise.

Elle commença d'abord à se préoccuper de ce qu'on appela « les restes de responsabilité » (*Haftpflichtreste*), c'est-à-dire les cas de responsabilité dont le patron n'était pas relevé par l'assurance publique obligatoire contre les accidents, notamment les accidents qui pouvaient arriver à des employés dont l'assurance contre les accidents n'était pas obligatoire, ou à des personnes étrangères à l'exploitation.

La loi de 1871 n'avait pas, en effet, été abrogée par celle de 1884.

La mutuelle de Stuttgart commença par offrir à ces « restes de responsabilité » l'assurance-responsabilité, et, en 1886, elle en était arrivée à compter parmi ses adhérents 1508 industriels (1).

Peu de temps après, on commença à comprendre que l'assurance privée avait encore dans l'assurance-responsabilité, outre les restes de la responsabilité patronale, un vaste domaine d'application, et, à la suite de quelques compagnies étrangères, plusieurs compagnies et mutuelles allemandes, qui avaient suspendu leurs opérations, revinrent à la charge tandis que se fondaient de nouvelles compagnies d'assurances.

(1) Manes, *op. cit.*, p. 33.

C'est dans ces « restes de responsabilité » que germait l'idée d'une extension de plus en plus grande de l'assurance-responsabilité, et, « une fois émancipée de la domination de la loi de responsabilité, » elle va constamment aller de progrès en progrès jusqu'à l'heure actuelle.

Elle ne s'adresse plus seulement aux industriels visés par la loi de 1871, mais aux représentants de toute autre profession. Elle n'assure plus exclusivement contre les recours en responsabilité résultant des accidents causés aux personnes, mais elle assure aussi ceux résultant du dommage causé aux choses. On en est arrivé même, comme en France, à un troisième groupe d'assurances-responsabilité, où le dommage causé à un tiers ne se réalise ni dans la personne physique de ce tiers, ni dans un bien déterminé lui appartenant, mais dans son patrimoine, considéré comme une *universitas juris* : par exemple, l'assurance contre les recours en responsabilité résultant d'une faute professionnelle d'un notaire.

Tous les assureurs exploitent, à côté de l'assurance-responsabilité, d'autres branches d'assurances et par-dessus tout, comme en France, l'assurance contre les accidents.

L'assurance-responsabilité, dans cette seconde période, n'apparaît plus que très rarement combinée avec une assurance collective contre les accidents, ainsi que cela se passait d'ordinaire, au cours de la première période.

Comme avant 1884, on remarque une tendance à augmenter de plus en plus la somme assurée, somme maxima à laquelle les assureurs limitent leurs engagements. Vers l'année 1890, le chiffre moyen de ce maximum est de 20 000 marks par victime et 60 000 marks par sinistre. Souvent les assureurs imposent aux assurés de rester, même dans les limites de cette somme, leurs propres assureurs dans une proportion déterminée ou de contribuer à chaque sinistre pour une somme fixée d'avance. Toutefois, avec le temps, ces deux limitations que les assureurs veulent apporter à leurs engagements diminuent au point de disparaître dans certains cas.

*
* *

Dans l'histoire de l'assurance-responsabilité, une place importante doit être réservée aux associations d'assurés qui, en se groupant, peuvent résister plus facilement à l'omnipotence des compagnies pour obtenir des conditions plus avantageuses. Il y a là une manifestation sociale très intéressante et qui est surtout utile dans les pays où, comme en France, les polices forment à elles seules la loi du contrat (1).

(1) Voir une semblable manifestation en France, en matière d'assurances contre l'incendie, dans les *Annales de droit comm.*, 1913, t. XXVII, p. 171 et suiv.; Droz, *la Nouvelle Police d'assurances contre l'incendie et Commentaire de la nouvelle police d'assurances*

Parmi ces associations d'assurés, la première place revient à la Ligue de la responsabilité (Deutscher Haftpflichtschutzverband), fondée en 1892. Parmi les fondateurs il faut citer, en première ligne, l'ancien ministre du commerce allemand, M. Möller.

Cette association se propose, avant tout, de lutter contre une extension exagérée de la responsabilité et, dans la mesure du possible, de relever le responsable de cette responsabilité par une extension de la loi de 1884 de l'assurance obligatoire contre les accidents ou par une assurance-responsabilité obligatoire auprès des associations professionnelles créées par cette loi.

Mais, en outre, elle se propose, — et c'est sur ce point qu'elle nous intéresse, — d'intervenir pour ses membres auprès des compagnies, afin d'obtenir des conditions générales d'assurance plus avantageuses. Elle a réussi à imposer à quelques compagnies un modèle de conditions générales accepté par celles-ci, et tous ses membres, en s'adressant à ces compagnies, ont le droit de demander qu'on leur applique ces conditions moins rigoureuses et plus avantageuses que celles offertes par ces compagnies au public en général.

contre l'incendie, avec préface de M. Thaller (1913) ; Ed. Dardonville, *Comparaison entre les conditions générales des anciennes polices d'assurances contre l'incendie (1819-1912) et celle de la nouvelle police mise en vigueur le 1^{er} janv. 1913.* — Consulter le même auteur dans *l'Avenir économique et financier*, du 15 févr. 1913.

En même temps les assureurs qui, jusque-là, étaient séparés, n'ont pas manqué de voir que cette situation ne pouvait être qu'à leur désavantage. La concurrence acharnée que ces compagnies se faisaient réciproquement les avait amenées à une diminution exorbitante des primes et en même temps les avait obligées d'offrir à leurs assurés des conditions de plus en plus douces. Si elles ont pu résister quelque temps, ce n'est que parce qu'aucune d'entre elles ne bornait son industrie à l'exploitation de l'assurance-responsabilité. Celle-ci n'est qu'un accessoire de leur exploitation, qui a pour principal objet, le plus souvent, l'assurance contre les accidents et sur la vie.

Les choses ne pouvaient rester dans cet état et, dès 1895, commencent des pourparlers en vue d'une association de tous les assureurs exploitant la branche assurance-responsabilité.

Ces pourparlers aboutissent à la fondation, en 1900, du Syndicat des compagnies exploitant l'assurance-accidents en Allemagne (1), qui représente les intérêts communs à tous ses membres, en ce qui concerne l'assurance-accidents et l'assurance-responsabilité.

Ce syndicat réussit, en 1904, à faire adopter par la plupart des compagnies un modèle unique de « conditions générales » et des tarifs uniformes. Cependant

(1) Verband der in Deutschland arbeitenden Unfallversicherungsgesellschaften.

la Mutuelle générale allemande d'assurance de Stuttgart crut ne pas devoir y adhérer.

Troisième période.

Avec le 1^{er} janvier 1900, date de l'entrée en vigueur du nouveau Code civil allemand, s'ouvre une nouvelle période pour l'histoire de l'assurance-responsabilité.

Dorénavant il n'y aura plus que des règles communes pour tout l'empire, en ce qui concerne la responsabilité (1) comme pour tout le droit civil en général.

L'assurance-responsabilité est favorisée dans son développement par les dispositions du nouveau Code civil allemand.

En effet, celui-ci, sans se laisser entraîner par les représentants de la responsabilité objective, ne s'arrête cependant pas aux règles jusque-là en vigueur.

Nous n'avons pas à étudier ici en détail les principes du nouveau Code civil allemand sur la respon-

(1) Il est intéressant de remarquer ici que, jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau Code civil allemand, dans les régions où le Code Napoléon avait été jusque-là en vigueur, les compagnies réclamaient à leur clientèle une prime plus élevée (ordinairement de 10 %) par rapport à celle perçue dans le reste de l'empire, où régnaient le droit commun allemand et le droit prussien. Les compagnies avaient raison, parce que le Code Napoléon consacrait une théorie plus sévère de la responsabilité. Le risque assumé par les compagnies était donc plus grand. En conséquence, la prime devait aussi être majorée. (Manes, *op. cit.*, p. 142, note 1.)

sabilité. Ce qui est intéressant à constater, c'est que le nouveau Code, décrétant des règles plus sévères en ce qui concerne la responsabilité, a, par là, étendu le domaine d'application de l'assurance-responsabilité en Allemagne. Ce n'est plus une loi d'exception, comme la « loi de la responsabilité » de 1871; c'est le droit commun qui impose à chacun une responsabilité plus grande de ses actes ou omissions (1).

Le 12 mai 1901, l'Allemagne est dotée d'une loi « sur les entreprises privées d'assurances » (*Gesetz über die privaten Versicherungsunternehmungen*).

Cette loi ne réglemente pas le contrat d'assurance. Elle s'occupe de l'organisation, du fonctionnement et de la surveillance des assurances privées par l'État ou par l'Office des assurances (*Aufsichtsamt*) créé par la loi (2).

* * *

Avant de clore ce chapitre, il sied de donner quelques indications statistiques qui montrent le déve-

(1) V. les paragraphes 276 et suivants pour la responsabilité contractuelle et les paragraphes 823 et suiv. pour la responsabilité délictuelle.

(2) La loi de 1901, comme on le voit, ne concerne pas directement le contrat d'assurance en général, et ne vise pas par conséquent le contrat d'assurance-responsabilité. Nous devons la mentionner parce que nous aurons plus tard l'occasion de voir le rôle réservé à l'Office des assurances par la nouvelle loi sur le contrat d'assurance, du 30 mai 1908.

loppement prodigieux des assurances-responsabilité, en Allemagne.

Comme en France, les statistiques allemandes n'établissent pas toujours la ligne de démarcation qui sépare l'assurance contre les accidents de l'assurance-responsabilité. Cependant voici les résultats fournis pour l'assurance-responsabilité, tels qu'ils résultent des publications de l'Office des assurances pour l'année 1911.

Le nombre des polices émises par les compagnies allemandes soumises à la surveillance de l'Office des assurances s'est élevé à 2262130, présentant un excédent sur l'année précédente de 140137. La progression de ces excédents, depuis 1906, est de 8,7; 6,4; 7,6; 7,2 et 6,2 %.

La prime moyenne afférente à une police, en 1911, est de 25 marks (1).

Pour donner à ces chiffres leur juste valeur, il ne faut pas oublier qu'en Allemagne la loi de 1884, qui consacre le principe de l'assurance obligatoire contre les accidents, au lieu de favoriser l'assurance-responsabilité, comme l'a fait la loi du 9 avril 1898 en France, lui a, au contraire, ravi son plus vaste domaine.

(1) Manes, *Versicherungswörterbuch*, supplément (1913), p. 334. Pour plus de détails, voir aussi le t. I^{er}, v^o *Haftpflichtversicherung*, p. 514. — Adde : *Bulletin de statistique et législation comparée*, 1912, p. 369; *Ehrenzweigs Assekuranz Jahrbuch*, les différentes années.

Le patron allemand, pour se protéger contre les recours en responsabilité pouvant lui incomber à raison des accidents du travail, ne contracte pas, comme en France, une assurance-responsabilité, mais une assurance contre les accidents.

CHAPITRE IV

SOURCES LÉGISLATIVES

SECTION I. — Sources législatives en France.

L'assurance-responsabilité, comme d'ailleurs les assurances terrestres en général, est régie presque exclusivement par la convention des parties, qui, en l'espèce, se traduit par une formule de contrat rédigée par l'assureur; formule que l'assuré accepte le plus souvent telle quelle, sans lui faire subir la moindre modification et sans même en connaître le sens ni la portée.

Sous réserve d'une seule question, qui est celle du droit du tiers lésé sur l'indemnité d'assurance, les « conditions générales » imprimées sur le verso de la police, que viennent quelquefois modifier des « conditions particulières » manuscrites, forment encore, de nos jours, la seule loi du contrat.

La première manifestation législative relative au

droit du tiers lésé sur l'indemnité d'assurance est la loi du 19 février 1889 (art. 3). Cette loi, suivant la dernière jurisprudence de la Cour de cassation (1), accorde au bailleur et au voisin une action directe contre l'assureur du risque locatif ou du recours du voisin.

La même question a été réglementée, au profit des ouvriers, par quelques articles de la loi du 9 avril 1898 et des lois qui l'ont modifiée et complétée (art. 16 *in fine*, 23 et 26).

Enfin la même question du droit des tiers à l'indemnité d'assurance a été tranchée par une loi ayant une portée plus générale, la loi du 28 mai 1913, « créant un privilège au profit de la victime d'un accident sur l'indemnité d'assurance due à l'auteur de l'accident, assuré pour couvrir sa responsabilité. »

Nous n'aurons plus à revenir sur ces lois, qui visent une question spéciale, et n'ont pas un rapport direct avec l'objet de notre étude.

*
* *

Le projet de loi relatif au contrat d'assurance, élaboré par une commission extra-parlementaire et déposé sur le bureau de la Chambre, le 12 juillet 1904,

(1) 17 juill. 1911, D. P. 1912. 1. 81. Comparer, en ce qui touche la jurisprudence antérieure modifiée par l'arrêt de 1911 : Cass. 5 décembre 1899, D. P. 1901. 1. 457, avec la note de M. Thaller. Voir aussi la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1913, p. 165.

ne réglemente pas spécialement l'assurance-responsabilité. Loin de nous cependant l'idée de lui en faire un reproche.

Nous aurons, au surplus, l'occasion de relever, dans le chapitre suivant, que le législateur français doit être félicité pour n'avoir pas enchaîné dans des textes législatifs une institution qui n'est pas encore arrivée à des contours bien précis.

L'Association française des assurances sociales a été d'un autre avis et a cru devoir compléter le projet gouvernemental par un titre spécial réglementant l'assurance-responsabilité (titre V, art. 84 à 87 de son projet).

Nous allons voir qu'avec cette réglementation, qui se propose surtout de protéger l'assuré contre l'assureur, celui-là se trouve moins protégé qu'avec les polices des compagnies.

Les dispositions générales contenues dans le premier titre du projet, et qui s'appliquent à l'assurance-responsabilité, comme à toute autre branche d'assurances, suffisaient, pour le moment, pour donner satisfaction à tous les intérêts, sans trop gêner le libre développement de notre institution.

**SECTION II. — Sources législatives à l'étranger
et spécialement en Allemagne.**

En dehors de la France, l'état de la législation est le même, sauf en Allemagne où, dans la récente loi sur le contrat d'assurance, le législateur a réservé un titre spécial à l'assurance-responsabilité (titre VI, §§ 149 à 158) (1).

La loi allemande sur le contrat d'assurance (*Reichsgesetz über den Versicherungs-vertrag*), date du 30 mai 1908. Elle n'a été mise en vigueur que le 1^{er} janvier 1910.

C'est un monument législatif très important, un véritable code des assurances : elle contient 194 paragraphes. Les auteurs allemands l'appellent la « clef de voûte » de la nouvelle législation civile, du nouveau Code civil allemand, qu'elle vient compléter. Mais, comme nous aurons l'occasion de le voir, les règles qu'elle édicte pour l'assurance-responsabilité sont loin de la perfection, si tant est que l'on puisse dire d'une loi qu'elle est parfaite (2).

(1) Voir, dans l'appendice, le texte et la traduction de ce titre.

(2) Cette loi a été traduite dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 1908, p. 127 et suiv., et dans la *Revue de l'Institut de droit comparé*, 1909, p. 96 et suiv.

*
* *

Presque en même temps que la loi allemande, a été votée, en Suisse, « la loi fédérale sur le contrat d'assurance » du 2 mai 1908. Cette loi est entrée en vigueur le même jour que la loi allemande, le 1^{er} janvier 1910 (1).

Elle est beaucoup plus courte que la loi allemande. Elle ne contient que 104 articles et ne réglemente pas spécialement l'assurance-responsabilité, de même qu'elle n'édicte pas de règles spéciales pour les autres branches d'assurances (2). Elle ne contient que deux textes concernant exclusivement l'assurance-responsabilité : les articles 59 et 60.

Dans le premier de ces textes, elle dispose que « lorsque le preneur d'assurance s'est assuré contre les conséquences de la responsabilité à laquelle il est soumis légalement en raison d'une exploitation industrielle, l'assurance s'étend aussi à la responsabilité des représentants du preneur et à celle des personnes qui sont chargées de la direction ou de la surveillance de l'exploitation ».

Dans le second texte, elle réglemente le droit des

(1) Voir les motifs, dans la *Feuille fédérale suisse*, 10 févr. 1904, p. 267 et suiv.; et le texte de la loi, *ibid.*, 8 avril 1908. Une traduction de cette loi est reproduite dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 1908, p. 45 et suiv.

(2) V. les principales rubriques de cette loi, *infra*, p. 190, note 1.

tiers en leur accordant « un droit de gage sur l'indemnité due au preneur d'assurance ».

Comme on le voit, nous n'aurons pas à nous occuper davantage de cette loi, par la raison que les deux questions tranchées par le législateur suisse ne rentrent pas dans le cadre de notre étude.

CHAPITRE V

DE LA NATURE JURIDIQUE DE L'ASSURANCE - RESPONSABILITÉ

LE RISQUE DANS L'ASSURANCE-RESPONSABILITÉ

Le risque est, au point de vue de l'assuré, le danger, l'événement incertain et préjudiciable contre lequel il cherche à se couvrir.

Au point de vue de l'assureur, le risque est la valeur actuelle des engagements qu'il prend vis-à-vis de l'assuré. Pour apprécier à sa juste valeur le montant des engagements qu'il assume, il doit connaître les chances, le degré de probabilité d'arrivée du sinistre et la valeur des déboursés qu'il aura à faire dans ce cas.

Le risque est un événement futur et incertain, soit quant à sa réalisation (*an?*), soit quant à l'époque où

il se réalisera (*quando?*). Par sa réalisation, il donne ouverture aux droits de l'assuré contre l'assureur. Il est un élément essentiel de tout contrat d'assurance. Il est, en même temps, l'élément caractéristique d'une assurance quelconque.

Le risque contre lequel garantit une assurance en est, en quelque sorte, la pierre de touche qui permet de la reconnaître, de la distinguer de telle autre espèce d'assurances. C'est pourquoi nous croyons, pour déterminer la nature juridique de l'assurance-responsabilité, devoir commencer par nous demander quel est exactement le risque contre lequel l'assurance-responsabilité garantit l'assuré, et quel est le moment précis où ce risque doit être considéré comme réalisé (1).

Cette question, nous allons le voir, présente, dans l'assurance-responsabilité, des difficultés particulières et fait l'objet d'une controverse qui n'est pas encore close.

En France, personne ne s'est occupé spécialement de la question.

En Allemagne, elle a préoccupé la doctrine un peu plus qu'en France. Encore n'est-ce que tout récem-

(1) Nous avons étudié en partie ces questions, la première surtout, en essayant de trouver la définition de l'assurance-responsabilité. Il ne reste donc qu'à compléter cette étude et à en tirer une conclusion sur la nature juridique de la branche d'assurances qui fait l'objet de ce travail.

ment, à l'occasion des discussions et recherches qu'a provoquées l'œuvre législative des dernières années concernant le contrat d'assurances, que quelques auteurs se sont occupés de la nature juridique de l'assurance-responsabilité (1).

En recherchant les règles propres à l'assurance-responsabilité, on s'est aperçu que le risque, dans cette assurance, présente quelques caractères propres, qui la distinguent de toute autre catégorie d'assurance, et notamment des deux grandes divisions des assurances : *assurances des choses* (assurances-dommages) et *assurances des personnes* (assurances de capitaux).

Recherchons quel est le risque dans l'assurance-responsabilité; en d'autres termes, quel est l'événement qui, par sa réalisation, donne ouverture aux droits de l'assuré et aux obligations corrélatives de l'assureur.

(1) Georgii, *Die Haftpflichtversicherung im Entwurf eines Gesetzes über den Versicherungsvertrag* (Stuttgart, 1904); J. Gierke, *Die Haftpflichtversicherung und ihre Zukunft*, dans la *Zeitschrift für das gesamte Handelsrecht und Konkursrecht*, begründet von Goldschmidt, t. LX, p. 1 et suiv.; Conradt, *Das juristische Wesen der Haftpflichtversicherung* (dissertation), 1907.

SECTION I. — Exposé de la doctrine courante.

Nous avons déjà eu l'occasion de montrer que l'on considère que l'assurance-responsabilité n'a d'autre objet que celui de « couvrir l'assuré contre la dépense que lui imposerait le payement des dommages-intérêts mis à sa charge ».

« Pour que l'assureur soit tenu, dit l'Association française des assurances sociales dans les motifs qu'elle ajoute à l'article 1 de son projet sur l'assurance-responsabilité (1), il faut, bien entendu, qu'il soit survenu un fait dommageable.

« Cela ne suffit pas, il faut en outre que ce fait oblige l'assuré à réparation, soit en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil, soit en vertu d'un des nombreux textes, qui peuvent créer à sa charge une responsabilité. » Par conséquent, dans l'opinion pleine d'autorité de la docte association, si la responsabilité de l'assuré n'est pas légalement engagée, l'assureur n'a pas à intervenir; il n'y a pas, dans ce cas, un risque qu'il aurait assumé; il n'y a pas de sinistre.

Le risque, dans cette opinion, se réalise par la *naissance, au profit d'un tiers, d'après les règles de la loi positive, d'une créance en dommages-intérêts*

(1) V. ce projet dans l'appendice.

contre l'assuré, et d'une obligation corrélatrice à la charge de l'assuré de réparer le dommage causé. Or, au point de vue juridique, peu importe le moment où l'assuré est poursuivi par la victime du dommage; peu importe aussi le moment où la prétention de la victime sera définitivement établie, amiablement ou par jugement passé en force de chose jugée; peu importe encore le moment où l'assuré, en exécution du règlement amiable ou du jugement, a payé à la victime la somme convenue ou établie par le jugement : toutes ces considérations sont indifférentes pour établir le moment où est née l'obligation pour l'assuré de réparer le dommage causé et, par conséquent, pour déterminer le moment de la réalisation du risque. L'obligation pour l'assuré de réparer le dommage causé et la créance corrélatrice ont pris naissance au moment même où ce dommage s'est produit. Or, comme le risque, dans cette opinion, se réalise par la naissance de l'obligation de l'assuré, il se produit en même temps que lui (le dommage) et, par conséquent, au moment où ce dommage a été causé.

Les auteurs qui professent cette opinion ont été amenés à l'embrasser, surtout par la comparaison avec les autres branches d'assurances-dommages, où le risque se réalise au même moment que le dommage lui-même. Dans les assurances-dommages, (comme, par exemple, l'assurance contre l'incendie ou

la grêle, ou la mortalité des animaux, ou les risques du transport), au moment même où le dommage, que l'assurance est destinée à réparer, s'est produit (l'incendie, la grêle, la mort du bétail assuré, etc.), au même moment s'est réalisé le risque, le sinistre, et l'assuré a droit à réparation. En sorte que, pour toutes ces sortes d'assurances, il n'y avait pas à se tromper, et, en effet, il n'y a pas eu difficulté à cet égard.

La conséquence logique de cette théorie, qui n'aperçoit le risque dans les assurances-responsabilité que dans la réalisation de l'obligation légale pour l'assuré de réparer le dommage causé, est que l'assureur n'est obligé à rien, si les attaques dirigées par des tiers contre l'assuré ne sont pas légalement fondées : aucune obligation n'est légalement née à la charge de l'assuré. Au point de vue pratique, cela revient à dire que si, pour se défendre contre un recours mal fondé, l'assuré a été obligé de faire des frais judiciaires ou extra-judiciaires, qu'il ne peut pas récupérer sur son adversaire insolvable, il n'a pas le droit d'en demander le remboursement à l'assureur. Il n'y a pas eu de sinistre; par conséquent, point de couverture due par l'assureur. Mais les auteurs qui raisonnaient ainsi n'ont pas manqué de voir que la conclusion à laquelle ils arrivaient était en contradiction avec la pratique courante; que les polices d'assurances, bien que n'étant pas tou-

jours très claires à cet égard, couvrent l'assuré même contre ces frais occasionnés par une réclamation mal fondée.

Il y a là un fait tout à fait remarquable. Il est certain que les assureurs supportent les frais occasionnés par la défense contre une prétention mal fondée. Aucune compagnie, si processive soit-elle, n'a jamais dénié ce droit de l'assuré au remboursement de ces frais (1). D'ailleurs, en pratique, il n'y a pas lieu à remboursement. L'assureur se charge habituellement de la défense, et alors c'est lui-même qui fait les frais. Or, quoique cet obligation de l'assureur soit certaine, qu'elle n'ait jamais été contestée, les polices n'en font pas une mention catégorique, expresse.

Si un assureur voulait contester ce droit de l'assuré d'être couvert même contre les frais occasionnés par une réclamation mal fondée, cette contestation se produirait pratiquement sous la forme d'une *actio indebiti*. L'assureur croyant que la responsabilité de son assuré est engagée, croyant, par conséquent, devoir prendre son fait et cause, a exposé des frais à cette occasion ; mais l'issue du procès a démontré son erreur : la responsabilité de l'assuré n'était pas engagée, par conséquent le risque ne s'était pas réalisé.

(1) Voir cependant un arrêt de la cour de Lyon, du 30 janv. 1874 (D. P. 1875. 2. 30), reproduit *infra*, p. 183.

Or, une pareille action en répétition ne s'est jamais produite, à notre connaissance. Et comment pouvait-elle se produire? L'assureur a tout intérêt à faire cause commune avec l'assuré contre le tiers lésé. L'assuré, s'il devait supporter personnellement les frais d'un recours mal fondé, aurait tout intérêt à se voir déclaré responsable par le jugement à intervenir, au moins toutes les fois que le dommage ne dépasse pas la somme assurée, le maximum de garantie promis par l'assureur. Il s'érigerait donc en partenaire du tiers lésé et adversaire de son assureur. Ce dernier risquerait donc, par un pareil système, de payer non seulement les frais exposés qui resteraient définitivement à sa charge, mais aussi ceux du tiers lésé et surtout l'indemnité qui lui serait allouée. Les polices garantissent expressément tous frais judiciaires et extra-judiciaires qui s'ajoutent aux indemnités à payer par l'assuré (1). Pour avoir voulu éviter une

(1) La question qui soulève des difficultés, en pratique, concerne l'imputation des frais sur le montant de la somme assurée.

Les assureurs ont émis la prétention exorbitante de défalquer les frais de la somme à payer au tiers lésé. Mais la jurisprudence a décidé qu'ils ne doivent rester à la charge de l'assuré que dans la mesure où, ajoutés à l'indemnité allouée au tiers lésé, ils dépasseraient le capital assuré (*Sic.* : Paris, 23 juillet 1872, D. P. 74. 2. 72; Grenoble, 15 mai 1894, D. P. 94. 2. 495; Bordeaux, 24 mars 1895, D. P. 97. 2. 256; et Trib. civ. de Nancy, 13 nov. 1899, D. P. 1900. 2. 184).

On a tenté de faire supporter par l'assureur les frais, même au delà de la somme assurée; mais la Cour de Nancy (6 juill. 1907,

dépense relativement minime, il risquerait de payer de très fortes sommes, dans des cas où, avec le concours ou sans la fraude de l'assuré, il aurait pu s'en décharger.

Si cette obligation n'est pas formulée en toutes lettres dans les polices, c'est peut-être parce que cet intérêt n'est pas apparu dans toute son intensité aux premiers rédacteurs de polices. Mais il allait de l'intérêt de l'assureur lui-même d'assumer cette charge.

Pour expliquer cette pratique des assurances, les partisans de la doctrine commune ont imaginé de dire qu'il y avait là des frais de sauvetage, faits dans l'intérêt de l'assureur, que celui-ci devait rembourser. Mais comme le remarque très bien M. Gierke (1),

D. P. 1907. 2. 354) a répondu négativement. Cependant, si cette solution s'explique en fait, en présence des conditions générales des polices, elle n'est pas à approuver *de lege ferenda*.

L'espèce sur laquelle a décidé la Cour de Nancy montre les abus auxquels ce règlement des frais peut donner naissance de la part de l'assureur. En effet, supposons que la somme assurée s'élève à 5 000 francs, et que la victime réclame ce chiffre de 5 000 ou plus; il n'est pas douteux que, dans cette hypothèse, la compagnie ne plaide, n'ayant rien à risquer; car, si l'assuré est condamné à une somme supérieure à 5 000 francs, il paiera lui-même le supplément. Si, au contraire, la condamnation est inférieure à 5 000 francs, la compagnie seule bénéficiera de la différence. Voir aussi, dans D. P. 1904. 2. 223, un arrêt très intéressant de la Cour de Rennes, en date du 5 mars 1903, qui montre à quels dangers s'expose parfois l'assuré en abandonnant à l'assureur la défense de ses intérêts, qui ne se confondent pas toujours avec ceux de la compagnie d'assurance. (Cf. § 150, alinéa 2, de la loi allemande sur le contrat d'assurance.)

(1) *Op. cit.*, p. 23.

pour qu'il s'agisse de frais de sauvetage, il faut que le sinistre se soit produit.

Or, dans l'opinion de ces auteurs, dans l'hypothèse que nous envisageons d'une réclamation légalement mal fondée, il n'y a pas eu de risque réalisé, pas de sinistre.

Une autre conséquence de cette même théorie, qui considère comme seul objet de l'assurance-responsabilité la garantie contre une réclamation légalement fondée, est la suivante : Tant que la question juridique de savoir si la responsabilité de l'assuré est légalement engagée, n'est pas tranchée d'une façon définitive, l'assuré ne peut rien réclamer à l'assureur. Par conséquent, celui-ci n'est pas obligé d'intervenir et de prendre son fait et cause dans le différend judiciaire ou amiable destiné précisément à établir le bien ou le mal fondé des prétentions du tiers. Or, ici encore, la conséquence à laquelle arrivent les partisans de ce système est en contradiction avec les clauses des polices, qui imposent à l'assureur l'obligation de prendre, sans distinction, le fait et cause de l'assuré. Il n'y a pas là, suivant la juste interprétation donnée aux clauses des polices, une simple faculté pour l'assureur, mais une véritable obligation (1).

(1) La jurisprudence française a eu quelquefois l'occasion de sanctionner par des dommages-intérêts, au profit de l'assuré, l'obligation de l'assureur de prendre le fait et cause de l'assuré.

« Attendu, dit la Cour de Chambéry, dans un arrêt du 16 déc. 1893

**SECTION II. — Exposé du système du projet
de l'Association française des assurances sociales.**

En France, l'*Association française des assurances sociales*, par la définition qu'elle donne à l'assurance-responsabilité et que nous avons reproduite dans les premières pages de ce livre, se rattache à la doctrine courante. Dans l'article 1^{er} du titre qu'elle propose d'ajouter au projet gouvernemental relatif au contrat d'assurance, elle dit que l'assurance-responsabilité est destinée « à garantir l'assuré contre les réclamations pécuniaires des tiers, au regard desquels la responsabilité de cet assuré se trouve engagée ».

Pour l'*Association française des assurances sociales*, il ne peut donc pas y avoir de risque si la responsabilité de l'assuré n'est pas encourue, et, par

(D. P. 1901. 1. 457), que *la Zurich*, en violant son engagement, a contraint la dame Millioz (l'assurée) à suivre elle-même le procès, et l'a ainsi engagée dans des frais et des dépenses dont la police l'exonérait absolument ;

« Que cette manière d'agir, qui constitue un véritable dol civil, a causé à la veuve Millioz, et en sus des frais ordinaires d'instance, des dommages dont elle demande justement la réparation ;

« Qu'en conséquence, outre tous les frais exposés par celle-ci,... il y a lieu de lui accorder une indemnité. »

Voir dans le même sens un jugement du tribunal de commerce de la Seine, du 11 mars 1908, D. P. 1911. 1. 484 ; — Comp. Cour de Nîmes, 2 juill. 1895, Bonneville de Marsangy, *Jurisprudence générale des assurances terrestres*, 1882, suite de 1882 à 1905, par Simonin, 2^e partie, p. 434.

conséquent, « pour que l'assureur soit tenu de garantir l'assuré, il faut que le fait dommageable oblige l'assuré à réparation », s'explique-t-elle dans les motifs rapportés sous l'article 1^{er}. Il faut donc, comme l'exige la doctrine commune allemande, la naissance, à la charge de l'assuré, d'une obligation de réparer le dommage causé.

Mais l'*Association française des assurances sociales* voyait surgir une objection qu'on pourrait faire à la doctrine commune, objection qui n'a qu'une portée pratique minime, et que nous avons, pour cette raison, passée sous silence. Cependant, elle est la seule qui ait attiré l'attention de la savante Association.

Voici comment elle formule l'objection et le remède qu'elle propose pour y parer : « Quand, dit-elle, les diverses conditions énoncées à l'article précédent sont réunies (*quand la responsabilité de l'assuré se trouve légalement engagée*) (1), il ne s'en suit pas encore que l'assuré soit en droit de recourir contre l'assureur. Puisque l'assurance de responsabilité a pour objet de protéger l'assuré contre une réclamation du tiers lésé, *il faut que cette réclamation se soit produite*. Ce qui est à envisager ici, comme constituant le risque de cette assurance particulière, ce n'est pas le fait dommageable dont ce tiers a été victime ; le risque ne se réalise que si l'assuré est mis en demeure de réparer

(1) Les mots soulignés sont ajoutés par l'auteur.

le dommage qu'il a causé. S'il en était autrement, l'assuré réaliserait un bénéfice, en se faisant couvrir d'une prétendue dépense qu'il n'aurait pas subie. Ce serait contraire au principe... que l'assurance ne doit être qu'un contrat d'indemnité. »

Ces motifs lui suggèrent l'article 2 de son projet ainsi conçu : « L'assureur n'est tenu que si, à la suite de ce fait dommageable, une réclamation amiable ou judiciaire est faite à l'assuré par le tiers lésé. »

L'Association française des assurances sociales se sépare donc, à ce point de vue, de la doctrine commune en ce que, tout en maintenant la condition que la responsabilité de l'assuré soit encourue, elle y ajoute encore une condition pour que le sinistre soit réalisé : la réclamation de la part du tiers lésé.

Mais cette modification apportée à la doctrine commune n'atténue en rien la valeur des objections que nous avons formulées. Du moment que *L'Association française des assurances sociales* maintient, comme condition *sine qua non* de la réalisation du risque, la responsabilité de l'assuré légalement encourue, peu importe qu'elle y ajoute la condition que la réclamation du tiers lésé se soit produite.

Expliquons-nous. Les quelques règles spéciales à l'assurance-responsabilité que *L'Association française des assurances sociales* a élaborées (1) ne

(1) Voir ces textes en appendice, annexe I.

devaient pas rester isolées ; elles devaient être incorporées, sous un titre spécial (titre V), dans la future loi générale sur le contrat d'assurance. Ce titre ne devait donc contenir que les règles spéciales à l'assurance-responsabilité. Les dispositions générales contenues dans le titre I^{er} du projet gouvernemental, qu'elle s'approprie avec de légères modifications, devaient donc recevoir leur application à l'assurance-responsabilité, tant qu'il n'y est pas dérogé dans le titre spécial à cette branche d'assurances.

« Le projet, dit M. Lyon-Caen dans son rapport, qui est devenu l'exposé des motifs du projet gouvernemental (1), ne traite spécialement que des assurances contre l'incendie, des assurances sur la vie et des assurances contre les accidents ; mais il débute par un grand nombre de dispositions (40 articles) sur les assurances en général, c'est-à-dire destinées à régir toutes les assurances, quelque risque qu'elles aient pour objet, et même les assurances spéciales dont il est traité dans le projet, en tant qu'il n'y est pas dérogé pour celles-ci. »

Il faut donc nous référer à ces dispositions générales contenues dans le premier titre du projet.

Une fois cette règle d'interprétation posée, passons à son application.

N'y a-t-il pas un texte, parmi les dispositions du

(1) Voir p. 7 du rapport de M. Lyon-Caen (*Journal officiel*, 1904, Documents parlementaires, Chambre, annexe n° 1918).

titre I du projet gouvernemental, qui pourrait compléter les articles spéciaux à l'assurance-responsabilité, en permettant d'accorder à l'assuré les dépenses occasionnées par la défense contre une réclamation mal fondée?

Le seul texte qu'on pourrait faire intervenir est l'article 24 du premier projet gouvernemental, qui est devenu, sans aucune modification, l'article 21 du projet de l'*Association française des assurances sociales*.

« L'assureur, dit cet article, ne peut être tenu au delà de la somme assurée.

« Mais, dans la limite de cette somme, l'assureur est obligé de rembourser à l'assuré les dépenses faites pour atténuer le dommage *en cas de réalisation des risques*. Cette obligation existe pour l'assureur, indépendamment du résultat obtenu... »

Le texte n'impose-t-il pas à l'assureur l'obligation de rembourser à l'assuré les dépenses faites dans le but de se défendre contre une réclamation qui a été rejetée comme mal fondée?

Ce qui revient pratiquement à se demander si l'assureur, qui a pris le fait et cause de son assuré (1) et exposé des frais, doit les supporter définitivement, sans avoir le droit de les répéter contre l'assuré, même

(1) Les choses se passent ainsi en pratique, sauf des cas exceptionnels : tel un procès intenté contre l'assuré à l'étranger, où l'assureur n'a pas de représentant (V. un exemple dans Cass. ch. req. 23 janv. 1911, D. P. 1911. 4. 276).

quand la demande a été rejetée comme mal fondée. Ne faut-il pas, au contraire, lui accorder une action en répétition ?

En se basant exclusivement sur l'article 24 du projet gouvernemental, ci-dessus reproduit, on peut très bien soutenir la solution favorable à l'assuré. En effet, le texte met à la charge de l'assureur les dépenses faites pour atténuer le dommage. Or, par la défense contre la réclamation mal fondée, le dommage est certainement « atténué » ; il est même tout à fait écarté, quand celui qui demande des dommages-intérêts est solvable. S'il vient à être débouté de sa demande, il sera condamné aux dépens ; est-il insolvable, le dommage se réduira aux frais exposés ; mais on aura évité une condamnation qui en aurait, le plus souvent, de beaucoup dépassé le montant.

L'article 24 du projet ajoute « en cas de réalisation du risque ». C'est donc uniquement dans le cas où le risque s'est réalisé que l'assureur doit supporter les frais du procès.

La question revient donc à se demander quand on peut dire, dans une assurance-responsabilité, que le risque s'est réalisé ; car c'est seulement dans ce cas que l'article 24 recevra son application.

Le projet gouvernemental n'a pas réglementé spécialement l'assurance-responsabilité ; il laisse cette question pendante. Et nous allons voir qu'avec l'article 24 du projet gouvernemental, nous arrivons à

donner une solution conforme à la pratique qui met les dépens, dans tous les cas, à la charge de l'assureur. En effet, nous verrons bientôt que le risque, dans l'assurance-responsabilité, est réalisé par le fait qu'une réclamation judiciaire ou extra-judiciaire, fondée ou non, s'est produite, et non par la naissance, à la charge de l'assuré, de l'obligation légale de réparer le dommage causé, ou, comme le veut l'*Association française des assurances sociales*, par une réclamation légalement fondée.

Cette Association a cru devoir réglementer l'assurance-responsabilité, et, si on la suivait sur le terrain où elle s'est engagée, voici le résultat auquel on aboutirait : l'article 24 du projet gouvernemental, comme nous l'avons vu, dans la question qui nous intéresse, est irréprochable. En effet, en lui donnant une interprétation exacte, en ce qui concerne la réalisation du risque dans l'assurance-responsabilité, il satisfait aux exigences de la pratique et répond à la pratique constante des assurances. Si l'on combine, au contraire, ce texte avec les deux premiers articles du titre spécial aux assurances-responsabilité proposé par l'*Association française des assurances sociales*, — et c'est là la seule méthode exacte d'interprétation, — on arrive nécessairement à un résultat défavorable à l'assuré et contraire à la pratique courante des assurances.

Nous avons démontré, en effet, que des termes de ces deux articles et des motifs qui les accompagnent,

il résulte avec évidence que le risque, dans une assurance-responsabilité, ne se réalise que par une réclamation légalement fondée, dirigée contre l'assuré. Dès lors, en adoptant cette règle, l'article 24 du projet gouvernemental, devenu sans modification l'article 21 du projet de l'*Association française des assurances sociales*, ne permet plus de faire supporter par l'assureur les frais occasionnés par une demande mal fondée. Au contraire, il permettrait à l'assureur de répéter les frais exposés.

Cette solution est plus fâcheuse encore dans une loi qui se propose d'intervenir « pour protéger le faible contre le fort, l'assuré contre l'assureur ».

Nous espérons avoir amplement démontré que c'est à un résultat contraire qu'aboutissent les dispositions proposées par l'*Association française des assurances sociales*, et l'éminent rapporteur du projet gouvernemental était très bien inspiré quand il disait dans son rapport (1) :

« Par cela même que la variété des assurances terrestres est très grande et que cette variété s'accroît continuellement, une loi ne peut s'occuper même de toutes les assurances aujourd'hui connues. Du reste, beaucoup de ces assurances sont de date relativement récente, et il importe que la loi, *par des dispositions qui pourraient être contraires aux besoins de la pra-*

(1) Page 7 du rapport de M. Lyon-Caen.

tique encore mal établie, ne les gêne dans leur développement. Le législateur ne doit porter spécialement son attention que sur celles des assurances terrestres pratiquées depuis de longues années, parce que, pour elles, une expérience bien établie éclaire sur les règles à poser. Pour les autres, il est seulement utile d'édicter des règles générales, qui doivent être communes à toutes les assurances. »

SECTION III. — Exposé du système de la loi allemande sur le contrat d'assurance.

Le législateur allemand de 1908 se garde bien de donner une définition de l'assurance-responsabilité. En suivant la méthode adoptée déjà par les auteurs du nouveau Code civil allemand, il se borne, dans chaque branche d'assurances, à énumérer les droits et les obligations qui en dérivent. Cependant, dans les motifs, sous le paragraphe 149 (qui détermine une partie des obligations de l'assureur), après une courte introduction historique sur l'assurance-responsabilité, il s'exprime en ces termes : « L'assurance-responsabilité a pour objet de réparer le dommage qui advient à l'assuré par le fait qu'en vertu des dispositions de la loi positive, ... il devient responsable vis-à-vis d'un

tiers. » C'est donc à la doctrine commune qu'il se rallie. Mais il ne pouvait rester logique avec lui-même, car nous avons vu que les principales conséquences de cette doctrine se heurtaient à la réalité des choses, aux clauses des polices. Il ne pouvait donc pas, pour rester logique, priver les assurés d'un avantage constant, qui leur est reconnu par tous les assureurs : il devait énumérer, parmi les obligations de l'assureur contre les recours en responsabilité, celle de supporter les frais d'une demande, même mal fondée. C'est ce qu'il a fait dans le paragraphe 150, où il est dit que : « L'assurance comprend les frais judiciaires et extra-judiciaires exposés pour défendre à une réclamation formulée par un tiers... Il en est de même lorsque la réclamation est rejetée comme mal fondée. »

Si donc, au point de vue théorique, il s'en tient à la doctrine commune, comme le projet de l'Association française des assurances sociales, contrairement à celui-ci, il évite, dans des termes exprès, les conséquences fâcheuses qu'on pouvait en tirer contre l'assuré. Pour justifier la disposition du paragraphe 150, qui met à la charge de l'assureur même les frais occasionnés par la défense contre une réclamation qui est rejetée comme mal fondée, il ajoute : « Comme l'assuré est menacé d'être obligé de faire des frais pour se défendre contre une prétention mal fondée, l'assureur est tenu de le couvrir aussi dans ce cas.

Ceci constitue encore un risque que l'assurance-responsabilité doit couvrir. »

Comme il avait adopté, dans les motifs dont nous avons cité plus haut quelques passages, la thèse commune sur le risque dans l'assurance-responsabilité, il ne pouvait plus se contenter des dispositions générales relatives aux frais de sauvetage, contenues dans les paragraphes 62 et 63. Ces textes, en effet, qui s'appliquent, par la place que leur a donnée le législateur allemand, à toutes les assurances-dommages dans lesquelles, à tort ou à raison, la loi allemande fait entrer l'assurance-responsabilité, exigent que le risque se soit réalisé pour que les frais de sauvetage, dans l'espèce les frais exposés pour la défense, soient exigibles.

S'il s'en était tenu à ces deux paragraphes, le législateur allemand aurait abouti au même résultat fâcheux, qui, ainsi que nous l'avons démontré, résulte du projet de l'Association française des assurances sociales.

Pour éviter cette conclusion qu'on pouvait tirer de sa théorie sur le risque dans l'assurance-responsabilité, il consacre, par une disposition expresse, l'obligation de l'assureur de supporter les frais d'une demande mal fondée.

Cependant, une pareille disposition devient inutile si on adopte comme risque, dans l'assurance-responsabilité, une réclamation quelconque, fondée ou non, qui tend à la réparation du dommage causé.

Il y a là encore une preuve de l'insuffisance de la théorie que le législateur allemand a cru devoir adopter en ce qui concerne le risque.

*
* *

Ce n'est pas tout. Voici une nouvelle disposition qui prouve l'insuffisance de son système.

Ce qui caractérise le sinistre, dans toutes les assurances sans exception, c'est l'obligation pour l'assuré d'en prévenir l'assureur dans un délai fixé par les polices. Or, si le risque dans l'assurance-responsabilité se réalise au moment où le dommage est causé au tiers, c'est à partir de ce moment que doit commencer à courir le délai pendant lequel avis en doit être donné à l'assureur.

Cependant, par une nouvelle inconséquence qui montre que le point de départ est faux, le législateur allemand décide, dans le paragraphe 153, que le délai pour donner avis du sinistre, délai qui est fixé par la loi à une semaine, commence à courir à partir du moment où le tiers fait valoir sa réclamation contre le preneur d'assurance et non pas à partir du moment où le dommage a été causé.

Il s'aperçoit bien de l'inconséquence de cette décision relative au point de départ du délai, dans son système, et, pour la justifier, il est obligé de dire qu'il

fait là une concession à l'assuré sans qu'il en coûte rien à l'assureur :

« Conformément au paragraphe 33, dit le législateur allemand dans les motifs, sous le paragraphe 153, l'assuré doit, après la réalisation du risque, en informer l'assureur, dès qu'il en a eu connaissance. Conformément à ce texte, l'assuré, dans l'assurance-responsabilité, serait obligé d'informer son assureur dès qu'il a eu connaissance de la naissance à sa charge d'une obligation de réparer un dommage assuré par la police, ou si une pareille obligation n'est pas née, mais que cependant, poursuivi, il est obligé de faire des frais pour se défendre, il devrait aussi, dès qu'il est attaqué, en informer l'assureur. Mais cette obligation de l'assuré peut, sans inconvénient pour l'assureur, être de beaucoup adoucie. Tant que l'assuré n'est pas poursuivi, l'assureur n'a pas intérêt à être informé qu'une obligation de réparer le dommage causé est née à la charge de l'assuré...

« En considération de cette raison, le paragraphe 153 décide que le délai ne commence qu'à partir du moment où l'assuré est atteint par un recours du tiers. »

Nous allons voir que, dans la théorie que nous allons proposer, et qui voit la réalisation du sinistre précisément dans l'attaque dirigée contre l'assuré par le tiers victime, réelle ou prétendue telle, la décision précitée du paragraphe 153 en découle comme une

conséquence naturelle et n'est pas, comme sont obligés de dire les motifs de la loi allemande, une concession faite à l'assuré.

SECTION IV. — Essai d'une théorie nouvelle.

Après avoir examiné la doctrine commune et ses inconséquences, demandons-nous quel est le sinistre dans l'assurance-responsabilité, si, comme nous l'avons démontré, celui-ci ne se réalise pas du même coup et par le fait du dommage causé par l'assuré au tiers.

Les auteurs qui prétendent qu'une obligation doit être née à la charge de l'assuré pour que le sinistre soit réalisé n'ont pas suffisamment envisagé le but pratique auquel correspond l'assurance. Ils sont restés dans le domaine de la spéculation, sans s'inspirer assez du monde des réalités. En effet, le dommage contre lequel l'assuré veut être garanti ne se réalise économiquement que par l'attaque dirigée par le tiers contre l'assuré. Et alors de deux choses l'une : ou bien l'attaque est fondée, et l'assurance relève matériellement l'assuré de la responsabilité encourue ; ou bien elle ne l'est pas, et, dans ce cas encore, l'assuré a droit à la réparation du dommage causé par les frais auxquels il a dû faire face pour se défendre.

Dans les deux cas, comme nous allons le voir, il a le droit d'être assisté par l'assureur contre les prétentions du tiers.

Économiquement au moins, le dommage contre lequel on veut être couvert par une assurance-responsabilité ne se réalise que par la tentative faite par un tiers de récupérer sur l'assuré un dommage qui lui est advenu.

En adoptant comme sinistre, dans l'assurance-responsabilité, l'attaque (judiciaire ou extra-judiciaire, fondée ou non) dirigée contre l'assuré (ce qu'en Allemagne on a très justement appelé la *causa proxima*, en l'opposant au fait dommageable ou *causa remota*), nous écartons toutes les inconséquences que nous avons signalées.

Dans le système que nous venons de proposer, ce n'est plus nécessairement la *valorification* contre l'assuré d'une prétention légalement fondée, qui donne ouverture aux droits de ce dernier contre l'assureur. Une prétention, même mal fondée, dirigée contre l'assuré, constitue le sinistre et oblige, en conséquence, l'assureur à rembourser les frais judiciaires ou extra-judiciaires, occasionnés par la défense.

En outre, si, par une clause de la police, il s'est obligé de prendre le fait et cause de l'assuré, en cas de réalisation du sinistre, ce n'est pas seulement quand la réclamation est fondée que l'assureur doit

satisfaire à son obligation, mais dans tous les cas où une réclamation est dirigée contre l'assuré (1).

(1) Nous avons déjà démontré que ces points ne font pas de doute en pratique. Nous pouvons encore ajouter une considération qui s'opposerait à l'adoption du système contraire.

Si l'assureur n'était obligé d'intervenir que dans les cas où la responsabilité de l'assuré est engagée, son intervention (ce mot n'est pas pris dans son sens technique) dans le procès intenté à l'assuré par un tiers, préjugerait la solution de ce procès : par son intervention, il avouerait tacitement la responsabilité légale de l'assuré.

D'ailleurs, l'assureur ne peut pas rester indifférent, même vis-à-vis d'une réclamation qui serait évidemment mal fondée.

La question de fait est trop mêlée à la question de droit pour qu'on puisse toujours prévoir la solution du procès ; puis, une collusion frauduleuse entre l'assuré et le tiers est ici des plus dangereuses.

Voilà plus qu'il en faut pour démontrer qu'une solution opposée serait pratiquement impossible et contraire tant à l'intérêt de l'assuré qu'à celui de l'assureur.

Si parfois il arrive que l'assureur ne prend pas le fait et cause de son assuré, c'est qu'il croit pouvoir invoquer contre lui une déchéance et craint que son intervention ne soit pas interprétée, après coup, comme une renonciation à cette déchéance, surtout lorsqu'il a connu, au moment de son intervention, la cause de déchéance (Voir, par exemple, Lyon, 17 février 1882, D. P. 1883. 2. 91 ; Grenoble, 10 mai 1899, D. P. 1899. 2. 427 et 4 janv. 1910, D. P. 1912. 2. 12).

Souvent aussi les tribunaux se refusent à voir une renonciation dans l'intervention de l'assureur (dans ce sens : Grenoble, 12 avr. 1886, D. P. 1886. 2. 270 ; Paris, 22 janv. 1887, D. P. 1888. 2. 100 ; et Grenoble, 5 févr. 1907, D. P. 1912. 2. 12).

L'assureur s'aperçoit quelquefois de la déchéance par le débat judiciaire en première instance entre l'assuré et le tiers lésé. Dans ce cas, il se refuse à continuer à prendre le fait et cause de son assuré dans l'instance d'appel (Voir une pareille espèce dans l'arrêt de la Cour de Paris du 22 janv. 1887, D. P. 1888. 2. 100).

*
* *

La conséquence de notre théorie, c'est qu'il peut y avoir responsabilité encourue sans sinistre, et, réciproquement, il peut y avoir sinistre sans qu'il y ait responsabilité encourue (1).

Il peut y avoir, avons-nous dit, responsabilité encourue sans qu'il y ait cependant de sinistre, comme par exemple dans les cas assez fréquents où le droit à la réparation n'est pas *valorifié*, soit par négligence, soit par ignorance, etc. Dans ces cas, les partisans de la doctrine commune sont eux-mêmes obligés de reconnaître que l'assuré n'a aucun droit contre l'assureur. Cependant, suivant leur doctrine, le risque s'est réalisé, et la conséquence nécessaire, de par la définition même du sinistre, devrait être l'ouverture du droit de l'assuré (2). Mais ils ne pouvaient pas aller jusque-là, parce que cette conclusion se heurtait à un

(1) Georgii, *op. cit.*, p. 16. L'objection qui y est faite par M. Gierke (*op. cit.*, p. 33, note 91) ne nous paraît pas fondée.

(2) Il en serait autrement, à notre avis, dans le cas d'une renonciation, en connaissance de cause de la part de la victime, à tout recours, renonciation faite *intuitu personæ*, dans l'intention de gratifier l'assuré, en le libérant de l'obligation de réparer le dommage causé. L'assureur ne peut pas avoir la prétention de profiter d'une donation faite à l'assuré. A ce point de vue, la formule adoptée par l'Association française des assurances sociales dans l'article 2 nous paraît trop absolue.

Pour le cas de remise concordataire, voir Civ. cass. 30 oct. 1906, D. P. 1908. 1. 265.

principe qui leur est plus familier, parce qu'il domine, comme règle d'ordre public, toutes les assurances-dommages : l'assurance est et ne peut être qu'un contrat d'indemnité. L'assurance n'est pas un jeu ou un pari ; elle ne doit pas mettre l'assuré, après la réalisation du risque, dans une situation meilleure que si le risque ne s'était pas produit.

C'est cette considération qui a déterminé l'Association française des assurances sociales à édicter l'article 2 de son projet : « L'assureur n'est tenu que si, à la suite de ce fait dommageable, une réclamation amiable ou judiciaire est faite à l'assuré par le tiers lésé. »

*
* *

Suivant notre théorie, qui voit la réalisation du risque dans l'attaque dirigée contre l'assuré, de même qu'il peut y avoir responsabilité encourue sans sinistre, de même il peut y avoir aussi sinistre sans qu'il y ait de responsabilité encourue.

Il suffit de songer au cas où l'assureur est poursuivi (le risque s'est donc réalisé), et où la demande en dommages-intérêts est rejetée comme mal fondée.

Suivant la doctrine courante allemande, qui, sur ce point, se trouve d'accord avec l'Association française des assurances sociales, en pareil cas il ne peut pas y avoir de sinistre, parce qu'il est maintenant avéré que la responsabilité de l'assuré n'était pas légalement engagée.

Mais, ainsi que nous l'avons déjà montré, en pratique, la question n'est pas douteuse : les assureurs payent les frais exposés pour défendre contre une demande mal fondée et prennent le fait et cause de l'assuré, sans distinguer si la demande du tiers est fondée ou non.

A cette objection, tirée de la pratique des assurances, la doctrine commune allemande répond : Ce n'est que justice ! Ces frais sont faits dans l'intérêt de l'assureur, qui doit définitivement supporter la condamnation.

Mais cette réponse n'est exacte que dans les cas où l'assureur n'a pas limité sa garantie. C'est seulement en pareil cas que l'assuré sait d'avance que, quoi qu'il advienne du procès intenté contre lui par le tiers, l'assureur doit le relever de la condamnation, à quelque chiffre qu'elle s'élève. Or, à notre connaissance, cette garantie illimitée n'est presque jamais accordée en France. Les assureurs français limitent toujours leur garantie à une somme maxima. Ils n'accordent une garantie illimitée que dans les cas régis par la loi du 9 avril 1898 ; mais alors leur engagement est limité par la loi, qui fixe des indemnités forfaitaires, en prenant pour base les salaires. On peut donc dire qu'en France, les assureurs limitent toujours leur garantie (1).

(1) Pour les raisons indiquées au texte, nous croyons que la déci-

En Allemagne, les assureurs sont plus hardis et accordent quelquefois une garantie illimitée. Toutefois, il n'y a pas encore là une règle générale (1).

Dans beaucoup d'hypothèses donc, même en Allemagne, la défense est faite aussi dans l'intérêt de l'assuré, qui peut être condamné à une somme dépassant la somme assurée. De même, l'assureur oblige souvent l'assuré de rester son propre assureur dans une proportion déterminée. Il n'accepte à le garantir que pour les trois quarts, par exemple; pour le quart restant, il l'oblige de rester son propre assuré. Ceci pour ne pas endormir la vigilance de l'assuré (2).

Or, dans tous ces cas, l'assuré est tout aussi intéressé à la solution du procès que l'assureur, et les frais exposés ne le sont pas dans l'intérêt exclusif de ce dernier.

Dans des cas pareils, la justification donnée par la doctrine commune allemande de l'obligation de l'assureur de supporter les frais occasionnés par une demande mal fondée ne porte pas.

sion de la Cour de cassation du 18 mars 1912 (D. P. 1913. 1. 62, S. 1913. 1. 430), est contestable. Les juges du fait, pour ne pas avoir compris les raisons techniques de la clause sur laquelle portait le débat, l'ont mal interprétée.

(1) Voir à cet égard : Alfred Manes, *Die Haftpflichtversicherung*, p. 125 et suiv.; Georgii, *Die Haftpflichtversicherung*, p. 3 et 27; Gierke, *Die Haftpflichtversicherung*, p. 40 et suiv., et les motifs de la loi allemande sur le contrat d'assurance de 1908, sous les §§ 149 et 150.

(2) Voir une application intéressante dans l'arrêt de la Cour de Montpellier du 12 mars 1912 (D. P. 1912. 2. 249).

Avec notre système, au contraire, l'explication coule de source : le risque est réalisé et, en conséquence, oblige l'assureur à la garantie, qui, lorsque la réclamation est mal fondée, se limite aux frais exposés.

En résumé, le risque ne se réalise dans l'assurance-responsabilité, ni par le fait dommageable causé au tiers (*causa remota*), fait qui, engageant la responsabilité de l'assuré, fait naître à sa charge une obligation, comme le croit la doctrine communément admise en Allemagne, ni par la mise en demeure de l'assuré de réparer un dommage dont il est légalement responsable, comme le croit l'Association française des assurances sociales.

Le risque se réalise par la mise en demeure, au sens le plus large du mot, de l'assuré de réparer le dommage; peu importe que la responsabilité de celui-ci soit encourue ou non, peu importe que cette question juridique de la responsabilité de l'assuré soit certaine ou douteuse. « Avec la réalisation du fait dommageable, comme le dit M. Georgii, même si la responsabilité de l'assuré est engagée, il n'existe encore que la possibilité du sinistre. » Mais nous ne pouvons plus l'approuver quand il dit : « Le sinistre se réalise au moment où l'assuré a besoin de son assureur et où, appelé par ce dernier, il entre en action (1). »

(1) *Op. cit.*, p. 21.

Avec M. Conradt (1), nous croyons que l'entrée en scène de l'assureur n'est pas nécessaire pour la détermination du moment où se place la réalisation du risque.

SECTION V. — Jurisprudence française.

Voyons maintenant quel appui trouve dans les arrêts la doctrine concernant le risque dans l'assurance-responsabilité.

Nous n'analyserons que les quelques arrêts qui se rattachent directement à notre question et la tranchent en termes exprès, en nous gardant bien de faire dire aux arrêts ce qu'ils ne disent pas.

Les arrêts dits de principe, à notre point de vue, n'en restent pas moins, dans une certaine mesure, des arrêts d'espèce. Les magistrats n'ont pas à élaborer des systèmes dans leurs décisions; on leur demande uniquement de trancher le différend qui leur est soumis. Et, comme le dit franchement M. Labbé dans une de ses notes au Sirey (2), « dans la construction d'une théorie avec les décisions toujours spéciales et

(1) *Das juristische Wesen der Haftpflichtversicherung* (Magdeburg, 1907).

(2) 1877. 1. 394.

les raisonnements de quelques arrêts, il y a quelque chose de téméraire. »

*
* *

Notre question se trouve tranchée dans les motifs des premiers arrêts qui sont intervenus sur la question de savoir si le bailleur a un droit exclusif, à l'encontre des autres créanciers du locataire, sur l'indemnité d'assurance due par l'assureur du risque locatif.

Cette question a été tranchée en faveur du bailleur par la loi du 19 février 1889. Mais, avant cette loi, pour faire accorder au bailleur un droit de préférence sur l'indemnité d'assurance, on invoquait, entre autres arguments, le suivant : La créance du locataire contre son assureur est soumise à la condition que celui-là soit poursuivi par son propriétaire. C'est donc le propriétaire qui, par l'exercice de son recours contre le locataire, fait naître, au profit de ce dernier, l'action contre son assureur.

Les tribunaux, tout en n'admettant pas la conclusion, étaient ainsi amenés à se prononcer sur la justesse des prémisses qui portent directement sur notre question.

« Considérant, dit la Cour de Lyon dans son arrêt du 27 décembre 1861 (1), qu'à la vérité le droit du

(1) D. P. 1862. 2. 115.

locataire à l'indemnité pour les risques du recours que peut diriger contre lui le propriétaire, conformément à l'article 1734 du Code Napoléon, est subordonné en fait à l'exercice de ce recours; — Mais que c'est tirer de ces prémisses une conclusion exorbitante et illégitime que d'en inférer... que le locataire ait entendu subroger, dans l'exercice de son droit, le propriétaire; — *Considérant, en effet, que, si le locataire assuré ne peut agir contre l'assureur que lorsque lui-même a à se défendre contre le recours exercé par le propriétaire*, cette dernière circonstance ne fait que marquer la condition à laquelle est subordonné le droit de l'assuré à réclamer le paiement de l'indemnité; — Qu'il suit uniquement de là que le *droit du locataire assuré est conditionnel dans sa nature et son exercice... »*

« Attendu, dit de son côté, la Cour de Dijon dans son arrêt du 2 décembre 1869 (1) et dans une espèce pareille, que E. et sa sœur, en souscrivant l'assurance des risques locatifs, avaient l'intention unique de se mettre à l'abri des éventualités de l'avenir et de se protéger contre la responsabilité écrite dans l'article 1733 du Code Napoléon; — Attendu que l'acte porte que c'est pour garantir les locataires du recours que le propriétaire pourrait exercer contre eux;... — Attendu que la conséquence nécessaire de cette situation était

(1) D. P. 1870. 2. 145.

sans doute d'arrêter le locataire tant que le propriétaire ne produirait pas sa réclamation, parce que la garantie n'est qu'une défense à une attaque dont on est l'objet... »

..

Une autre espèce qui a donné aux tribunaux l'occasion de se prononcer sur la question du risque dans l'assurance-responsabilité est la suivante :

L'assuré est déclaré en état de faillite ; le tiers lésé vient, en principe, au marc le franc avec les autres créanciers de la faillite pour sa créance en dommages-intérêts. L'assureur, voulant profiter de cette situation, propose aux tiers la convention suivante : au lieu d'un dividende de 50 %, par exemple, qu'il obtiendrait comme créancier de la faillite, il lui offre 70 %. Le résultat de cette convention est que l'assureur gagne le restant de 30 %, qui, autrement, tomberait dans la masse et profiterait aux créanciers de l'assuré. C'est pourquoi ces derniers ont cherché à faire déclarer nulle vis-à-vis de l'assuré une pareille transaction, et à obliger l'assureur à verser la somme à la masse.

Malheureusement, les principes imposent la validité de cette opération, dont les assureurs tirent un profit illégitime. Une loi récente, du 28 mai 1913, « créant un privilège au profit de la victime d'un accident sur l'indemnité d'assurance due à l'auteur de l'accident, assuré pour couvrir sa responsabilité, » a enlevé aux assureurs l'occasion d'un pareil marchandage.

Dans une espèce de ce genre, la Cour de Nancy, dans son arrêt du 20 mars 1875 (1), un des premiers sur la question, a été amenée à se poser la question du risque dans l'assurance-responsabilité. L'arrêt est très bien motivé et se réfère aussi à une assurance contre le risque locatif.

Aux prétentions du syndic de la faillite de l'assuré, qui prétendait avoir droit à l'indemnité d'assurance, quoique le tiers ait déclaré renoncer à tout recours, à la suite d'une transaction avec l'assureur, la Cour répond en ces termes :

« Attendu en fait... qu'il s'agit d'apprécier ces prétentions et de décider si l'indemnité due à raison du recours du propriétaire peut être exigée en l'absence de ce recours.

« Attendu, en droit, que le locataire qui s'est fait assurer contre les risques locatifs n'a pas, par le seul fait de l'incendie, une action déjà née pour contraindre l'assureur à lui payer une somme représentative du dommage causé à l'immeuble ; — qu'en effet, une action récursoire ou en indemnité ne saurait être intentée à raison d'un préjudice simplement possible et qui, pouvant par conséquent ne pas avoir lieu, n'est pas encore à réparer ; que cette action ne peut se fonder que sur un préjudice réel rendu constant et certain,

(1) Le pourvoi formé contre cet arrêt a été rejeté par un arrêt de la chambre civile du 5 févr. 1878 (D. P. 79. 1. 161).

soit par le paiement d'une somme, soit par une condamnation judiciaire, soit par un acquiescement ou consentement du débiteur équivalant à une condamnation; que jusque-là l'obligation de l'assureur reste conditionnelle. »

La Cour n'avait à examiner que le cas où le débat porte seulement sur l'indemnité à payer aux tiers. Elle n'avait pas à se prononcer sur les conditions d'exigibilité des autres obligations éventuelles de l'assureur : obligation de prendre le fait et cause de l'assuré, de supporter, dans tous les cas, les frais du procès, etc. (En l'espèce, le tiers avait renoncé à tout recours.) Or, toutes les conditions qu'elle met à l'exigibilité de l'indemnité à payer au tiers lésé : paiement, condamnation, acquiescement, etc., impliquent que la réclamation du tiers s'est déjà produite.

Il s'est présenté, dans une autre espèce, qu'un assuré s'avisa un jour, en dehors de toute faillite, de prétendre que l'assureur n'est pas en droit de payer directement au tiers lésé et que, s'il l'a désintéressé et a obtenu de lui la renonciation à tout recours, il a mal payé. Mais l'assureur lui répondit qu'il ne pouvait rien lui réclamer tant qu'il n'était pas poursuivi. Or, en l'espèce, le tiers ne poursuivait pas, et la Cour de Paris, par arrêt du 10 mars 1871 (1), donna raison à la compagnie.

(1) D. P. 79. 1. 161, sous l'arrêt de cassat, du 5 févr. 1873.

« Considérant, dit la Cour, qu'en matière de risque locatif, le contrat d'assurance ne confère pas au locataire une créance directe (*sic*) (1) de somme contre la compagnie d'assurances ; — que l'assureur ne doit à l'assuré que la garantie du recours du propriétaire ;... que, là où le propriétaire ne réclame plus rien pour dommage causé à l'immeuble par le sinistre, le locataire, à son tour, ne peut rien répéter (*sic*) contre son garant (2). »

Les développements qui précèdent démontrent surabondamment que la jurisprudence est conforme à notre doctrine.

Il reste cependant à élucider une question spéciale qui n'a pas été envisagée par les arrêts précités, et qui est la suivante : Qui doit supporter les frais occasionnés par une demande *mal fondée* ? En d'autres termes (pour la mieux préciser en la rattachant à la question plus générale du risque dans l'assurance-responsabilité), peut-on dire, en cas d'une semblable récla-

(1) La Cour veut dire « pure et simple ».

(2) Cependant cette faculté qu'a l'assureur de se libérer entre les mains du tiers n'est pas toujours sans inconvénients pour l'assuré. Il suffit, en effet, de supposer que le tiers est débiteur de l'assuré et insolvable, ou encore qu'il a l'esprit processif. L'assuré a tout intérêt d'éteindre sa créance contre le tiers par la compensation avec ce qu'il lui doit comme indemnité. Or l'assureur, en payant directement le tiers, lui ôte ce moyen.

La loi allemande sur le contrat d'assurance, tout en maintenant à l'assureur la faculté de payer directement au tiers, l'oblige cependant d'aviser l'assuré avant de payer (§ 156).

mation, que le risque s'est réalisé et que, par conséquent, l'assureur doit supporter les frais et dépens qui en ont été la suite (1)?

Cette question paraît se présenter très rarement devant les tribunaux. Nous ne pouvons guère citer qu'un seul arrêt assez ancien, du reste, de la Cour de Lyon, du 30 janvier 1874 (2). Voici les faits : « Un incendie ayant éclaté à Lyon, les consorts Thoset ont actionné le sieur Bague comme responsable de l'imprudence qui, suivant eux, avait occasionné le sinistre. — Le sieur Bague, assuré à la compagnie *le Nord* contre le recours des voisins, jusqu'à concurrence de 15 000 francs seulement, a exercé contre cette dernière une action en garantie, non contestée d'ailleurs (3). — Après enquête et par jugement du 16 juin 1873, le tribunal de Lyon a débouté les consorts Thoset de leur demande et les a condamnés aux dépens envers toutes les parties, mais a, en même temps, accordé au sieur Bague son recours direct contre la Compagnie *le Nord*, quant au paiement des dépens dus par les demandeurs. — Les consorts Thoset ayant interjeté appel au fond, la Compagnie

(1) Cette question est particulièrement intéressante lorsque le demandeur, débouté et condamné aux dépens, est insolvable.

(2) D. P. 1873. 2. 30.

(3) Les polices d'assurances contre l'incendie ne défendent pas à l'assuré d'appeler l'assureur en garantie. Ordinairement l'assuré ne le fait cependant pas, parce que l'assureur plaide pour lui.

le Nord a, de son côté, tout en concluant à la confirmation sur l'appel principal, interjeté appel incident contre Bague en ce qui concernait le recours accordé contre elle à ce dernier, dans le cas où il n'obtiendrait pas des demandeurs le paiement des dépens dus par eux. »

La Cour de Lyon a rendu l'arrêt suivant : « Sur l'appel des consorts Thoset, adoptant les motifs des premiers juges : — Sur l'appel de la compagnie *le Nord*, se rapportant à la disposition du jugement qui, après avoir débouté les consorts Thoset de leur demande et les avoir condamnés envers toutes les parties, a de plus admis Bague à répéter contre la compagnie *le Nord* les dépens, par lui exposés, dans le cas où il n'en obtiendrait pas le remboursement de la partie condamnée : — Attendu que la compagnie *le Nord* avait assuré Bague, pour le recours du voisin en cas d'incendie, jusqu'à concurrence de 15 000 francs, et que c'est à raison de cet engagement qu'elle a été assignée en garantie par Bague, actionné lui-même par un voisin, à la suite de l'incendie du 25 juin 1872; — Attendu que l'action du voisin, au cas d'incendie, a pour unique fondement les principes généraux posés par les articles 1382 et suivants du Code civil, en vertu desquels chacun est responsable du dommage causé soit par son fait, soit par sa négligence ou imprudence, ou encore par la faute de ceux dont on répond; — Attendu, dès lors, que

l'assurance contre le recours du voisin est l'assurance fournie contre les condamnations que peut encourir l'assuré par suite d'une faute imputable à lui ou aux siens qui aurait occasionné un incendie dommageable ; — *Attendu que cette assurance ne comprend pas virtuellement la garantie des frais que l'assuré sera amené à avancer pour se défendre contre toutes les actions inconsidérées ou mal fondées que lui intenteront ses voisins en cas d'incendie* ; que ce serait là l'assurance non plus contre les résultats d'une faute de l'assuré dommageable à autrui, mais contre une faute d'autrui dommageable à l'assuré ; — Attendu que les assurances sont de droit étroit ; qu'elles ne doivent jamais être étendues hors de leurs termes, et que rien, dans les clausés de la police consentie à Bague par la compagnie *le Nord*, ne permet de donner cette extension au sens naturel d'une assurance contre le recours du voisin ; — Attendu que Bague ne peut pas prétendre davantage qu'en défendant à l'action des consorts Thoset, il a fait l'affaire de la compagnie *le Nord*, et qu'à ce titre de gestion d'affaires, il doit répéter contre elle les frais exposés par lui et non recouvrés sur les demandeurs ; — Attendu, en effet, que Bague a appelé dans la cause la compagnie *le Nord*, et qu'il y est resté lui-même pour défendre ses intérêts, l'assurance contre le recours du voisin lui ayant été consentie pour une somme limitée ; que, dès lors, il a fait dans l'instance

sa propre affaire et n'a point dispensé la compagnie de pourvoir elle-même à sa défense par une avance de dépens ; — Attendu, dès lors, que la compagnie demande, à bon droit, à être déchargée du recours éventuel admis pour les frais de première instance avancés par Bague ; — Sur les conclusions prises devant la Cour par Bague pour obtenir, au même cas, contre la compagnie *le Nord* la répétition de ses frais d'appel ; — Attendu qu'elles sont repoussées par les motifs qui viennent d'être énoncés pour les dépens de première instance. Par ces motifs, infirme ; — Emendant, dit que Bague est débouté de toute prétention à un recours contre la compagnie *le Nord*, etc. »

Cet arrêt paraît contredire notre doctrine : il met à la charge de l'assuré les dépens d'une demande rejetée comme mal fondée.

Il se base, en première ligne, sur les termes de la police :

« Attendu, dit la Cour, que les assurances sont de droit étroit ; qu'elles ne doivent jamais être étendues hors de leurs termes (1), *et que rien dans les clauses de la police... ne permet de donner cette extension au sens naturel d'une assurance contre le recours du voisin.* »

(1) Nous faisons les plus formelles réserves quant à cette affirmation. Pourquoi les contrats d'assurances feraient-ils exception à la règle si sage contenue en l'article 1135 du Code civil ?

La simple comparaison des termes des polices d'assurances contre l'incendie, sur lesquels a eu à décider l'arrêt de la Cour de Lyon, avec ceux des nouvelles polices mises en vigueur le 1^{er} janvier 1913, suffit pour se convaincre que, si la question pouvait soulever un doute en 1874, — date de l'arrêt cité, — les termes de la nouvelle police l'ont fait disparaître depuis 1913, et notamment en sens contraire à l'arrêt de la Cour de Lyon.

Voici, en effet, comment s'exprimaient jadis les polices :

« La compagnie garantit... le risque de voisinage ou le recours des voisins, *c'est-à-dire la responsabilité pouvant être encourue* au cas où l'incendie des objets assurés se communiquerait aux risques des voisins (1). »

Les nouvelles polices, au contraire, ne parlent plus de « responsabilité encourue ».

« Elle (la compagnie), dit l'article 4 de la nouvelle police d'assurance contre l'incendie, assure aussi, moyennant des primes distinctes :

3° Le recours des voisins, c'est-à-dire les effets matériels de *toute* action qu'en vertu des articles 1382, 1383, 1384 et 1386 du Code civil les voisins ou colataires pourraient exercer contre l'assuré pour com-

(1) Ed. Dardonville, *Conditions générales des polices d'assurances contre l'incendie. Polices anciennes (1819-1912). Polices nouvelles (1913)*, p. 5.

munication d'incendie par les objets assurés à leurs immeubles, objets mobiliers et marchandises. »

Il est permis d'affirmer que l'arrêt de la Cour de Lyon, en face des termes de la nouvelle police, perd toute son autorité.

Nous pouvons donc conclure que, sur le point spécial qui nous occupe, si le système que nous défendons ne trouve pas un appui dans les arrêts, au moins croyons-nous pouvoir affirmer qu'il n'est pas contredit par eux.

CONCLUSION

Les développements qui précèdent facilitent la conclusion à donner sur la nature juridique de l'assurance-responsabilité.

Évidemment, les auteurs qui enseignent que cette assurance ne poursuit d'autre but et n'a d'autre objet que la réparation du dommage causé à l'assuré par le fait de l'engagement de sa responsabilité civile à l'égard d'un tiers, ces auteurs sont tenus de la classer parmi les assurances-dommages. Il ne saurait en être autrement, et cette conclusion découle naturellement de la définition même qu'ils donnent de l'assurance-responsabilité.

Allons plus loin. Les auteurs qui élargissent l'objet réparatoire de l'assurance-responsabilité, en mettant à la charge de l'assureur l'obligation de réparer le préjudice causé à l'assuré par un recours en responsabilité mal fondé, ne peuvent pas ne pas la considérer comme une assurance-dommage. C'est le cas

de la loi allemande sur le contrat d'assurance (1). Elle range, en effet, notre assurance parmi les assurances-dommages, notamment les assurances contre l'incendie, la grêle, la mortalité des bestiaux et les risques du transport (2).

En ce qui nous concerne, nous avons démontré que l'obligation de l'assureur n'est pas limitée à la réparation d'un dommage. Nous avons l'intime con-

(1) V. § 150, al. 1.

(2) La loi allemande, sur le contrat d'assurance du 30 mai 1908, se divise en cinq livres (Abschnitt). Chaque livre est divisé en plusieurs titres (Titel).

Voici les rubriques des cinq livres et des six titres du second livre, dont fait partie l'assurance-responsabilité.

Livre I^{er}. — *Dispositions applicables à toutes les branches d'assurances* (*Vorschriften für sämtliche Versicherungszweige*), (§§ 1-48).

Livre II. — *Des assurances-dommages* (*Schadensversicherung*) (§§ 49-158).

Titre I^{er}. — Dispositions applicables à toutes les branches d'assurances-dommages (*Vorschriften für die gesamte Schadensversicherung*) (§§ 49-80).

Titre II. — Des assurances contre l'incendie (*Feuerversicherung*) (§§ 81-107).

Titre III. — Des assurances contre la grêle (*Hagelversicherung*) (§§ 108-115).

Titre IV. — Des assurances contre la mortalité des bestiaux (*Viehversicherung*) (§§ 116-128).

Titre V. — Des assurances contre les risques du transport (*Transportversicherung*) (§§ 129-148).

Titre VI. — Des assurances-responsabilité (*Haftpflichtversicherung*) (§§ 149-158).

Livre III. — *Des assurances sur la vie* (*Lebensversicherung*) (§§ 159-178).

Livre IV. — *Des assurances contre les accidents* (*Unfallversicherung*) (§§ 179-185).

Livre V. — *Dispositions finales* (*Schlussvorschriften*) (§§ 186-194).

viction que son obligation est plus large et qu'il est tenu de prendre le fait et cause de l'assuré contre le tiers poursuivant. D'où il résulte, dans notre système, que l'assurance-responsabilité revêt un caractère propre, qui la distingue de toutes les autres branches d'assurances groupées sous le vocable d'assurances-dommages (Schadensversicherung). Elle constitue, suivant nous, une assurance *sui generis*.

Nous nous garderons bien de considérer l'obligation de l'assureur de défendre son assuré contre les prétentions du tiers, comme un effet réparatoire de l'assurance-responsabilité. Cette obligation se traduit juridiquement par une *obligation de faire*, tandis que l'effet réparatoire des assurances-dommages se traduit par une *obligation de donner* une somme d'argent.

Nous avons donc raison de dire et d'affirmer, dans le système que nous proposons, que l'assurance-responsabilité, en tant qu'elle oblige l'assureur de prendre le fait et cause de l'assuré, se distingue de toutes les autres assurances-dommages, et qu'à ce titre elle mérite une place à part (1). Telle est notre conclusion dernière.

(1) Voir dans ce sens : Georgii, *op. cit.*; Gierke, *op. cit.*; Lehmann, *Lehrbuch des Handelsrechts*, p. 1063 et suiv. — Voir, en sens contraire : Conradt, *op. cit.* — La loi fédérale suisse sur le contrat d'assurance, par la place qu'elle donne aux deux articles qui seuls s'occupent spécialement de l'assurance-responsabilité (art. 59 et 60),

range cette branche d'assurances parmi les assurances-dommages. Cette loi, en effet, se divise en cinq parties :

- I. Dispositions générales (art. 1-47).
- II. Dispositions spéciales à l'assurance contre les dommages (art. 48-72).
- III. Dispositions spéciales à l'assurance des personnes (art. 73-96).
- IV. Dispositions impératives (art. 97-99).
- V. Dispositions finales (art. 100-104).

Or, les deux textes que cette loi consacre à l'assurance-responsabilité se trouvent sous la rubrique : « Dispositions spéciales à l'assurance contre les dommages. »

APPENDICE

ANNEXE I

PROJET DE LOI SUR LE CONTRAT D'ASSURANCE TERRESTRE, PRO-
POSÉ PAR L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES ASSURANCES SOCIALES
(SECTION DES ASSURANCES DIVERSES).

Titre V. — Des assurances de responsabilité.

Art. 81. — L'assurance de responsabilité est le contrat par lequel l'assureur s'oblige à garantir l'assuré contre les réclamations pécuniaires des tiers au regard desquels la responsabilité de cet assuré se trouve engagée à raison d'un fait dommageable prévu par ledit contrat.

Art. 82. — L'assureur n'est tenu que si, à la suite de ce fait dommageable, une réclamation amiable ou judiciaire est faite à l'assuré par le tiers lésé.

Art. 83. — Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenues en dehors de l'assureur ne lui sont opposables.

Art. 84. — L'assureur ne peut payer à un autre que le

tiers lésé tout ou partie de la somme due par lui, tant que ce tiers n'a pas été désintéressé, jusqu'à concurrence de ladite somme, des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré.

Art. 85. — Par dérogation à l'article 17, l'assureur de responsabilité garantit les conséquences de la faute lourde de l'assuré, sauf convention contraire.

Art. 86. — L'assureur de responsabilité a, pour la créance de la prime, un privilège général sur les biens de l'assuré.

Les trois derniers paragraphes de l'article 27 sont applicables à ce privilège.

ANNEXE II

REICHSGESETZ UBER DEN VERSI-
CHERUNGSVERTRAG.

LOI D'EMPIRE DU 30 MAI 1908
SUR LE CONTRAT D'ASSU-
RANCE (1).

Sechster Titel

Titre VI

Haftpflichtversicherung.

Assurance de la responsa- bilité.

§ 149. — Bei der Haftpflichtversicherung ist der Versicherer verpflichtet, dem Versicherungsnehmer die Leistung zu ersetzen, die dieser auf Grund seiner Verantwortlichkeit für eine während der Versicherungszeit eintretende Tatsache an einen Dritten zu bewirken hat.

§ 150. — Die Versicherung umfasst die gerichtlichen und aussergerichtlichen Kosten, die durch die Verteidigung gegen den von

§ 149. — Dans l'assurance de la responsabilité, l'assureur est obligé de rembourser au preneur d'assurance la prestation que ce dernier a à fournir à un tiers, du chef de sa responsabilité pour un fait survenu pendant l'assurance.

§ 150. — L'assurance comprend les frais judiciaires et extra-judiciaires provoqués par la défense contre une réclamation formulée par un

(1) Traduction faite par l'Institut de droit comparé, *Revue de l'Institut de droit comparé*, 1909, p. 96 et suiv.

einem Dritten geltend gemachten Anspruch entstehen, soweit die Aufwendung der Kosten den Umständen nach geboten ist. Dies gilt auch dann, wenn sich der Anspruch als unbegründet erweist. Der Versicherer hat die Kosten auf Verlangen des Versicherungsnehmers vorzuschüssen.

Ist ein Versicherungssumme bestimmt, so hat der Versicherer Kosten, die in einem auf seine Veranlassung geführten Rechtsstreit entstehen, auch insoweit zu ersetzen, als sie zusammen mit der übrigen Entschädigung die Versicherungssumme übersteigen. Das gleiche gilt von Zinsen, die der Versicherungsnehmer infolge einer vom Versicherer veranlassten Verzögerung der Befriedigung des Dritten diesem zu entrichten hat.

Ist dem Versicherungsnehmer nachgelassen, die Vollstreckung einer gerichtlichen Entscheidung durch

tiers, pour autant que ces frais soient faits à bon escient. Il en est de même, lorsque la réclamation est rejetée comme mal fondée. L'assureur est tenu, à la requête de l'assuré, de faire l'avance des frais.

S'il a été fixé une somme assurée, l'assureur doit supporter les frais provoqués par un débat judiciaire soutenu à sa demande, même lorsque la somme de ces frais ajoutés à l'indemnité dépasse la somme assurée. Il en est de même des intérêts que le preneur d'assurance doit payer par suite du retard apporté par le fait de l'assureur au règlement du tiers.

Si le preneur d'assurance peut éviter l'exécution d'une décision judiciaire en fournissant des sûretés ou un

Sicherheitsleistung oder Hinterlegung abzuwenden, so hat auf sein Verlangen der Versicherer die Sicherheitsleistung oder Hinterlegung zu bewirken. Diese Verpflichtung besteht nicht über den Betrag der Versicherungssumme hinaus; haftet der Versicherer nach Abs. 2 für einen höheren Betrag, so tritt der Versicherungssumme der Mehrbetrag hinzu. Der Versicherer ist von der Verpflichtung frei, wenn er den Anspruch des Dritten dem Versicherungsnehmer gegenüber als begründet anerkennt.

§ 151. — Ist die Versicherung für die Haftpflicht aus einem geschäftlichen Betriebe des Versicherungsnehmers genommen, so erstreckt sie sich auf die Haftpflicht der Vertreter des Versicherungsnehmers sowie auf die Haftpflicht solcher Personen, welche er zur Leitung oder Beaufsichtigung

dépôt, l'assureur est tenu, s'il en est requis, de fournir les sûretés ou le dépôt. Cette obligation ne peut dépasser le montant de la somme assurée ; si l'assureur est obligé, aux termes de l'article 2 (1), pour un montant plus élevé, le surplus s'ajoute à la somme assurée. L'assureur est libéré de cette obligation, s'il reconnaît comme justifiée la réclamation du tiers vis-à-vis du preneur d'assurance.

§ 151. — Si l'assurance est prise pour couvrir la responsabilité dérivant d'une entreprise industrielle ou commerciale du preneur d'assurance, elle s'étend aussi à la responsabilité des représentants du preneur d'assurance, ainsi qu'à la responsabilité des personnes qu'il a chargées de la direction

(1) Il faut lire : aux termes de l'alinéa 2 (note de l'auteur).

des Betriebs oder eines Teiles des Betriebs angestellt hat. Die Versicherung gilt insoweit als für fremde Rechnung genommen.

Wird im Falle des Abs. 1 das Unternehmen an einen Dritten veräußert oder auf Grund eines Niessbrauchs, eines Pachtvertrags oder eines ähnlichen Verhältnisses von einem Dritten übernommen, so tritt an Stelle des Versicherungsnehmers der Dritte in die während der Dauer seiner Berechtigung sich aus dem Versicherungsverhältnisse ergebenden Rechte und Pflichten ein. Die Vorschriften des § 69 Abs. 2, 3 und der §§ 70, 71 finden entsprechende Anwendung.

§ 152. — Der Versicherer haftet nicht, wenn der Versicherungsnehmer vorsätzlich den Eintritt der Tatsache, für die er dem Dritten verantwortlich ist, widerrechtlich herbeigeführt hat.

§ 153. — Der Pflicht zur

ou de la surveillance de son entreprise ou d'une partie de son entreprise. Dans ce cas, l'assurance est considérée comme étant prise pour compte de tiers.

Si, dans le cas de l'alinéa 1^{er}, l'entreprise est cédée à un tiers ou si elle est reprise par un tiers en vertu d'un usufruit, d'un affermage ou d'une convention analogue, ce tiers prend la place du preneur d'assurance dans les droits et obligations du contrat d'assurance, pendant le temps où il exploite l'entreprise. Les dispositions des §§ 69, al. 2 et 3, 70 et 71 sont applicables.

§ 152. — L'assureur n'est pas responsable si le preneur d'assurance a provoqué d'une manière illicite et intentionnelle le fait dont il est responsable vis-à-vis du tiers.

§ 153. — Il suffit que la

Anzeige des Versicherungs-falls wird genügt, wenn die Anzeige innerhalb einer Woche erfolgt; die Frist beginnt mit dem Zeitpunkt in welchem der Dritte seinen Anspruch gegenüber dem Versicherungsnehmer geltend macht. Durch die Absendung der Anzeige wird die Frist gewahrt. Wird der Versicherungsnehmer zu einer gerichtlichen Verhandlung über den Anspruch geladen, so hat er, wenngleich die Frist noch läuft, die Anzeige unverzüglich nach Empfang der Ladung zu machen.

Auf eine Vereinbarung, durch welche die Dauer oder die Berechnung der Frist zum Nachtheile des Versicherungsnehmers anders bestimmt ist, kann sich der Versicherer nicht berufen.

§ 154. — Der Versicherer hat die Entschädigung binnen zwei Wochen von dem Zeitpunkt an zu leisten, in welchem der Dritte von dem Versicherungsnehmer

déclaration de l'événement assuré ait lieu endéans la semaine : le délai commence à courir au moment où le tiers fait valoir sa réclamation contre le preneur d'assurance. Il suffit que l'expédition de la déclaration soit faite endéans le délai. Si le preneur d'assurance est cité à comparaître en justice au sujet de la réclamation, il est tenu, même si le délai court encore, d'aviser l'assureur immédiatement après avoir reçu l'assignation.

L'assureur ne peut pas invoquer la clause d'une convention aux termes de laquelle la durée ou le mode de détermination du délai sont modifiés au détriment de l'assuré.

§ 154. — L'assureur doit payer l'indemnité endéans les deux semaines après le moment où le tiers a été dédommagé par le preneur d'assurance ou après le mo-

befriedigt oder der Anspruch des Dritten durch rechtskräftiges Urteil, durch Anerkenntnis oder Vergleich festgestellt worden ist. Soweit gemäss § 150 Kosten zu ersetzen sind, ist die Entschädigung binnen zwei Wochen von der Mitteilung der Berechnung an zu leisten.

Auf eine Vereinbarung, nach welcher der Versicherer von der Verpflichtung zur Leistung frei sein soll, wenn ohne seine Einwilligung der Versicherungsnehmer den Dritten befriedigt oder dessen Anspruch anerkennt, kann sich der Versicherer nicht berufen, falls nach den Umständen der Versicherungsnehmer die Befriedigung oder die Anerkennung nicht ohne offensibare Unbilligkeit verweigern konnte.

§ 155. — Ist der Versicherungsnehmer dem Dritten zur Gewährung einer Rente

ment où le recours du tiers a été établi par un jugement passé en force de chose jugée, par un accord (1) ou une transaction. Pour autant qu'il y ait des frais à rembourser conformément au § 150, l'indemnité doit être payée endéans les deux semaines de la communication de l'état.

L'assureur ne peut pas invoquer la clause d'une convention aux termes de laquelle il sera libéré de l'engagement de fournir la prestation pour le cas où le preneur d'assurance indemnise le tiers ou reconnaît le droit de ce dernier sans le consentement de l'assureur, mais ce, uniquement si le preneur d'assurance ne pouvait pas refuser l'indemnité ou la reconnaissance du droit du tiers, sans méconnaître évidemment l'équité.

§ 155. — Si le preneur d'assurance est tenu de payer une rente au tiers, il ne peut,

(1) Il nous paraît plus exact de traduire : « par un aveu. »

verpflichtet, so kann er, wenn die Versicherungssumme den Kapitalwert der Rente nicht erreicht, nur einen verhältnismässigen Teil der Rente verlangen.

Hat der Versicherungsnehmer für die von ihm geschuldete Rente dem Dritten kraft Gesetzes Sicherheit zu leisten, so erstreckt sich die Verpflichtung des Versicherers auf die Leistung der Sicherheit.

§ 156. — Der Versicherer ist berechtigt, die dem Versicherungsnehmergebührende Entschädigung, soweit der Versicherungsnehmer dem Dritten zur Leistung verpflichtet ist, diesem zu entrichten. Vor der Zahlung an den Dritten hat der Versicherer dem Versicherungsnehmer Mitteilung zu machen. Auf Verlangen des Versicherungsnehmers ist der Versicherer verpflichtet, die Zahlung an den Dritten zu bewirken.

§ 157. — Ist über das Vermögen der Versiche-

si la somme assurée n'atteint pas la valeur capitalisée de la rente, réclamer qu'une partie proportionnelle de la rente.

Si le preneur d'assurance est tenu, aux termes de la loi, de fournir au tiers des sûretés pour la rente qu'il lui doit, l'obligation de l'assureur s'étend également à la fourniture de ces sûretés.

§ 156. — L'assureur peut verser directement au tiers l'indemnité revenant au preneur d'assurance, pour autant que ce dernier soit tenu à des versements au tiers. L'assureur doit avertir le preneur d'assurance avant de faire un versement au tiers. A la demande du preneur d'assurance, l'assureur est tenu d'effectuer le paiement entre les mains du tiers.

§ 157. — Si le preneur d'assurance a été déclaré

rungsnehmers der Konkurs eröffnet, so kann der Dritte wegen des ihm gegen den Versicherungsnehmer zustehenden Anspruchs abgesonderte Befriedigung aus der Entschädigungsforderung des Versicherungsnehmers verlangen.

§ 158. — Hat nach dem Eintritt eines Versicherungsfalls der Versicherer dem Versicherungsnehmer gegenüber seine Verpflichtung zur Leistung der Entschädigung anerkannt oder die Leistung der fälligen Entschädigung verweigert, so ist jeder Teil berechtigt, das Versicherungsverhältnis zu kündigen. Das Gleiche gilt, wenn der Versicherer dem Versicherungsnehmer die Weisung erteilt, es über den Anspruch des Dritten zum Rechtsstreite kommen zu lassen.

Die Kündigung ist nur innerhalb eines Monats seit der Anerkennung der Entschädigungspflicht oder der Verweigerung der Entschä-

en faillite, le tiers peut demander à être payé par privilège sur l'indemnité due au preneur d'assurance du montant de son recours contre ce dernier.

§ 158. — Si, après la survenance de l'événement assuré, l'assureur a reconnu vis-à-vis du preneur d'assurance son obligation de payer l'indemnité, ou s'il a refusé le paiement de l'indemnité échue, chaque partie a le droit de résilier l'assurance. Il en est de même quand l'assureur donne au preneur d'assurance pour instruction de se laisser poursuivre judiciairement par le tiers.

La résiliation ne peut être notifiée qu'endéans le mois à dater de la reconnaissance de l'indemnité ou du refus de la payer, ou du moment

digung oder seit der Rechtskraft des im Rechtsstreite mit dem Dritten ergangenen Urteils zulässig. Der Versicherer hat eine Kündigungsfrist von einem Monat einzuhalten. Der Versicherungsnehmer kann nicht für einen späteren Zeitpunkt als den Schluss der laufenden Versicherungsperiode kündigen.

Kündigt der Versicherungsnehmer, so gebührt dem Versicherer gleichwohl die Prämie für die laufende Versicherungsperiode. Kündigt der Versicherer, so gebührt ihm nur derjenige Teil der Prämie, welcher der abgelaufenen Versicherungszeit entspricht.

où le jugement sur le différend avec le tiers a acquis force de chose jugée. L'assureur est tenu de donner un préavis d'un mois. Le preneur d'assurance ne peut pas résilier avec effet à une date postérieure à celle où prend fin la période d'assurance en cours.

Si le preneur d'assurance résilie, l'assureur a néanmoins droit à la prime pour la période d'assurance en cours. Si l'assureur résilie, il n'a droit qu'à la partie de la prime correspondant à la période expirée.

ANNEXE III

ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE EN CAS D'ACCIDENTS CORPORELS CAUSÉS AUX TIERCES PERSONNES

Police générale.

Article premier. — La compagnie *la Prévoyance* garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'assuré peut encourir, tant en vertu des dispositions du Code civil que par application de la loi du 9 avril 1898 (art. 7) avec ses modifications (Lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905) et extension (Loi du 12 avril 1906), à raison d'accidents corporels causés en France ou dans les pays limitrophes, aux tierces personnes par le fait des opérations, des fonctions ou occupations de l'assuré, telles qu'elles sont déclarées aux conditions particulières et pour les risques qui y sont explicitement spécifiés.

Les accidents causés par les chevaux et voitures ou automobiles et cycles quelconques ne sont pas couverts par cette assurance, mais peuvent l'être par une police spéciale.

Ne sont pas considérés comme tierces personnes : les parents ou alliés de l'assuré, ses associés, employés, ouvriers ou préposés à un titre quelconque, salariés ou non.

Le montant de la garantie, qu'il s'agisse de l'application des dispositions du Code civil ou de la loi du 9 avril 1898, modifiée et étendue comme il est dit ci-dessus, est fixé, d'accord avec l'assuré, aux conditions particulières. Il comprend les frais judiciaires, les honoraires d'avocats et généralement toutes les dépenses occasionnées par le sinistre.

Quand la réparation civile consistera en rentes, la compagnie servira les arrérages desdites rentes jusqu'à épuisement de la garantie ci-dessus définie. Si une acquisition de titres est en outre ordonnée, la compagnie s'oblige à consacrer le montant disponible de ladite garantie, selon le choix de l'assuré, au service pur et simple des arrérages ou à l'achat immédiat de titres qui seront immatriculés, pour la nue propriété, au nom de *la Prévoyance*, et pour l'usufruit, au nom des crédientiers.

Enfin, si le capital nécessaire à la constitution des rentes doit être versé à la Caisse nationale des retraites, la compagnie effectuera ce versement jusqu'à concurrence du montant disponible de la susdite garantie.

L'amende, qui constitue une pénalité et non une réparation civile, n'est pas à la charge de la compagnie, non plus que les frais quelconques y afférents.

Art. 2. — La prime de cette assurance est : ou déterminée d'avance à forfait ou calculée sur les bases et suivant les indications mentionnées dans les conditions particulières d'après les déclarations de l'assuré.

En conséquence, celui-ci devra tenir constamment à jour le compte des quantités et éléments devant servir de base à la fixation de la prime d'assurance, et, lorsque cette prime est basée sur des quantités ou éléments variables, il s'engage à fournir à la compagnie, aux époques stipulées

dans les conditions particulières, les renseignements nécessaires à cette fixation comme il est dit à l'article 3 ci-après.

Art. 3. — Si la prime est fixée à forfait, elle est payable annuellement et d'avance.

Si la prime est basée sur des quantités et éléments variables, elle est payable à la fin de chaque année d'assurance, le quinzième jour, au plus tard, qui suit l'échéance annuelle, et, à cet effet, l'assuré doit adresser à la compagnie, à la fin de chaque année d'assurance, et au plus tard dans les huit jours suivants, le relevé des éléments et quantités devant servir au calcul définitif de la prime. L'assuré doit, avant le commencement de l'assurance, verser à la compagnie, à titre de provision, l'équivalent d'une prime annuelle déterminée d'après une évaluation approximative desdites quantités et éléments. Cette provision sera affectée à due concurrence au paiement de la dernière prime, quand le contrat prendra fin pour quelque cause que ce soit, et le reliquat qui existerait alors sera remboursé à l'assuré. Après chaque année d'assurance, le montant de la provision sera révisé d'après les quantités et éléments effectifs qui auront existé, et le supplément de provision acquitté par l'assuré s'il y a lieu.

Le droit d'abonnement au timbre fixé par la loi, ainsi qu'un droit de répertoire de 0 fr. 50 par quittance, sont à la charge de l'assuré.

Art. 4. — En cas de non-paiement de la prime dans les quinze jours de l'échéance et aussi à défaut de production, à l'époque fixée dans la police, du relevé des quantités et éléments devant servir de base au calcul définitif de la prime, et trois jours après l'envoi, par la compagnie, d'une lettre recommandée constituant de conven-

tion expresse entre les parties une suffisante mise en demeure, les accidents postérieurs à la date de ladite échéance resteront à la charge de l'assuré, et la garantie ne reprendra son effet que le lendemain, à midi, du paiement de l'arriéré, y compris les frais et le coût des lettres recommandées qu'aurait pu nécessiter son recouvrement. La compagnie aura, d'autre part, le droit de résilier la police par une deuxième lettre recommandée, sans préjudice du recouvrement des primes dues.

Il est, de même, expressément convenu qu'il sera efficacement justifié de l'envoi des lettres recommandées par les récépissés de la poste, et de leur teneur par le copie de lettres de la compagnie ou de son agence.

Art. 5. — La compagnie se réserve exclusivement le droit de transiger sur le dommage; par suite, l'assuré et ses préposés quelconques ne pourront faire une transaction sans son consentement écrit ni se reconnaître responsables de l'accident.

La compagnie a, sous le nom de l'assuré, la direction exclusive des procès. Les présentes lui donnent à cet effet tous pouvoirs nécessaires que l'assuré s'engage à renouveler par acte spécial si la compagnie le demande, comme il s'oblige à lui transmettre immédiatement ou, du moins, assez tôt pour qu'elle puisse y répondre en temps utile, toutes déclarations, lettres ou pièces quelconques et tous actes, convocations, sommations, citations, etc., adressés à l'occasion d'un accident, soit à lui-même, soit à ses préposés, tant par le ministère public que par les tiers lésés.

En cas d'action correctionnelle dirigée contre l'assuré, la compagnie se réserve la faculté d'intervenir et de diriger la défense, mais sans pouvoir y être contrainte.

L'assuré ne pourra mettre la compagnie en cause ou l'appeler en garantie ; si elle déclinait la responsabilité de l'accident, il aurait contre elle une action directe et principale devant le tribunal compétent.

Par le seul fait des présentes, la compagnie est subrogée dans tous les droits et actions de l'assuré contre les tiers auteurs ou responsables de l'accident ; l'assuré s'oblige à lui renouveler, dès la première demande, cette subrogation par écrit.

Toute réclamation relative à un accident est prescrite par un an à dater du jour où il s'est produit.

Art. 6. — L'assuré doit faire à la compagnie la déclaration écrite de tout accident, dans les deux jours à partir de celui où il en a eu connaissance et lui fournir, au sujet du sinistre, tous renseignements qu'elle jugera nécessaires.

Toutes les dispositions des articles 2, 5 et 6 doivent être observées à peine de déchéance.

Art. 7. — Les déclarations de l'assuré à la compagnie servent exclusivement de base à l'établissement de la police ; en conséquence, toute déclaration inexacte ainsi que toute omission ou réticence fait perdre le bénéfice de l'assurance. Les primes échues, même pour les risques qui n'auraient pas été déclarés, sont dues à la compagnie, qui a, en outre, le droit de répéter toutes sommes payées pour accidents, sans préjudice de tous dommages-intérêts.

Tous changements survenus au risque pendant le cours de la police doivent, dans les trois jours de leur date, être déclarés par écrit à la compagnie.

Si la modification consiste en une augmentation des éléments ayant donné lieu au calcul de la prime, le contractant sera tenu à compter du jour de l'augmentation à une majoration de prime proportionnelle.

Dans le cas où il s'agirait de changements apportés aux opérations, fonctions ou occupations de l'assuré comme en cas d'adjonctions et d'une manière générale de toutes modifications du risque tel qu'il est déclaré et spécifié aux conditions particulières et ayant servi de base à la fixation de la prime, la compagnie aura la faculté de résilier la police ou d'accepter cette modification par un avenant fixant, s'il y a lieu, une nouvelle prime; de son côté, l'assuré aura le droit, si la nouvelle prime est plus élevée, de résilier la police en payant, indépendamment des primes échues, une indemnité égale au montant d'une prime annuelle.

A défaut d'avis adressé à la compagnie dans les formes et délais ci-dessus, les primes continuent à être dues; mais l'assurance est suspendue de plein droit depuis lesdits changements jusqu'au lendemain, à midi, du jour où la compagnie a délivré l'avenant de modification et perçu le supplément de prime, s'il en est dû.

Quand le changement consistera en une suppression de tout ou partie des éléments ayant donné lieu au calcul de la prime de l'assuré, à dater du jour de sa déclaration, qui devra contenir justification de la suppression, il aura droit à la résiliation de l'assurance ou à sa réduction proportionnelle en payant, indépendamment de la prime entière de l'année courante, une indemnité qui sera égale, dans le cas de suppression totale, au montant de la prime annuelle et, dans le cas de réduction, à la portion de prime afférente à la partie du risque distraite de l'assurance.

Cependant l'assurance reprendrait son effet et la compagnie tiendrait compte à l'assuré, sur la première prime à payer par lui, de l'indemnité qu'il aurait acquittée, si,

avant l'expiration de la police, il rétablissait le risque en tout ou partie.

La compagnie a toujours le droit de faire vérifier l'exactitude des diverses déclarations de l'assuré, notamment sur les registres et pièces de comptabilité ou autres qu'il doit tenir, ainsi que par l'examen des divers éléments du risque. Si l'assuré s'oppose à ce contrôle, la garantie du présent contrat sera suspendue tant que durera cette opposition.

Art. 8. — La présente police est souscrite pour une période de dix ans.

Elle continue dans tous les cas, par périodes successives de la même durée que la première, si aucune des parties n'a déclaré, par lettre recommandée, six mois avant l'expiration de la période en cours, son intention de faire cesser l'assurance.

Elle engage non seulement l'assuré, mais aussi ses successeurs, comme ses héritiers et représentants si ces derniers continuent la profession ou les opérations formant l'objet de l'assurance ; elle conserve aussi son effet avec tout assuré qui constitue une société ou avec toute société qui se modifie. La mutation qui se produit alors doit être signalée dans la huitaine à la compagnie, et les nouveaux titulaires ne bénéficient de l'assurance qu'après la signature d'un avenant conforme.

En cas de vente ou cession, l'assuré s'oblige à faire signer par son successeur, dans le même délai que ci-dessus, un transfert de la police au nom de ce dernier, sinon à payer à la compagnie, outre les primes échues, le montant de la prime moyenne d'une année entière, à titre d'indemnité.

En cas de faillite ou liquidation judiciaire, la police est

résiliée de plein droit à partir du jour de la déclaration de la faillite ou de la liquidation judiciaire.

Art. 9. — Après chaque déclaration d'accident, la compagnie aura la faculté de résilier la police par lettre recommandée, les primes perçues ou échues lui demeurant acquises ou restant exigibles.

Art. 10. — Toutes les contestations entre l'assuré et la compagnie seront portées devant les tribunaux légalement compétents.

ANNEXE IV

POLICE MIXTE A FORFAIT SPÉCIALE AUX DOMESTIQUES

Conditions générales.

Article premier. — La Compagnie LA PRÉVOYANCE garantit le payement des *indemnités* suivantes, en cas d'accidents corporels survenant en France ou dans les pays limitrophes au cours d'un déplacement ou d'un séjour de l'assuré, et provenant, soit d'un cas fortuit ou de la force majeure, soit même d'une faute de la victime et atteignant, par le fait ou à l'occasion du travail professionnel déclaré, les domestiques de l'assuré, tels qu'ils sont désignés aux conditions particulières de cette police :

1° *En cas de mort*, un capital représentant six cents fois le salaire quotidien de la victime, maximum *trois mille francs*, s'il existe un conjoint non divorcé ni séparé de corps, dont le mariage soit antérieur à l'accident et des enfants âgés de moins de seize ans, légitimes ou reconnus avant l'accident; cette somme sera réduite à trois cents fois le salaire, maximum *mille cinq cents francs*, s'il existe seulement ou un conjoint ou des enfants âgés de moins de seize ans, dans les conditions ci-dessus, et à cent cinquante fois le salaire, maximum *sept cent cin-*

quante francs, si, à défaut de conjoint et de mineurs de seize ans, la victime laisse des père et mère sexagénaires, ou l'un d'eux.

2° *En cas d'incapacité permanente et totale de travail*, ou en cas de perte totale des deux yeux, des deux bras, des deux mains, des deux jambes, des deux pieds, d'un bras et d'une jambe, d'un bras et d'un pied, d'une main et d'une jambe, d'une main et d'un pied, un capital de mille fois le salaire quotidien de la victime, maximum *cinq mille francs*.

3° *En cas d'incapacité permanente et partielle de travail*, des indemnités proportionnées à la gravité des lésions et pouvant s'élever jusqu'à 60 % du capital fixé au 2° ci-dessus, savoir :

	<i>Droit</i>	<i>Gauche</i>
Perte totale du bras ou de la main.	60 %	50 %
— des mouvements de l'épaule.	25 »	20 »
— — du coude.	20 »	15 »
— — du poignet.	20 »	15 »
— du pouce et de l'index.	30 »	25 »
— de 3 doigts, y compris le pouce ou l'index.	30 »	25 »
— de 3 doigts, autres que le pouce ou l'index.	25 »	20 »
— du pouce et d'un doigt autre que l'index.	25 »	20 »
— de l'index et d'un doigt autre que le pouce.	20 »	15 »
— du pouce seul	20 »	15 »
— de l'index seul.	15 »	12 »
— du médius, de l'annulaire ou auriculaire.	10 »	10 »
— de deux de ces derniers doigts.	15 »	12 »
— d'une jambe ou d'un pied.		50 %
Fracture d'un fémur non suivie de cal osseux.	50 »	
Amputation partielle d'un pied, comprenant tous les orteils	30 »	
Ablation de la mâchoire inférieure	30 »	
Perte totale d'un œil	25 »	
Surdité totale.	30 »	
Fracture d'un tibia non suivie de cal osseux.	25 »	
Fracture d'une rotule non suivie de cal osseux.	20 »	

Perte totale des mouvements d'une hanche ou d'un genou.	20 %
Perte totale d'un gros orteil ou de deux orteils. . . .	15 »
Raccourcissement, d'au moins cinq centimètres, d'un	
membre inférieur.	15 »
Raccourcissement, d'au moins trois centimètres, d'un	
membre inférieur.	10 »
Hernie de force.	10 »
Surdité complète d'une oreille.	10 »
dudit capital de mille fois le salaire quotidien, maximum <i>cinq mille francs.</i>	

Les indemnités fixées au tableau ci-dessus pour la perte totale d'un membre ou organe sont réduites proportionnellement quand la perte n'est que partielle.

Pour toute infirmité permanente et partielle non prévue au dit tableau, le pourcentage d'indemnité est déterminé par le degré d'incapacité de travail.

Il est dû autant d'indemnités qu'il y a de membres ou organes atteints; pour chacun de ceux qu'affectent plusieurs infirmités, il n'est tenu compte que de la plus grave.

Dans tous les cas, les diverses indemnités pour infirmité permanente et partielle ne pourront, même cumulées, excéder 60 % du capital sus-énoncé.

4° *En cas d'incapacité temporaire*, une somme égale à la moitié du salaire quotidien, maximum *trois francs*, due pour chaque journée d'incapacité, à partir du lendemain de l'accident, jusqu'au cent vingtième jour.

Les accidents survenant en dehors de la France ne donnent jamais lieu au paiement de l'indemnité pour incapacité temporaire.

Chaque accident ne donne droit qu'à l'une des indemnités respectivement prévues pour la mort, l'infirmité permanente ou l'incapacité temporaire. Ces indemnités ne peuvent jamais se cumuler entre elles, ni avec l'indemnité

qui serait accordée en raison de la responsabilité civile ci-dessous définie.

Le paiement des indemnités s'effectue à la caisse de la Compagnie ou à celle de ses agences : pour le cas de mort, dans le mois de la remise des pièces justificatives ; pour le cas d'infirmité permanente, aussitôt après la constatation définitive du degré d'infirmité ; pour le cas d'incapacité temporaire, aussitôt après la fin de l'incapacité, constatée par un médecin de la Compagnie.

5° Les *frais médicaux et pharmaceutiques* sont intégralement à la charge de la Compagnie, en tant que les soins sont donnés et les médicaments fournis par ses médecins et pharmaciens délégués ; à défaut de médecins ou pharmaciens délégués, ils sont dus à concurrence du tarif prévu pour les accidents du travail par l'art. 4 de la loi du 9 avril 1898.

6° La Compagnie se charge également des *frais funéraires*, jusqu'à concurrence d'une somme de *cent francs*.

Art. 2. — Quand les accidents sus-indiqués entraînent la *responsabilité civile* de l'assuré, la Compagnie substitue au paiement de ces indemnités la garantie des conséquences pécuniaires de ladite responsabilité civile, fixée en capital, à l'amiable ou judiciairement, jusqu'à concurrence d'une somme de *vingt-cinq mille francs* par victime, et de *cent mille francs* par sinistre, quel que soit le nombre des victimes, y compris, dans tous les cas, les sommes payées ou à payer, à titre d'indemnités, pour l'une quelconque des causes énumérées ci-dessus, ainsi que les frais judiciaires, honoraires d'avocats et autres frais et dépenses occasionnés par le sinistre.

Quand la réparation civile, allouée judiciairement, consistera en rentes, la Compagnie servira les arrérages des

dites rentes jusqu'à épuisement de la garantie de responsabilité civile définie au paragraphe précédent.

Si une acquisition de titres est en outre ordonnée, ou si le versement à la Caisse nationale des retraites du capital nécessaire à la constitution des dites rentes est prescrit, la Compagnie s'oblige à consacrer le montant disponible de ladite garantie de responsabilité civile, soit dans le premier cas, et selon le choix de l'assuré, au service pur et simple des arrérages, ou à l'achat immédiat de titres qui seront immatriculés, pour la nue propriété, au nom de LA PRÉVOYANCE et, pour l'usufruit, au nom des crédirentiers; soit, dans le second cas, au versement du capital à la Caisse nationale des retraites.

L'amende, qui constitue une pénalité, n'incombe en aucun cas à la Compagnie, non plus que les frais y relatifs.

Art. 3. — Dans le cas où l'assuré serait soumis, pour le personnel couvert par la présente police, aux obligations résultant des lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902 et 31 mars 1905, en vertu soit de la loi du 9 avril 1898 elle-même, soit de celle du 12 avril 1906 ou de toute autre postérieure, la Compagnie au lieu et place des sommes fixées plus haut, soit pour indemnités aux victimes, soit pour la responsabilité civile, garantit à l'assuré, sans aucune exception ni réserve, l'intégralité des obligations précitées à lui imposées par les lois de 1898, 1902 et 1905, y compris tous les frais médicaux pharmaceutiques, hospitaliers, funéraires, judiciaires et autres accessoires, le tout sans aucune augmentation de prime. La présente police, en ce cas, garantit également les conséquences de la faute inexcusable de l'assuré ou de ses préposés, la Compagnie s'engageant en outre à n'opposer aucune clause de

déchéance aux sinistrés créanciers de rentes ou à leurs ayants droit.

Art. 4. — Les domestiques qui font usage de cycle, avec ou sans moteur, ceux qui, sans conduire de voitures automobiles, montent dans ces voitures ou sont préposés à leur entretien, peuvent être garantis, pour ces risques, par une stipulation formelle insérée aux conditions manuscrites et moyennant une prime spéciale.

De convention expresse entre les parties, la Compagnie n'assure pas les mutilations volontaires, ni les maladies, ni les accidents qui résulteraient de guerres, rixes, émeutes, courses, concours, matchs ou paris, ni ceux qui atteindraient des personnes atteintes de maladies ou infirmités graves et permanentes ou âgées de plus de 70 ans ou de moins de 12 ans, non plus que ceux qui n'auraient pas pour cause directe et exclusive le travail professionnel déclaré.

Art. 5. — L'assurance comprend, moyennant une prime pour chacune d'elles, toutes les personnes que l'assuré emploie au jour des présentes et emploiera par la suite, pour les occupations déterminées aux conditions particulières de la police, ce que la Compagnie aura, à toute époque, le droit de faire vérifier, par des agents de son choix, notamment sur les livres de l'assuré.

L'assuré doit donc déclarer tout son personnel à LA PRÉVOYANCE, qu'il s'engage à ne pas induire en erreur sur la nature du risque, par fausse déclaration, dissimulation ou réticence.

Au cours de l'assurance, si l'assuré vient à augmenter l'importance du personnel qu'il a déclaré au jour de la police, il en fera la déclaration à la Compagnie, contre récépissé, dans un délai de huit jours, et la prime sera

proportionnellement élevée à dater du jour de l'augmentation.

Si, au contraire, l'assuré supprime tout ou partie de son personnel, il en fera aussi, contre récépissé, la déclaration et la justification à la Compagnie et aura droit, à dater du jour de cette formalité, à la résiliation de l'assurance ou à sa réduction proportionnelle, mais en payant, indépendamment de la prime entière de l'année courante, dans le cas de résiliation, une annuité de prime et, dans le cas de réduction, la portion de prime afférente au personnel distrait de l'assurance, le tout à titre d'indemnité.

Si l'assuré, après la résiliation, reprenait des personnes à son service ou, après la réduction, augmentait son personnel, le tout, avant l'époque fixée pour l'expiration de la police, l'assurance reprendrait ses effets ou s'étendrait au nouveau personnel, et la Compagnie tiendrait compte à l'assuré, sur la première prime à payer par lui, de l'indemnité qu'il aurait acquittée.

Art. 6. — La prime est payable annuellement et d'avance, dans les conditions déterminées aux clauses manuscrites de la police.

En outre de la prime, l'assuré doit acquitter le droit d'abonnement au timbre fixé par la loi, pour le coût du contrat, la somme de trois francs, pour le droit d'admission, celle de deux francs par personne comprise dans l'assurance et pour droit de répertoire 0 fr. 50 par quittance.

Art. 7. — En cas de non-paiement des primes dans les quinze jours de l'échéance et trois jours après l'envoi d'une lettre recommandée, constituant, de convention expresse entre les parties, une suffisante mise en demeure, la Compagnie aura, sans préjudice du droit au recouvre-

ment de l'intégralité des primes dues et de la sanction de l'article 10, la faculté de résilier la police par une deuxième lettre recommandée, dès l'expiration dudit délai de trois jours et jusqu'à parfait paiement de toutes les sommes dues par l'assuré.

Il est, de même, expressément convenu qu'il sera efficacement justifié de l'envoi des lettres recommandées par les récépissés de la poste et de leur teneur par le copie de lettres de la Compagnie ou de son agence.

Art. 8. — La Compagnie, qui se substitue à l'assuré, à l'égard des victimes d'accidents, a seule le droit de transiger ou de se concilier sur le règlement des sinistres ou leur revision et se réserve la direction exclusive des procès, le tout, sous le nom de l'assuré, à qui il est interdit de plaider, transiger ou de se concilier au sujet d'un accident.

Elle est également subrogée, par le fait des présentes, dans tous les droits et actions de l'assuré contre les auteurs responsables de l'accident, selon les termes de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celles des 22 mars 1902 et 31 mars 1905, et selon les termes du droit commun.

L'assuré lui donne, à ces fins diverses, tous pouvoirs nécessaires, qu'il s'engage à renouveler, sur une simple demande.

Art. 9. — L'assuré est tenu de faire parvenir à la Compagnie, ou au siège de son agence générale, immédiatement après chaque accident et, au plus tard, dans les cinq jours, une déclaration écrite indiquant les nom, prénoms et occupations de la victime, la nature, les causes et les circonstances du sinistre, avec un certificat médical qui en indiquera les suites probables; l'assuré devra, en

outre, donner à la Compagnie tous les renseignements qu'elle croira devoir lui demander, sur les causes et les suites de l'accident et lui transmettre, dès leur réception et, en tout cas, assez tôt pour qu'elle puisse y répondre en temps utile, tous avis, lettres, sommations, citations et pièces quelconques, à lui adressés ou signifiés à raison de sinistres.

Les médecins, agents et délégués de la Compagnie auront toujours libre accès auprès du blessé pour procéder à l'examen de son état et à toutes constatations utiles, sans qu'il soit d'ailleurs aucunement dérogé aux dispositions législatives spéciales aux accidents du travail.

Art. 10. — L'assuré qui ne se conformerait pas aux obligations énoncées dans les articles 4 à 9 inclus de la police perdrait tous ses droits au bénéfice de l'assurance, et la Compagnie se trouverait affranchie de ses engagements. Si, toutefois, la Compagnie avait été amenée à payer ou réserver diverses sommes pour des accidents non garanties, notamment par application de l'art. 3, l'assuré s'engage à lui rembourser toutes les sommes payées ou réservées pour ces accidents en principal, frais et accessoires, les capitaux représentatifs des rentes, s'il en est constitué, étant calculés d'après le barème officiel en vigueur, applicable au règlement des accidents visés.

Art. 11. — La présente police est souscrite pour une période de dix ans.

Elle continue, dans tous les cas, par périodes successives de la même durée que la première, si aucune des parties n'a déclaré, par lettre recommandée, six mois avant l'expiration de la période en cours, son intention de faire cesser l'assurance.

Elle engage non seulement l'assuré, mais aussi ses

héritiers, ayants droit ou représentants, et conserve son effet avec tout assuré qui constitue une société ou avec toute société qui se modifie. En cas de vente ou cession, l'assuré s'oblige à faire signer, par son acquéreur ou successeur, un transfert de la police au nom de ce dernier, sous peine de payer à la Compagnie, outre les primes échues, le montant de la prime d'une année entière, le tout à titre d'indemnité.

Ces diverses mutations doivent être signalées à la Compagnie dans la huitaine, et les nouveaux titulaires bénéficient de l'assurance aussitôt après la signature d'un avenant conforme.

En cas de faillite ou de liquidation judiciaire, la police est résiliée de plein droit, à partir du jour de la déclaration de la faillite ou de la liquidation judiciaire.

Art. 12. — La Compagnie a toujours le droit de notifier la résiliation de la police, par lettre recommandée, après la déclaration d'un sinistre ; mais la résiliation n'a d'effet que quinze jours après ladite notification, et, dans ce cas, la Compagnie s'engage à tenir compte à l'assuré, sur la prime de l'année en cours perçue d'avance, de la part correspondant à la période qui restait à courir.

Art. 13. — La présente police sera résiliée de plein droit dans le cas et dans les conditions prévus par l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905.

ANNEXE V

CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA NOUVELLE POLICE D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE

Objet et étendue de l'assurance.

.....
Art. 2. — Elle (la compagnie) assure aussi, moyennant des primes distinctes :

1° Le recours locatif, c'est-à-dire les effets matériels de la responsabilité à laquelle l'assuré est soumis comme locataire aux termes des articles 1733, 1734, 1735 du Code civil ;

2° Le recours contre le colon partiaire (loi du 19 juillet 1889) ;

3° Le recours des voisins, c'est-à-dire les effets matériels de toute action qu'en vertu des articles 1382, 1383, 1384 et 1386 du Code civil, les voisins ou colocataires pourraient exercer contre l'assuré pour communication d'incendie par les objets assurés à leurs immeubles, objets mobiliers et marchandises ;

4° Le recours des locataires contre les propriétaires, c'est-à-dire les effets de la responsabilité encourue par ces derniers en vertu de l'article 1721 du Code civil pour les dommages matériels causés aux mobiliers et marchandises

desdits locataires par un incendie qui aurait eu pour cause un vice de construction ou un défaut d'entretien de l'immeuble loué ;

5° La perte des loyers, c'est-à-dire soit le montant des loyers dont les propriétaires peuvent se trouver privés par suite d'incendie, soit la responsabilité que les locataires peuvent encourir envers le propriétaire pour le montant des loyers de leurs colocataires.

.

Vu :

Le Président de la thèse,
THALLER.

Vu : *le Doyen,*
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Doyen,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	1
CHAPITRE I. — De la notion juridique de l'assurance- responsabilité	7
<i>Section I.</i> — Étude analytique de la définition de l'Assu- rance-responsabilité	8
<i>Section II.</i> — Comparaison entre l'assurance-responsabilité et les Assurances contre l'incendie et les accidents . . .	19
CHAPITRE II. — Des rapports entre les principes de la responsabilité et l'assurance-responsabilité	30
<i>Section I.</i> — Évolution de la notion juridique de la res- ponsabilité et tendances de cette évolution	31
<i>Section II.</i> — Rôle de l'assurance-responsabilité dans la solution du problème juridique de la responsabilité . .	48
CHAPITRE III. — Histoire de l'assurance-responsabilité .	54
<i>Section I.</i> — Histoire de l'assurance-responsabilité en France	54
<i>Section II.</i> — Histoire de l'assurance-responsabilité en Allemagne	109
CHAPITRE IV. — Sources législatives	138
<i>Section I.</i> — Sources législatives en France	138
<i>Section II.</i> — Sources législatives à l'étranger et spéciale- ment en Allemagne	141

CHAPITRE V. — De la nature juridique de l'assurance- responsabilité.	144
Le risque dans l'assurance-responsabilité.	144
Section I. — Exposé de la doctrine courante.	147
Section II. — Exposé du système du projet de l'Associa- tion française des assurances sociales.	154
Section III. — Exposé du système de la loi allemande sur le contrat d'assurance.	162
Section IV. — Essai d'une théorie nouvelle.	167
Section V. — Jurisprudence française.	175
CONCLUSION.	188

APPENDICE

ANNEXE I. — Projet de loi sur le contrat d'assurance terrestre, proposé par l'Association française des assurances sociales (section des assurances diverses).	192
Titre V. — Des assurances de responsabilité.	192
ANNEXE II. — Loi d'empire du 30 mai 1908 sur le contrat d'assurance.	194
Titre VI. — Assurance de la responsabilité.	194
ANNEXE III. — Assurance de la responsabilité civile en cas d'accidents corporels causés aux tierces personnes. — <i>Police</i> <i>générale</i>	203
ANNEXE IV. — <i>Police mixte à forfait, spéciale aux domestiques.</i> — <i>Conditions générales</i>	211
ANNEXE V. — Conditions générales de la nouvelle police d'assurance contre l'incendie. — <i>Objet et étendue de l'assu- rance</i>	221

IMPRIMERIE DE LA JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ
